



Un engagement renouvelé

RAPPORT SUR LE FONDS CANADIEN
CONTRE LES MINES TERRESTRES
2000-2001



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Canada



Max Deneu/CICR

À Addis-Abeba, Éthiopie, une jeune survivante reçoit des soins dans un centre orthopédique du Comité international de la Croix-Rouge.

DOCS
CA1 EA142 R26 2000/2001 EXP
Reaffirming the commitment :
2000-2001 report on the Canadian
Landmine Fund
63964645



Un engagement renouvelé : Rapport sur le Fonds canadien contre les mines terrestres 2000-2001

Données de catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Canada

Canada. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Un engagement renouvelé : rapport sur le Fonds canadien contre les mines terrestres, 2000-2001

Annuel.

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche.

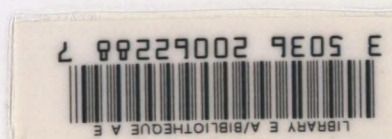
Titre de la p. de t. addit.: Reaffirming the commitment.

ISBN 0-662-66200-8

Cat. No. E2-193/2001

1. Mines terrestres.
 2. Mines terrestres – Politique gouvernementale – Canada.
 3. Mines antipersonnel (Droit international)
- I. Titre : Reaffirming the commitment.

JZ5645.M42 2001 355.8'25'115





Un engagement renouvelé

Rapport sur le Fonds canadien contre les mines terrestres, 2000-2001

Messages des ministres	2
------------------------	---

Introduction : Un engagement renouvelé	5
--	---

Pour mettre fin à l'utilisation, la production, l'exportation et la constitution de stocks de mines	10
---	----

Réduction du nombre de victimes et campagnes d'information	17
--	----

Opérations de déminage	20
Le Centre canadien des technologies de déminage	26

L'aide aux survivants et à leur milieu communautaire	32
--	----

Pour améliorer l'information et la coordination	38
---	----

La poursuite des efforts	43
--------------------------	----

Tableaux des dépenses	
Dépenses des ministères selon le programme	46
Dépenses consacrées à l'interdiction des mines	46
Dépenses selon le secteur d'activité	47
Fonds affectés à l'action antimines selon le pays	48



Il y a plusieurs mois, je me suis rendu dans le sud-est de l'Europe, où j'ai pu constater sur place les conséquences terribles des mines antipersonnel. Dans des endroits comme Sarajevo, où les hostilités ont pris fin depuis plusieurs années déjà, ces armes insidieuses continuent de faire des victimes parmi les civils, et les personnes qui ont été blessées dans le passé doivent aujourd'hui s'adapter à une existence de survivant.

Dans cette région, qui est la plus infestée de mines en Europe, j'ai également constaté l'importance du rôle de la communauté internationale pour ce qui est d'apporter une solution au problème des mines terrestres. Rien qu'en Bosnie-Herzégovine, on a déminé environ 7,1 millions de m² en 2000. Des progrès similaires ont été enregistrés dans presque tous les autres pays gravement contaminés par les mines à travers le monde.

Ces réalisations témoignent de la réussite de la Convention d'Ottawa. Du fait qu'elle prévoit l'interdiction complète des mines antipersonnel en même temps que des mesures concrètes de coopération et d'aide, la Convention fournit à la communauté internationale un cadre d'action pour s'attaquer

au problème des mines. Je suis fier du rôle crucial que joue le Canada dans les efforts pour aider à mettre ce cadre d'action en place. L'appui du Fonds canadien contre les mines terrestres est important à cet égard, compte tenu du fait qu'il a déboursé près de 23 millions de dollars en 2000 pour appuyer tous les aspects de l'action antimines dans plus de 25 pays.

Si le chemin parcouru est impressionnant, il reste néanmoins beaucoup à faire. J'encourage les États à renouveler l'engagement qu'ils ont pris au moment de ratifier la Convention ou d'y accéder. Pour sa part, le Canada poursuivra activement ses efforts en vue d'assurer le succès de la Convention. Je souhaite vivement que tous les États, de même que les organisations non gouvernementales et les organismes internationaux, continuent de faire preuve de l'enthousiasme, de la détermination et de la persévérance nécessaires pour que nous puissions atteindre notre objectif commun, c'est-à-dire une planète d'où aura disparu le fléau des mines antipersonnel.

John Manley
Ministre des Affaires étrangères



Les employés du ministère de la Défense nationale savent que les mines antipersonnel continuent de tuer, de mutiler et de menacer la vie d'innombrables victimes innocentes chaque jour. Ils savent également que la terreur suscitée par les mines terrestres empêche les gens de reprendre une vie normale – soit en empêchant les personnes déplacées par la guerre de rentrer dans leur foyer, soit en rendant les champs, les routes, les ponts et les terres agricoles inutilisables.

Le ministère de la Défense nationale continue d'appuyer l'effort global déployé par le Canada pour débarrasser le monde des mines terrestres et de leurs conséquences. Bien sûr, le travail des Forces canadiennes – qu'il s'agisse d'opérations de déminage ou d'activités axées sur la formation du personnel d'autres armées – n'est qu'un exemple parmi d'autres de la façon dont nos hommes et nos femmes en uniforme œuvrent en faveur de la paix et du bien-être d'autrui dans les régions les plus éloignées du globe.

Le Centre canadien des technologies de déminage, situé à Suffield (Alberta), est un autre élément critique de notre travail dans le domaine de l'action antimines. Au fil des ans, le Centre s'est acquis une réputation internationale par son aptitude à mettre au point des produits d'une grande utilité et à les mettre à l'épreuve sur le terrain. Le Centre a également pu jouer un rôle de premier plan en prêtant main forte à des organisations internationales comme le Programme international d'essais et d'évaluations et le Forum d'information sur les technologies de déminage.

Je suis très fier de la façon dont le Ministère et les Forces ont appuyé les objectifs du Canada relativement à la Convention d'Ottawa. Ensemble, ils montrent le chemin à suivre en ce qui concerne l'élaboration de mesures concrètes pour s'attaquer au problème des mines terrestres à l'échelle mondiale.

Art Eggleton
Ministre de la Défense nationale

Quiconque a vu un enfant amputé d'une main ou d'une jambe à la suite de l'explosion d'une mine antipersonnel n'entretiendra aucun doute quant à l'importance du Fonds canadien contre les mines terrestres. Comme en témoigne le rapport qu'on trouvera dans les pages qui suivent, le Canada continue d'aider les populations des pays touchés par les mines à s'adapter aux horribles conséquences provoquées par ce fléau. Dans les pays où le problème semblait insurmontable jusqu'à une époque toute récente, on constate aujourd'hui des progrès en ce qui a trait à la détermination de l'envergure du problème, à l'accroissement des ressources nationales nécessaires pour enlever les mines et à l'aide dispensée à leurs victimes. Les résultats de l'action du Canada s'imposent à l'évidence : à mesure que sont enlevées les mines, les familles et les populations affectées peuvent reprendre leurs activités quotidiennes, étape essentielle pour garantir la sécurité de tous et soutenir le développement durable.

Il reste néanmoins de nombreux pays où le

Chaque année, des milliers d'innocents – hommes, femmes et enfants – meurent ou sont mutilés à cause des mines terrestres. Pour des gens qui ont déjà dû endurer plusieurs années de guerre, cela signifie qu'il faut enterrer un autre être cher, se résigner à une pauvreté encore plus intense ou accepter de vivre avec un handicap permanent.

Le Canada continue de jouer un rôle de leader dans la campagne mondiale visant à éliminer les mines. Industrie Canada est fier de participer à cette démarche. Il s'est associé au ministère de la Défense nationale pour créer le Centre canadien des technologies de déminage, qui se consacre à la recherche, à la mise au point et à la commercialisation de techniques axées sur le déminage et sur l'aide aux victimes.

La débroussailleuse/démineuse BDM 48 mise au point par PRO MAC Manufacturing –

problème causé par le recours aux mines terrestres reste entier. Ces pays, dont la plupart sont encore en proie à des conflits, sont parmi les plus gravement affectés par les mines terrestres. Au moment où nous envisageons l'aide qu'il faudra apporter à ces sociétés pour qu'elles puissent se rebâtir, il est clair que nous devons relever des défis difficiles qui exigeront une attention soutenue. Nous entendons poursuivre notre programme d'investissements stratégiques pour aider ces pays à accroître les ressources nécessaires pour mettre en place des programmes d'information et de déminage, et à contribuer à la réadaptation des victimes.

Notre programme d'action antimines est un investissement dans l'avenir des enfants, des familles et des populations. Nous les aidons à reconstruire leurs vies en surmontant les conséquences des conflits et nous continuons à appuyer le développement.

Maria Minna

Ministre de la Coopération internationale




qui est une variante des débroussailleuses utilisées dans l'industrie forestière – est un exemple des technologies financées grâce à cette collaboration. Le fabricant a reçu un financement du programme Partenariat technologique Canada, administré par Industrie Canada, afin de développer cet outil à la fois capable d'enlever les broussailles et de détruire les mines antipersonnel.

La réputation mondiale du Canada en tant que promoteur de la paix n'est plus à faire. Trop souvent, cette tâche doit aussi passer par la destruction des vestiges de la guerre. Industrie Canada tire une grande satisfaction du rôle qu'il joue dans la poursuite de cet objectif.

Brian Tobin

Ministre de l'Industrie



A photograph capturing a scene of devastation in Kuito, Angola. In the foreground, a woman with a child strapped to her back and a large bundle on her head walks across a dirt path. She is leaning on a long, thin wooden staff for support. Behind her is a concrete wall topped with a wire fence. In the background, a white wall is riddled with numerous bullet holes and shrapnel damage. A window opening in the white wall is partially covered by a brick structure and a pink door. The sky is a clear, deep blue.

À Kuito, en Angola, une survivante et son enfant.

Un engagement renouvelé

Des progrès importants ont été accomplis ces dernières années dans la lutte contre la terreur causée par les mines antipersonnel. Ces armes insidieuses qui frappent aveuglément restent une source de souffrance humaine dans des dizaines de pays, mais la réaction du Canada et de la communauté internationale a eu des effets considérables. L'immense majorité des États ont adopté la Convention d'Ottawa comme cadre de référence global pour apporter une solution au problème mondial des mines terrestres, et les travaux visant à la mettre en pratique avancent rapidement.

Pour que la Convention puisse réaliser ses promesses, il faut toutefois que l'engagement des États, des organisations non gouvernementales et des organismes multilatéraux soit soutenu. Grâce au Fonds canadien contre les mines terrestres, le Canada continue de jouer un rôle de premier plan en contribuant à l'universalisation et à la mise en application de la Convention et en veillant à ce qu'elle soit respectée et à ce que son influence se raffermisse.

Mines antipersonnel

Les mines antipersonnel sont des engins explosifs conçus pour éclater en présence, à proximité ou au contact d'une personne, qui peuvent blesser, mutiler ou tuer cette personne et toute autre personne qui se trouve près d'elle. Peu chères et faciles à fabriquer, elles frappent aveuglément car elles ne font aucune distinction entre civils et soldats. Or, la plupart des personnes blessées ou tuées par des mines terrestres sont en fait des civils, qui souvent

vivent dans des pays qui n'ont guère les moyens de leur dispenser les soins nécessaires.

L'impact des mines est très grave. Bon nombre de leurs victimes succombent à leurs blessures, souvent avant même d'arriver à l'hôpital. Il arrive fréquemment que les survivants doivent être amputés, ou encore qu'ils perdent la vue ou l'ouïe.

Les mines antipersonnel continuent de blesser et de tuer sans discrimination plusieurs années après la fin des conflits au cours



photos par Chantong Lo/CICR

Les mines antipersonnel, comme la mine à effet de souffle PMD-6M (à droite) et la mine-piquet à fragmentation POMZ-2 (à gauche), continuent de blesser et de tuer aveuglément même plusieurs années après avoir été enfouies dans le sol.



Robert Semenuk

(À gauche) Un jeune Cambodgien près d'une zone minée connue.

(À droite) Mazar-e-Sharif, Afghanistan : une survivante munie d'une prothèse réapprend à marcher.



Adrian Brooks/ICRC

desquels elles ont été posées. La présence des mines, ou encore la peur des mines, empêchent les gens d'utiliser les terres, les routes et d'autres infrastructures en toute sécurité et de façon productive. Elles sont un obstacle majeur à l'acheminement de l'aide humanitaire, au retour sans danger des réfugiés, à la reconstruction qui doit succéder aux conflits et au développement durable.

Les conséquences terribles des mines sur le plan humanitaire dépassent leur utilité militaire marginale. En effet, les mines se sont révélées d'une utilité limitée pour les armées. Pourtant, elles ont un impact démesuré sur la vie de millions de civils et, de façon plus générale, sur le bien-être socio-économique de pays tout entiers.

La Convention d'Ottawa

Au début des années 90, la révolusion face à ce problème d'origine humaine, alliée à la conviction qu'une solution viable était possible, a déclenché un mouvement international en faveur de l'interdiction des mines terrestres. Des organisations non gouvernementales (ONG) qui apportaient une aide au développement dans des pays comme le Cambodge, l'Afghanistan et le Mozambique voyaient leurs efforts et ceux des populations locales

contrariés par la menace persistante des mines. En raison des blessures extrêmement graves dont elles sont la cause et du fait qu'elles entravaient l'accès aux terres et aux infrastructures dans des conditions de sécurité, la reconstruction et le développement ne pouvaient avancer.

En 1992, une coalition d'ONG mettait sur pied la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (CIMT), donnant ainsi naissance à un mouvement mieux coordonné pour éliminer les mines, déminer les terrains contaminés et venir en aide aux victimes. Divers États, dont le Canada, ont ensuite adhéré au mouvement antimines. Cette coalition composée de gouvernements et d'éléments de la société civile, et la formule inédite de diplomatie accélérée dont le Canada a pris l'initiative en 1996, constituent ce qu'on a appelé le « Processus d'Ottawa ». C'est dans le cadre de ce processus que se sont déroulées les négociations qui ont mené à l'adoption, en 1997, de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction – la Convention d'Ottawa.

Ce qui donne à ce traité international son caractère singulier, c'est qu'il prévoit à la fois l'interdiction complète d'une arme d'usage courant depuis plusieurs générations et un

ensemble de mesures visant à soulager les souffrances humaines dont elle est la cause.

Les États qui acceptent d'être liés par la Convention s'engagent :

- à cesser immédiatement d'utiliser, de produire et de transférer des mines antipersonnel;
- à détruire les stocks existants dans un délai de quatre ans;
- à déminer tous les terrains contaminés dans un délai de 10 ans;
- à contribuer aux soins dispensés aux victimes des mines et à leur réadaptation;
- à aider d'autres États à respecter leurs obligations aux termes de la Convention;
- à collaborer dans le but d'assurer le respect intégral de la Convention.

La cérémonie de signature de la Convention, qui a eu lieu le 3 décembre 1997, fut pour le Canada une occasion de grande fierté. Quelque 122 États étaient présents à Ottawa pour signer cet instrument humanitaire, à la concrétisation duquel le Canada avait contribué. Quelques mois plus tôt, la CIMT et sa coordonnatrice, Jody Williams, s'étaient vu décerner le Prix Nobel de la paix pour leurs efforts en faveur de l'interdiction des mines. Le choix du Comité Nobel mettait la question des mines terrestres et la Convention au premier plan de l'actualité, mais le Canada, la CIMT et la communauté internationale n'étaient pas sans savoir que des tâches encore plus grandes les attendaient.

Engagement du Canada

Pendant la période où elle était ouverte à la signature, 133 États ont paraphé la Convention, manifestant ainsi leur intention d'y adhérer officiellement à une date ultérieure et acceptant, conformément au droit international, de ne rien faire qui puisse nuire à son objet ultime. Le 1^{er} mars 1999, la Convention avait déjà recueilli un nombre suffisant de ratifications pour entrer en vigueur; elle continue aujourd'hui de recevoir des appuis de plus en plus nombreux. Au 1^{er} novembre 2001, le nombre de ratifications était passé à 122. Il importe toutefois de ne pas relâcher les efforts pour assurer son acceptation universelle, et le Canada est au premier rang des pays qui œuvrent en ce sens.

Le Canada est également au nombre de ceux qui mettent tout en œuvre pour faciliter la mise en pratique de la Convention. Certes, il n'avait pas de terrains à déminer au pays même, mais le Canada a néanmoins veillé à la mise en œuvre rapide et effective d'autres volets de la



Convention en détruisant ses derniers stocks de mines et en adoptant une loi habilitante avant même son entrée en vigueur.

Les tâches associées au déminage et à la destruction des stocks sont beaucoup plus difficiles pour d'autres États qui sortent de conflits ou qui détiennent des stocks de mines hérités de la Guerre froide. Des progrès remarquables ont été accomplis en ce qui a trait au déminage, à l'aide aux survivants et à la destruction des stocks existants, mais il reste beaucoup à faire pour que tous les pays respectent leurs engagements envers les victimes et pour que disparaissent totalement les mines antipersonnel. Le Canada montre l'exemple en les incitant à renouveler ces engagements.

Le Canada préconise également un renouvellement de l'engagement à se conformer aux autres obligations prévues dans la Convention et à respecter la nouvelle norme internationale qu'elle renferme. En 2000, il a facilité la tenue d'un examen détaillé des dispositions relatives à ces obligations. Cet examen a contribué à renforcer l'esprit de coopération sur lequel repose la Convention et à faire en sorte qu'on se penche attentivement sur la question du respect de ses dispositions. De plus, le Canada a été parmi les premiers à demander que les

Le Premier ministre Jean Chrétien lors de la conférence de signature de la Convention d'Ottawa en 1997.

MAECI

L'ambassadeur du Canada à l'action contre les mines, Daniel Livermore (à droite), s'entretient avec des militants à Calgary.



Nancy Ingram

États qui n'ont pas encore accepté la Convention se conforment quand même à ses dispositions relatives à la non-utilisation des mines antipersonnel. Il est par ailleurs un des rares États qui continuent d'exprimer leurs préoccupations devant les cas de nouvelles utilisations de mines antipersonnel.

Le fonctionnement général de la Convention s'est raffermi encore davantage cette année. En 1999, lors de la Première réunion des États parties, un programme de travail intersessionnel avait été arrêté afin d'aider la communauté internationale à progresser dans son action contre les mines. À la Deuxième réunion des États parties, en 2000, les comités permanents chargés du programme de travail intersessionnel ont été renforcés, en partie grâce à une initiative canadienne visant à assurer une participation accrue des pays en développement et des pays touchés par les mines. À la Troisième réunion des États parties, qui s'est tenue à Managua (Nicaragua) du 18 au 21 septembre 2001, les participants ont renforcé les mécanismes de la Convention en créant une unité chargée d'appuyer les plans de mise en œuvre, laquelle sera logée dans les bureaux du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG).

Le Fonds canadien contre les mines terrestres

Le Canada a concrétisé financièrement son engagement envers les objectifs de la Convention d'Ottawa lorsqu'en décembre 1997 le Premier ministre Jean Chrétien a annoncé la

constitution d'un fonds doté de 100 millions de dollars sur cinq ans pour faciliter la poursuite des travaux visant à universaliser la Convention et à réaliser ses objectifs. Le présent rapport a pour but d'informer le Parlement et la population au sujet des activités entreprises par l'entremise du Fonds canadien contre les mines terrestres (FCMT) pendant l'exercice 2000-2001 (c'est-à-dire du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001).

Le Fonds est régi selon une formule innovatrice qui repose sur la collaboration de quatre ministères, à savoir le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Industrie Canada et le ministère de la Défense nationale (MDN).

Afin de coordonner cette action et de montrer la priorité qu'il lui accorde, le Canada a nommé un ambassadeur extraordinaire qui est chargé de tout ce qui se rapporte à l'universalisation et à l'application de la Convention. Depuis 1999, Daniel Livermore est ambassadeur du Canada à l'action contre les mines. De plus, le MAECI a constitué une unité spéciale chargée de la question des mines terrestres et de l'application de la Convention.

Parmi les quatre ministères, le MAECI est chargé des initiatives relatives à l'universalisation de la Convention, d'initiatives visant à renforcer les appuis à la Convention, de la coordination internationale et de la formulation des politiques, du suivi des mesures prises pour appliquer la Convention et des campagnes d'information sur les mines. Le MAECI

Fonds canadien contre les mines terrestres

Budget : 100 millions de dollars¹

Apports des ministères

Conseil de gestion
Ministres des Affaires
étrangères, de la
Défense, de l'Industrie
et de la Coopération
internationale

MAECI
Coordination,
priorités stratégiques,
universalisation de la
Convention, suivi,
destruction des stocks
(32,5 millions \$)

MDN
R et D en technologie,
destruction des stocks
(13,6 millions \$)

Industrie Canada
Commercialisation /
vente de la
technologie
(3,9 millions \$)

ACDI
Déminage,
sensibilisation
aux mines,
aide aux victimes
(50 millions \$)

**Programme de
destruction des stocks**
(7,5 millions \$)²

**Centre canadien
des technologies
de déminage**
(17 millions \$)³

¹ Les montants en dollars
représentent le total des fonds
affectés sur cinq ans.

² MAECI : 7 millions \$
MDN : 0,5 million \$

³ MDN : 13,1 millions \$
Industrie Canada : 3,9 millions \$

collabore également avec le MDN à un programme destiné à aider d'autres pays à détruire leurs stocks de mines.

LACDI joue un rôle de premier plan dans les domaines du déminage, de la sensibilisation aux mines et de l'aide aux victimes. Son action vise à favoriser la réconciliation et la reconstruction dans les pays durement touchés par les mines, de même que la reprise des activités de développement durable au lendemain de conflits graves. L'Agence s'emploie à renforcer les ressources d'institutions qui jouent un rôle clé, en collaboration avec des ONG canadiennes, le secteur privé et les organisations multilatérales, y compris les organes des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). LACDI soutient également l'action antimines dans un certain nombre de pays dans le cadre de son programme général d'aide au développement.

Le MDN et Industrie Canada se sont associés pour créer le Centre canadien des technologies de déminage (CCTD). Le Centre a pour mission de mettre au point des techniques peu coûteuses et durables de détection et de neutralisation des mines, de protection du personnel et d'aide aux victimes, et de chercher des solutions de rechange aux mines terrestres. En outre, le CCTD évalue les technologies mises au point par ses chercheurs et par l'industrie canadienne en faisant appel aux installations du Centre de recherches pour la défense de Suffield, auxquelles il a accès grâce à son association avec ce dernier. Industrie Canada s'occupe par ailleurs de la commercialisation et de la vente des technologies les plus prometteuses, tandis que le MDN participe aussi à l'action antimines en détachant des conseillers techniques auprès des centres d'action antimines dans les régions touchées.



Pour mettre fin à l'utilisation, la production, l'exportation et la constitution de stocks de mines

En 2000-2001, on a pu constater de nombreux signes positifs de l'appui grandissant dont bénéficie la Convention d'Ottawa. Au 1^{er} novembre 2001, en effet, 122 États avaient officiellement accepté de se plier à ses obligations, y compris l'Érythrée et le Congo-Brazzaville, qui ont récemment été parties à des conflits où des mines antipersonnel ont été utilisées. En avril 2001, la Grèce et la Turquie ont mis de côté leurs réserves concernant la Convention pour annoncer ensemble qu'elles y adhèreraient en même temps.

Parallèlement à ce soutien accru, on a assisté à des progrès en ce qui concerne le statut général et l'application de la Convention. En août 2001, la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a souligné qu'on utilise moins de mines antipersonnel depuis quelques années, que leur production a considérablement diminué – on est passé de 55 pays producteurs à 14 –, que le commerce des mines a pratiquement cessé et, fait remarquable, que plus de 50 pays ont détruit plus de 27 millions de mines antipersonnel.

Le succès repose sur les partenariats

Le succès de toutes les tâches relatives à l'universalisation, à l'application et au respect de la Convention repose sur la réaffirmation de l'engagement envers les coalitions de toute sorte qui furent à l'origine du mouvement en faveur de l'interdiction des mines. Le Canada continue d'accorder une importance prioritaire à la tâche d'assurer la viabilité de la coalition entre les États et des organisations clés telles que la CIMT et son volet canadien, Action Mines Canada (AMC), ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge.

La CIMT, lauréate du Prix Nobel de la paix, regroupe plus de 1 300 ONG et est largement reconnue comme étant le fer de lance de la Convention d'Ottawa au sein de la société civile. Pendant l'exercice 2000-2001, le

Programme de partenariat pour l'action contre les mines (PPAM) du MAECI a versé 346 000 dollars en appui au travail que la CIMT mène sans relâche en faveur de l'universalisation et de la mise en pratique de la Convention. Par cet apport, le Canada a aidé à financer les salaires et le fonctionnement du bureau de coordination de la CIMT à Washington, son centre de documentation au Yémen et ses relations avec les gouvernements. Le financement canadien a également aidé la CIMT à participer à la Deuxième réunion des États parties et aux réunions des comités permanents de la Convention.

Pour aider les ONG canadiennes à continuer de jouer un rôle de premier plan dans les efforts de la communauté internationale en vue d'éliminer les mines terrestres, le PPAM a versé 468 000 dollars à Action Mines Canada. Ce



Représentants de la CIMT à la première cérémonie thaïlandaise de destruction de mines à Lopburi, janvier 2001. De gauche à droite : Sœur Denise Coghlan (Campagne du Cambodge), Liz Bernstein (coordonnatrice à la CIMT), Alfredo Lubang (Campagne des Philippines), Annalisa Formiconi (coordonnatrice régionale de l'Observatoire des mines pour l'Asie) et Anitra Puangsuwan (Campagne de la Thaïlande).

financement a aidé AMC dans ses activités d'information et de sensibilisation à l'échelle nationale et internationale, dans ses efforts en vue d'accroître les ressources canadiennes pour la programmation de nouvelles activités et dans ses initiatives visant à contribuer à l'universalisation de la Convention. AMC, une coalition qui regroupe plus de 40 ONG canadiennes, joue un rôle international important en tant que membre du comité de coordination de la CIMT et du groupe central de l'Observatoire des mines.

Le Canada a également continué de renforcer les partenariats régionaux et les alliances avec des pays déterminés, faisant souvent appel au modèle fructueux des conférences régionales. Au niveau régional, les activités suivantes ont reçu un appui du Canada au cours de l'exercice 2000-2001 par l'intermédiaire du Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines (PRINIM) du MAECI :

- 17 000 dollars à l'OTAN pour appuyer l'atelier du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) consacré à une initiative relative à une action antimines régionale dans le sud-est de l'Europe, qui a eu lieu à Salonique (Grèce) les 4 et 5 mai 2000; cet atelier a fourni un cadre d'action pour la participation du CPEA à une action humanitaire antimines dans cette région; s'appuyant sur le plan d'action élaboré à Salonique, le CPEA a commencé à servir de centre d'information sur l'action antimines et a fourni des experts à des missions d'enquête; il a également

constitué, à l'initiative du Canada, un fonds d'affectation spéciale pour aider les pays à détruire leurs stocks de mines;

- 2 400 dollars à la Campagne néo-zélandaise contre les mines terrestres pour appuyer la 14^e Table ronde de l'Asie-Pacifique, qui s'est déroulée à Kuala Lumpur (Malaisie) du 3 au 7 juin 2000; cette table ronde, organisée par le Réseau des instituts d'études stratégiques et internationales de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), réunissait plusieurs centaines de représentants de gouvernements, d'universités et d'ONG d'une vingtaine de pays de la région; la contribution du MAECI avait pour but d'appuyer la discussion consacrée à la Convention d'Ottawa et à l'action humanitaire antimines en Asie du sud-est, à laquelle participait le colonel Chip Bowness des Forces canadiennes, afin de faire mieux connaître l'action antimines et de lui rallier de nouveaux appuis;
- 10 000 dollars à l'Institut de recherche appliquée et de formation pour la publication et la distribution des actes de la Conférence des États de la Corne de l'Afrique et du golfe d'Aden sur les mines terrestres, qui s'est tenue à Djibouti (République de Djibouti) du 16 au 18 novembre 2000; cette conférence a permis d'attirer l'attention sur le problème des mines dans cette région et d'encourager les États concernés à ratifier et à appliquer la Convention;



LJMD

L'Ougandaise Margaret Arach Orech, qui a survécu à l'explosion d'une mine terrestre, ouvre le Séminaire sur l'universalisation et la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa en Afrique.

- 219 000 dollars pour l'organisation du Séminaire sur l'universalisation et la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa en Afrique, qui a eu lieu à Bamako (Mali) les 15 et 16 février 2001; cette rencontre, organisée par le Mali avec l'appui du Canada et de la France, mettait en lumière les connaissances et l'expérience des Africains dans le domaine de l'action antimines et avait pour but de cerner les besoins et d'élaborer des plans d'action; la force d'impulsion engendrée par le colloque a contribué pour beaucoup au fait que 10 États africains ont récemment signifié leur adhésion formelle à la Convention d'Ottawa;
- 6 800 dollars pour la tenue d'une conférence consacrée aux obligations contractées par la Colombie dans le cadre de la Convention d'Ottawa, qui s'est déroulée à l'Universidad del Rosario à Bogotá (Colombie), les 26 et 27 février 2001; la conférence, qui réunissait

des représentants du gouvernement et de l'armée ainsi que de la société civile et d'organisations internationales, avait pour but de favoriser le dialogue et de mettre au point un plan de travail pour l'application de la Convention en Colombie, dont les obligations entraient en vigueur le 1^{er} mars 2001.

Le Canada a également appuyé diverses initiatives se rapportant à des pays individuels pendant l'exercice 2000-2001, grâce à des sommes versées par le PRINIM :

- 16 000 dollars au Mines Advisory Group pour l'organisation d'un programme d'éducation multimédia en Angola destiné à maintenir le soutien diplomatique et public à l'action antimines dans ce pays;
- 30 000 dollars à l'Institut indien pour la paix, le désarmement et la protection de l'environnement, pour l'organisation d'ateliers sur la Convention d'Ottawa dans l'État de Jammu-et-Cachemire, ainsi que de la quatrième conférence nationale sur les mines terrestres (New Delhi, mai 2000); cette série d'activités s'adressant à la population générale a permis de mieux faire connaître le problème des mines en Inde et d'y renforcer le réseau des militants antimines;
- 60 000 dollars pour appuyer les travaux d'un universitaire de Boston (Massachusetts) sur l'action antimines; le professeur Christopher Kirkey a organisé une tournée de discussions et dirigé des ateliers de formation destinés aux professeurs dans divers collèges et universités des États-Unis, et il a contribué à la mise au point et la création de cours collégiaux et universitaires portant sur la Convention d'Ottawa; il a également reçu 29 000 dollars pour effectuer des travaux de recherche sur l'établissement et la concrétisation de la Convention; ces travaux ont notamment débouché la publication d'un article intitulé « Washington's Response to the Ottawa Landmines Process », paru dans le numéro d'août 2001 de *Canadian-American Public Policy*;
- 18 000 dollars à Roots of Peace, une organisation californienne de San Rafael, pour une activité d'information tenue à Palo Alto, à laquelle ont participé le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, et le consul général du Canada à Los Angeles, Kim Campbell, ainsi que des représentants du Département d'État américain et de diverses ONG;
- 9 000 dollars en contribution à une tournée de concerts de Jane Bunnett and the Spirits

of Havana aux États-Unis pendant laquelle le groupe a fait une promotion active de la campagne contre les mines terrestres.

Le lieutenant-général Gordon Reay et le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est

Le dialogue entre militaires est un élément important des mesures prises pour renforcer les appuis à la Convention. Le lieutenant-général (retraité) Gordon Reay a servi de conseiller spécial auprès de l'ambassadeur du Canada à l'action contre les mines de 1999 jusqu'à son décès, survenu le 21 décembre 2000, à Zagreb (Croatie), des suites d'un accident de la circulation. Ancien commandant de l'armée canadienne, le général Reay présidait le Groupe de soutien régional à l'action antimines du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est; il se trouvait en Croatie pour aider à mettre sur pied un mécanisme de coordination de l'action antimines.

Le général Reay a joué un rôle crucial dans les efforts déployés par le Canada pour appuyer l'universalisation et l'application de la Convention d'Ottawa, préconisant la destruction des stocks et dialoguant avec des dirigeants militaires et civils sur la question d'une doctrine militaire d'où serait absent le recours aux mines antipersonnel. Le Groupe de soutien régional à l'action antimines, rebaptisé Groupe Reay en hommage au général, continue d'encourager la coopération régionale dans l'action antimines.

Vérification des mesures prises pour assurer le respect de la Convention

Le Canada a, par l'entremise du Programme de surveillance des mines du MAECI, versé 250 000 dollars à la CIMT pour l'Observatoire des mines, une initiative de recherche indépendante menée par divers éléments de la société civile. L'Observatoire des mines, un réseau mondial de chercheurs du secteur non gouvernemental, produit chaque année un rapport de plus d'un millier de pages au sujet des mesures prises par les États pour appliquer la Convention d'Ottawa et de leurs politiques et attitudes vis-à-vis les mines antipersonnel. Les fonds fournis par le Canada ont servi à financer la production et la distribution du rapport annuel de l'Observatoire des mines et à couvrir les dépenses de recherche, de formation et d'administration.



Le lieutenant-général (retraité) Gordon Reay, qui a joué un rôle de premier plan dans les efforts déployés par le Canada pour l'universalisation et la mise en pratique de la Convention d'Ottawa.

Destruction des stocks

Le Canada préconise activement le respect de l'obligation, énoncée à l'article 6 de la Convention, d'aider à la destruction des stocks de mines. Il a lancé diverses initiatives au cours de l'exercice 2000-2001 en vue d'aider à faire respecter cette obligation dans un délai de quatre ans.

Le Canada et la Hongrie ont coparrainé un colloque sur la destruction des mines de type PFM-1, qui a eu lieu à Budapest en février 2001. Le Programme de destruction des stocks (PDS) du MAECI a versé 53 000 dollars pour appuyer cette rencontre, qui portait essentiellement sur les problèmes techniques posés par la destruction de ces mines en forme de papillon. Des représentants des États d'Europe centrale et orientale, y compris des pays issus de l'ex-URSS qui possèdent des stocks de ce genre de mine, se sont réunis avec des conseillers techniques et des représentants des pays donateurs pour définir un plan de destruction des stocks. Cette opération présente des difficultés techniques et financières en raison de la composition chimique des engins et de la grande quantité de mines stockées dans les États de l'ex-URSS. Le colloque a permis aux experts présents de discuter de ces questions



Participants au Séminaire régional sur la destruction de stocks de mines antipersonnel dans les Amériques. De gauche à droite : l'adjudant-chef Graham Goodrum, des Forces armées canadiennes; Daniel Livermore, ambassadeur du Canada à l'action contre les mines; le colonel Hernán Bedon Martínez, de l'Équateur; et le représentant du Mexique auprès de la CIMT, Claudio Torres Nachon.

dans un contexte international et de jeter les bases de travaux techniques plus poussés qui seront menés par l'intermédiaire du Centre international de déminage humanitaire de Genève; des consultations entre les pays donateurs et les organismes chargés des travaux ont également été prévues.

En collaboration avec l'Organisation des États américains (OEA), le Canada et l'Argentine ont organisé à Buenos Aires, en novembre 2000, un colloque régional sur la destruction des stocks de mines dans les Amériques. Par l'entremise du PDS, le MAECI a versé 86 000 dollars pour la tenue de ce colloque, qui réunissait des représentants des pays des Amériques afin d'échanger des renseignements sur les méthodes de destruction.

Après le colloque, le Canada a fait la promotion du Défi de Managua, qui vise à inciter les États des Amériques à accélérer la destruction des mines. En contrepartie d'une assistance technique et financière, il leur était demandé d'avoir fini de détruire leurs stocks à temps pour la Troisième réunion des États parties (Managua, septembre 2001).

Au cours de l'exercice 2000-2001, le PDS a versé 209 000 dollars à l'OEA pour le Fonds du Défi de Managua, constitué en vue d'aider les États membres à acquérir les techniques de destruction des stocks voulues et à adopter les mesures de surveillance et de vérification nécessaires. L'Équateur, le Honduras, le

Nicaragua et le Pérou ont bénéficié d'une aide à la destruction des stocks par l'entremise de ce Fonds.

Depuis le lancement du Défi de Managua, plus des trois quarts des quelque 800 000 mines inventoriées dans les stocks des États membres de l'OEA ont été détruites. Le Honduras, le Pérou et l'Équateur ont éliminé la totalité de leurs stocks dans les délais prévus dans le Défi.

En Albanie, environ 1,6 million de mines antipersonnel seront détruites dans le cadre d'un projet financé par le PDS. Le projet est géré par l'Agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN (NAMSA) au nom de huit pays donateurs et ce, par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pour la destruction des stocks de mines antipersonnel créé par le Partenariat pour la paix du Conseil de partenariat euro-atlantique. Le Canada est l'initiateur du Fonds et le principal bailleur de fonds du projet. Au total, 234 000 dollars ont été affectés au projet au cours de l'exercice 2000-2001, soit 23 000 dollars versés à la NAMSA pour la préparation d'un plan de destruction des stocks, 10 000 dollars attribués à la firme Jacques Whitford Environment Limited d'Ottawa pour une évaluation environnementale; et 151 000 dollars affectés à la NAMSA pour l'exécution du projet. Le MDN a apporté une assistance technique supplémentaire en détachant auprès du projet un officier des Forces canadiennes spécialiste en munitions. Le MAECI a versé une



Stock de mines antipersonnel (à gauche) détruit par détonation au Pérou (à droite).

photos par Bjorn Holmberg/ONU-LIREC

contribution de 50 000 dollars pour financer ce détachement.

Le PDS a versé 86 000 dollars au Canadian International Demining Corps (CIDC) pour l'achat d'explosifs en vue de la destruction de mines terrestres par le Centre d'action antimines de la Thaïlande. Ce dernier a reçu une quantité de FIXOR, un explosif en deux parties (liquide et poudre) produit par une firme de Kingston, MREL Specialty Explosive Products Limited, afin de l'aider à éliminer les mines qui ont été repérées et entreposées. Un entraînement à l'utilisation sûre et efficace de ce nouvel explosif a été dispensé dans le cadre du projet.

Le Canada s'est engagé à aider l'Ukraine à détruire les quelque six millions de mines de type PFM et 400 000 engins de type PMN que renferment ses stocks. Un protocole de « coopération mutuellement bénéfique » a été signé à cette fin en 1999. En mars 2001 était signé un accord-cadre définissant la structure de la coopération entre le Canada et d'autres donateurs, d'une part, et le gouvernement de l'Ukraine, de l'autre, relativement à la destruction des mines. Le PDS a versé 57 000 dollars au total pendant l'exercice 2000-2001 en appui aux plans de destruction. Une contribution de 51 000 dollars a facilité l'établissement de documents techniques destinés à aider les autorités ukrainiennes à planifier les opérations de destruction, et 6 000 dollars ont été versés au Centre



Sadic Koci, directeur des installations de déminéralisation ULP Mjekës, et Gwyneth Kutz, une représentante de la mission du Canada en Albanie, participent à la première déminéralisation de 1,6 million de mines dans ce pays.

William Hunt

international de déminage humanitaire de Genève pour une étude de faisabilité technique et une proposition de projet pour la destruction des mines ukrainiennes de type PMN.

En réponse aux demandes des personnes et organismes qui souhaitaient avoir plus de renseignements sur la destruction des stocks de mines, le MAECI a créé un site web

La Canadienne Carol Isfeld en compagnie de Mohammad Usman, un démineur afghan, lors de la Deuxième réunion des États parties à la Convention d'Ottawa (à Genève). Le technicien tient dans sa main une poupée Izzy, ainsi nommée en l'honneur du fils de Madame Isfeld, le caporal-chef Mark Isfeld, tué par l'explosion d'une mine en Croatie en 1994. Carol Isfeld crochète toujours ces poupées que son fils donnait aux enfants qu'il rencontrait lors de ses missions de maintien de la paix. Les poupées sont maintenant distribuées par les camarades de Mark.



(www.stockpiles.org) en contribution au Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS). Le PDS a versé 15 000 dollars à ND Technologies pour la réalisation du projet, qui est maintenant intégré au nouveau site sur l'action antimines de l'UNMAS (www.mineaction.org).

Participation aux mécanismes de la Convention

Pour accroître la participation aux réunions des États parties et des comités permanents de la Convention d'Ottawa, le Canada a versé 75 000 dollars, par l'entremise du Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI, au programme du Centre international de déminage humanitaire de Genève pour le parrainage des réunions relatives à la Convention. Ce programme a été créé pour aider les États parties touchés par les mines qui ont besoin d'aide pour assister aux réunions et, à l'occasion, des participants d'organisations

spécialisées. Il est administré par le CIDHG avec le concours d'un comité directeur de donateurs, dont le Canada, la Suisse, la Belgique, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Canada a payé sa part des frais de la Troisième réunion des États parties (Managua, septembre 2001) par le biais du PRINIM, qui a versé une contribution 56 000 dollars aux Nations Unies.

De plus, le Canada a appuyé la participation de Brian et Carol Isfeld à la Deuxième réunion des États parties, qui a eu lieu à Genève du 11 au 15 septembre 2000. Les Isfeld sont les parents du caporal-chef Mark Isfeld, un militaire canadien tué par l'explosion d'une mine terrestre alors qu'il participait à une mission de maintien de la paix en Croatie en 1994. Le PRINIM a versé 6 000 dollars au Landmine Survivors Network afin d'aider les Isfeld à assister aux cérémonies d'ouverture de la réunion avec 16 survivants venus de 14 pays.

Réduction du nombre de victimes et campagnes d'information

Au milieu des années 90, on estimait que les mines antipersonnel faisaient environ 26 000 victimes chaque année; or, selon la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, leur nombre se situerait aujourd'hui entre 15 000 et 20 000. Certes, ces tragédies restent trop nombreuses mais il appert que les efforts de la communauté internationale en vue de mettre fin aux souffrances causées par les mines accusent des progrès.

Dans la majorité des régions et des pays les plus touchés par les mines, le nombre des victimes continue de diminuer :

- en Afghanistan, ce nombre a baissé d'un tiers en 2000 par rapport à 1999;
- en Albanie, on a enregistré 25 victimes en 2000, comparativement à 191 en 1999;
- au Cambodge, où ce nombre est en constant recul depuis 1996, il y a eu 20 % moins de victimes en 2000 qu'en 1999;
- au Kosovo, il y a eu 95 victimes en 2000, par rapport à 342 l'année précédente;
- en Croatie, le nombre était de plus de moitié inférieur en 2000 à ce qu'il était en 1999.

Les campagnes d'information sur les mines sont un des principaux moyens de réduire le nombre des victimes. Ces campagnes visent en effet à inciter les gens qui vivent dans les régions exposées à éviter les comportements à risque en leur faisant mieux connaître les dangers que présentent les mines et en leur enseignant des habitudes de prudence.

En 2000, on a continué d'enregistrer des progrès dans ce domaine. S'appuyant sur ses *Directives internationales pour la sensibilisation aux dangers des mines et des munitions non explosées*, l'UNICEF a annoncé son intention d'élaborer des directives pour le contrôle et l'évaluation des programmes d'information. Handicap International, un organisme qui a fait œuvre de pionnier en la

matière, a publié un très utile *Guide pour mettre en œuvre un PEPAM (programme d'éducation à la prévention des accidents par mines)*. En outre, le Centre international de déminage humanitaire de Genève a mené une étude détaillée de l'efficacité des supports et matériels coûteux utilisés dans les campagnes d'information menées dans divers pays.

Des programmes de sensibilisation ont été dispensés dans plus de 45 pays en 2000, ce qui montre que les États s'acquittent de l'obligation que leur impose à cet égard l'article 6 de la Convention d'Ottawa. Le Canada a continué de faire sa part en appuyant les programmes des ONG et des organisations internationales et multilatérales.

Angola

Au titre d'une contribution de 750 000 dollars étalée sur trois ans, le Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens de l'ACDI a versé à UNICEF Canada la somme de 250 000 dollars pour appuyer des activités de sensibilisation en Angola dans le but d'abaisser le nombre de blessures causées par les mines dans les provinces les plus touchées et de permettre aux villageois de rentrer chez eux tout en restant conscients des dangers. Diverses techniques ont été utilisées, depuis les discussions en groupe jusqu'aux représentations théâtrales et aux spectacles de marionnettes, en passant par le porte-à-porte et des activités d'enfant à enfant.



UNICEF Angola

Une séance d'information sur les mines organisée par l'UNICEF en Angola.

En plus d'enseigner aux enfants et à leurs familles les comportements appropriés, les responsables du projet ont aidé à accroître les ressources des organisations locales et du ministère angolais de l'éducation pour la diffusion de l'information sur la question des mines.

Éthiopie et Érythrée

Le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 200 000 dollars à l'organe onusien UNMAS pour l'aider à mettre sur pied un programme d'action antimines dans la zone de sécurité provisoire qui sépare l'Éthiopie et l'Érythrée. L'apport canadien a servi à appuyer le programme régional d'information destiné aux populations locales, aux fonctionnaires et au personnel de l'ONU, ainsi qu'aux soldats de la paix et aux secouristes, de même que le développement d'un réseau communautaire qui poursuit ce travail de sensibilisation lorsque les personnes déplacées rentrent dans leurs foyers.

Le Canada a également versé par l'entremise de ce programme de l'ACDI la somme de 600 000 dollars au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), soit 400 000 dollars pour aider le gouvernement éthiopien à développer et renforcer son propre programme antimines, notamment au moyen de campagnes d'information locales, et 200 000 dollars pour appuyer en Érythrée un programme antimines comprenant un volet d'information du public.

Géorgie

Le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a versé 50 000 dollars à l'ONG britannique HALO Trust pour son programme antimines intégré en Abkhazie, une région de la Géorgie, qui englobait un volet d'information. Cette contribution a servi à appuyer le déploiement de trois équipes de sensibilisation ainsi que la production et la distribution à grande échelle de fournitures scolaires comportant des messages d'information sur les mines à l'intention des élèves.



Giovanni Diffidenti/CICR

Avec le concours du Comité international de la Croix-Rouge, une troupe de théâtre de la Republika Srpska en Bosnie-Herzégovine présente une adaptation du *Petit chaperon rouge* pour sensibiliser les enfants aux mines terrestres.

Laos

Dans le cadre d'une contribution de 505 000 dollars échelonnée sur trois ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 150 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'enlèvement des munitions non explosées au Laos (UXO LAO) afin d'appuyer le programme antimines laotien, qui comprend des activités de sensibilisation. Le programme d'information d'UXO LAO vise à faire connaître aux habitants des localités rurales les dangers que continuent de présenter les munitions non explosées (UXO) et à montrer aux villageois comment réduire au minimum les risques posés par ces engins. Grâce entre autres à la contribution de 205 000 dollars faite par le Canada au cours de l'exercice précédent, les équipes ont pu transmettre leur message dans 746 villages et informer plus de 175 000 personnes.

Liban

Le PRINIM a versé 200 000 dollars à l'UNMAS pour mettre sur pied et administrer la cellule de coordination de l'action antimines au Sud-Liban, qui surveille et organise toutes les activités liées à la lutte contre les mines dans cette région, y compris une évaluation détaillée du problème des mines et des engins non éclatés, l'établissement d'une base de données complète sur l'action antimines et des activités de sensibilisation.

Yémen

Dans le cadre d'une contribution de 150 000 dollars étalée sur deux ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 59 000 dollars au PNUD au titre de son plan stratégique d'action antimines au Yémen. Faisant suite à l'étude d'impact socio-économique de niveau un complétée en 2000, que le Canada avait appuyée au cours des exercices précédents au moyen de contributions s'élevant à 1,5 million de dollars, le plan vise à développer les ressources du Yémen dans les domaines de la sensibilisation aux mines, du marquage et de l'enlèvement des mines, ainsi que de l'aide aux victimes, s'adressant notamment aux localités dont l'étude d'impact a révélé qu'elles étaient les plus exposées.

Comité international de la Croix-Rouge

Dans le cadre d'une contribution de 600 000 dollars répartie sur deux ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 300 000 dollars au titre de l'appel du CICR pour la période 1998-2003 dans le but de contribuer au financement d'activités d'aide aux victimes et d'information sur les dangers des mines. Le CICR est venu en aide à 30 pays touchés par les mines en 2000. Des programmes de sensibilisation ont été menés dans 18 pays, dont l'Afghanistan, le Liban et la Bosnie-Herzégovine.



Opérations de déminage

Le problème mondial des mines terrestres n'est plus considéré comme insurmontable. On admet largement aujourd'hui qu'il se définit moins par le nombre de mines encore enfouies que par leur impact humain, et c'est d'ailleurs ce qui a conduit à procéder prioritairement au déminage des secteurs ayant la plus grande valeur socio-économique pour les localités touchées.

Des équipes de chiens détecteurs ont aidé à nettoyer de grandes surfaces minées dans les Balkans.



Centre d'action antiminés de Bosnie-Herzégovine

En établissant ainsi un ordre de priorités en fonction de critères plus précis – et compte tenu de l'objectif établi par la Convention en ce qui a trait au déminage, qui doit être terminé en 10 ans –, on est en droit d'espérer que la menace que posent les mines terrestres disparaîtra dans un délai mesuré en années plutôt qu'en décennies. Comme le déminage ne peut toutefois s'effectuer qu'à un rythme très lent, il faudra une concertation des efforts si on veut que cet espoir se réalise. Une soixantaine de pays sont contaminés par les mines et ont besoin d'une aide extérieure pour venir à bout du problème. Les opérations de déminage se sont poursuivies dans la plupart de ces pays en 2000, et des progrès significatifs ont été accomplis :

- en Afghanistan, on a nettoyé 24 millions de m² de terrains minés ou soupçonnés de l'être;
- au Cambodge, on a déminé 32 millions de m², ce qui a libéré de précieuses terres de culture;
- dans les Balkans, les surfaces déminées sont de 7,1 millions de m² en Bosnie-Herzégovine, 9,8 millions de m² en Croatie et 19,4 millions de m² au Kosovo;
- au Mozambique, 5 millions de m² de terrains et 317 km de routes ont été déminés.

Le fait que 17 des principaux donateurs aient relevé de 10 % leurs contributions par rapport au niveau de 1999 a grandement contribué aux travaux de déminage. Parmi les



Damir Ahkovic/NPA

Un démineur de l'organisation NPA à l'œuvre près de Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine.

autres développements importants survenus en 2000, citons l'achèvement des « Normes internationales pour l'action antimines » de l'ONU ainsi que la réalisation, par le PNUD et par l'Institut international de recherches sur la paix (International Peace Research Institute) d'Oslo, d'importantes études sur les aspects socio-économiques du déminage.

Pour contribuer à l'effort international de déminage, le Canada a continué, en 2000, d'appuyer une gamme d'activités.

Bosnie-Herzégovine

D'une durée de cinq ans et doté d'un budget de 10 millions de dollars, le Programme intégré de l'ACDI pour la Bosnie-Herzégovine a déboursé les montants suivants :

- 120 000 dollars dans le cadre d'une contribution pluriannuelle de 1,7 million au PNUD pour accorder un appui institutionnel au Centre d'action antimines de Bosnie-Herzégovine et aux centres correspondants des « Entités » (République de Bosnie et Republika Srpska); la contribution canadienne accroîtra les capacités et la viabilité des centres en facilitant la mise au point de normes relatives aux aspects techniques, à la sécurité et à la formation, en préparant le personnel local à prendre en mains les fonctions des conseillers internationaux et en modernisant l'infrastructure de communication des centres;
- 680 000 dollars au titre d'une contribution pluriannuelle de 1,3 million au Canadian International Demining Corps (CIDC), pour l'entraînement et le déploiement de chiens détecteurs de mines et de leurs maîtres; chiens et maîtres ont ensuite été accrédités selon les normes du Centre d'action antimines de Bosnie-Herzégovine et collaborent aujourd'hui sur le terrain avec les forces armées des Entités, Akcija Protiv Mina (une ONG bosniaque de déminage) et les équipes de déminage de la Protection civile;
- 400 000 dollars dans le cadre d'une contribution pluriannuelle de 1,1 million à l'ONG Norwegian People's Aid (NPA) pour la formation, l'équipement et le déploiement d'une équipe de 29 démineurs manuels dans le canton de Sarajevo; dans le cadre des opérations générales de déminage de NPA dans la région, l'équipe financée par le Canada a repéré, enlevé et détruit des mines et des munitions non éclatées dans la ville de Sarajevo et dans la région avoisinante, lourdement minées;
- 450 000 dollars dans le cadre d'une contribution de 1,9 million étalée sur trois ans, pour assurer les 550 démineurs des forces armées des Entités et de la branche du génie de la Force de stabilisation (SFOR) partout en Bosnie-Herzégovine; cette somme a également permis de doter les équipes de chiens détecteurs de leurs propres véhicules spécialisés.

Un démineur de HALO Trust nettoyant un sentier près de Gali, en Abkhazie (Géorgie).



HALO Trust

Quelque 800 000 dollars du financement susmentionné ont été acheminés par l'entremise du Fonds international d'affectation spéciale pour le déminage et l'aide aux victimes, ce qui a amené les États-Unis et la Slovaquie à libérer une contribution équivalente.

Bulgarie

Le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a versé 65 000 dollars au CIDC pour acheter 15 combinaisons de protection et former des membres de l'armée bulgare à leur utilisation. Le matériel et la formation, acquis auprès de Med-Eng Systems Inc., une entreprise d'Ottawa, ont aidé l'armée bulgare à envoyer sur le terrain des démineurs expérimentés et formés.

Cambodge

Dans le cadre de son programme d'action antimines au service du développement au Cambodge, doté d'un budget de 4,9 millions de dollars, l'ACDI a affecté 1,7 million à la réalisation d'une étude d'impact socio-économique par la firme GeoSpatial International Inc. de Burlington (Ontario). Au 31 mars, 28 % de tous les villages avaient été inspectés; les données avaient fait l'objet d'un contrôle de la qualité et avaient été intégrées dans la base de données. L'étude répond aux normes internationales et la base de données est conforme à la norme internationale que représente le Système de gestion de l'information pour l'action antimines (IMSMA).

Croatie

Le MAECI a versé par l'entremise du PRINIM 50 000 dollars au CIDC pour l'aider à mettre sur pied un programme pour la formation d'équipes de chiens détecteurs en Croatie. Réalisé avec la participation de l'ONG croate Pas U Humanitarnom Djelovanju (PHD) et le Centre d'action antimines de Croatie, ce programme s'insère dans les programmes d'entraînement des chiens détecteurs que le CIDC et l'ACDI financent déjà dans les Balkans.

Éthiopie et Érythrée

La somme de 200 000 dollars a été versée à l'organisme UNMAS par l'entremise du Programme des institutions multilatérales de l'ACDI pour financer un programme d'action antimines dans la zone de sécurité provisoire qui sépare l'Éthiopie et l'Érythrée. Le programme a notamment permis de mettre sur pied d'un centre de coordination de l'action antimines et d'entreprendre des relevés d'urgence et des travaux de déminage d'urgence.

Grâce au même programme de l'ACDI, une somme de 600 000 dollars a été versée au PNUD, soit 400 000 dollars pour aider le gouvernement éthiopien à mettre en place et renforcer des ressources nationales pour la planification, la coordination, la gestion et la prestation de toutes les activités antimines dans le pays, y compris les relevés régionaux, la création d'une base de données et l'enlèvement des mines et UXO; et 200 000 dollars pour appuyer un programme similaire en Érythrée.

Géorgie

Le PRINIM a versé 50 000 dollars à l'ONG britannique HALO Trust pour son programme antimines intégré en Abkhazie, qui comprend notamment des relevés des champs de mines et des activités de marquage. La contribution du Canada a servi à appuyer les relevés déjà en cours, le déploiement et les activités de deux équipes de marquage des mines et la poursuite des activités d'un groupe d'experts en neutralisation des explosifs et munitions.

Honduras

Le PRINIM a versé 190 000 dollars à l'Organisation des États américains pour le déminage au Honduras. Coordonné par le programme d'aide au déminage de l'OEA en Amérique centrale, conjointement avec la Commission interaméricaine de défense et



Hank Morris

l'armée hondurienne, le module final du programme national de déminage doit prendre fin dans le département de Choluteca en décembre 2001. Le Honduras deviendra le premier État des Amériques à être déclaré exempt de mines depuis l'adoption de la Convention d'Ottawa.

Une somme de 60 000 dollars, provenant du même programme, a été versée à l'OEA pour l'achat d'abris et de matériel destinés aux démineurs honduriens afin d'améliorer leurs conditions de travail et de rendre les opérations plus sûres et plus efficaces. Une fois le déminage terminé, les tentes seront transférées à d'autres programmes antimines dans les Amériques.

Jordanie

Le PRINIM a versé 30 000 dollars au CIDC pour l'achat d'équipement de protection auprès de Med-Eng Systems Inc. à l'intention du corps de génie de l'Armée royale de Jordanie. Le matériel sera utilisé dans le cadre des activités de déminage menées dans la vallée du Jourdain.



Ambassade du Canada en Jordanie

Le Canada a fourni des tentes pour améliorer les conditions de vie des démineurs honduriens (ci-haut).

Des tenues de protection fabriquées par Med-Eng Systems Inc. ont été fournies au corps de génie de l'Armée royale de Jordanie (ci-contre).

Laos

Au titre d'une contribution de 505 000 dollars étalée sur trois ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 150 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour l'enlèvement des munitions non explosées au Laos. La contribution du Canada a servi à financer l'enlèvement d'UXO dans neuf provinces gravement touchées, la mise en application des conclusions de l'étude nationale sur les UXO, l'évaluation des données recueillies sur une base continue pour prioriser les secteurs à déminer, et le développement des ressources nécessaires pour gérer le programme UXO national.

Liban

Le PRINIM a versé 200 000 dollars à l'UNMAS pour mettre sur pied et administrer la cellule de coordination de l'action antimines au Sud-Liban, qui surveille et organise toutes les activités liées aux mines dans cette région, y compris la création d'une base de données complète, une évaluation détaillée du problème des mines terrestres et des UXO, des relevés d'urgence et des travaux de déminage d'urgence.

Mozambique

Au titre d'une contribution de 7,5 millions de dollars échelonnée sur cinq ans, le Programme intégré de l'ACDI pour le Mozambique a versé 2,8 millions pour soutenir l'action antimines dans ce pays, y compris une aide technique, du matériel et des services de formation aux fins suivantes :

- *Étude nationale d'impact socio-économique de niveau un*
Les données tirées de l'étude ont été transférées à la base de données IMSMA de l'Institut national de déminage (IND) et sont utilisées par les organismes actifs dans la lutte contre les mines et dans le secteur du développement.
- *Production de cartes et d'un système toponymique*
Le CIDC a produit un ensemble de données toponymiques sur support électronique renfermant plus de 10 000 points géo-référencés (villages et villes). Cet ensemble a servi à l'aménagement de la base de données IMSMA à l'IND et au Programme de déminage accéléré (PDA), qui est rattaché au PNUD, ce qui représente une étape importante dans la coordination des bases de données.

- *Contribution aux ressources du PDA*
L'installation et l'utilisation du matériel et du logiciel à l'appui de la nouvelle base de données IMSMA, qui est reconnue internationalement, ont permis au personnel du PDA de gérer plus efficacement l'information relative aux champs de mines.
- *Contribution aux ressources de l'IND*
L'IND a reçu une aide technique destinée à l'aider à mettre au point son plan stratégique et son énoncé de vision, ainsi qu'une proposition de projet portant sur plusieurs années pour renforcer ses capacités de planification, de coordination et de gestion de l'action antimines partout au Mozambique. Le système IMSMA a été traduit en portugais pour en faciliter la compréhension et une utilisation plus efficace par le personnel de l'IND.

Dans le cadre d'une contribution de 1,3 million de dollars étalée sur plusieurs années, le Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens de l'ACDI a versé 400 000 dollars au programme intégré d'action antimines au Mozambique du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA). L'apport financier de l'ACDI est égal à celui des TCA. Réalisé avec la collaboration de l'ONG canadienne Coopération Canada-Mozambique (COCAMO) et de Handicap International, le programme comprend des opérations de déminage de proximité et des activités axées sur le développement communautaire après le déminage. Grâce à l'enlèvement des mines, les populations locales ont pu avoir accès en toute sécurité à une variété d'installations et de services sociaux.

Nicaragua

Au titre d'une contribution de 2 millions de dollars répartie sur trois ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 500 000 dollars à l'Organisation des États américains pour des opérations de déminage au Nicaragua. Cette somme a permis d'appuyer le programme de déminage le long de la frontière qui sépare le Nicaragua et le Honduras; les opérations sont coordonnées par le Programme d'aide au déminage en Amérique centrale de l'OEA, en collaboration avec la Commission interaméricaine de défense et l'armée du Nicaragua. La contribution de l'ACDI a également servi à financer les dépenses engagées sur le terrain (vêtements protecteurs, alimentation des démineurs,



Mohammed Ahmed/UNMAS

entretien des véhicules, assurance et frais administratifs des bureaux locaux dans les régions rurales).

Thaïlande

Le PRINIM a versé environ 156 000 dollars à la Vietnam Veterans of America Foundation pour l'achèvement d'une étude d'impact socio-économique sur la contamination par les mines en Thaïlande. La première phase de l'étude, réalisée par l'ONG Norwegian People's Aid sous les auspices du Survey Action Center, a permis de constater que la contamination était plus étendue qu'on ne l'avait d'abord cru. La contribution du Canada a servi à financer le prolongement de l'étude et l'achèvement de sa phase finale. Les résultats ont permis au Centre thaïlandais d'action antimines nouvellement créé de mettre en place un

programme de déminage concret.

Yémen

Dans le cadre d'une contribution de 150 000 dollars étalée sur deux ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 59 000 dollars au PNUD au titre de son plan stratégique d'action antimines au Yémen. Faisant suite à l'étude d'impact socio-économique achevée en 2000 (que le Canada avait appuyée au cours des exercices financiers précédents au moyen de contributions s'élevant à 1,5 million), le plan vise à développer les ressources du Yémen dans les domaines de la sensibilisation aux mines, du marquage et de l'enlèvement des mines ainsi que de l'aide aux victimes, ciblant les localités les plus durement touchées que l'étude d'impact a révélées.

Un démineur à l'œuvre dans le sud du Liban, où toutes les activités de déminage relèvent de la cellule de coordination de l'action antimines du Sud-Liban.



Le Centre canadien des technologies de déminage

Le déminage se fait suivant des méthodes qui ont peu changé depuis deux décennies. Comme on trouve aujourd'hui de vastes zones minées dans de nombreux pays, la mise au point de nouvelles techniques plus efficaces est l'un des meilleurs moyens d'accroître la productivité des activités de déminage et d'accélérer la réalisation de l'objectif visé.

Le Centre canadien des technologies de déminage (CCTD) a été fondé en 1998 pour développer des technologies de déminage viables et peu coûteuses et pour assurer leur application efficace sur le terrain. La réalisation de cet objectif est rendue possible grâce à un programme complet d'activités de recherche et développement, de mises à l'essai et d'évaluations, et de contacts directs avec les organisations de déminage. Le CCTD, qui en est actuellement à la troisième année de son mandat de cinq ans, s'est acquis une réputation internationale pour son aptitude à mettre au point et à lancer sur le terrain des produits fiables qui répondent aux besoins des équipes de déminage.

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Fonds canadien contre les mines terrestres a déboursé environ 4,2 millions de dollars pour financer les activités du CCTD. Les exemples décrits ci-après sont au nombre des projets réalisés.

Produits servant au déminage

Le CCTD a lancé quatre produits servant au déminage au cours de l'exercice, et un cinquième produit est en voie de développement. Le processus du développement recouvre diverses étapes, depuis les travaux en laboratoire jusqu'à la mise en application sur le terrain. Doté des compétences techniques nécessaires et d'une expérience concrète du déminage, le personnel du CCTD

procède à des essais et des démonstrations du matériel sur les lieux de travail des utilisateurs. C'est là une approche fructueuse pour démontrer aux organisations de déminage la valeur du matériel dans le contexte où il sera éventuellement mis en pratique. Le CCTD favorise désormais cette approche pour l'adoption de ces technologies au sein de la communauté internationale.

• *Équipement mécanique*

La débroussailleuse/démineuse BDM 48 est un appareil qui est à la fois capable d'enlever les broussailles et les arbres et de détruire les mines. Mise au point par le fabricant d'équipement sylvicole PRO MAC Manufacturing Limited, de Duncan (Colombie-Britannique), la machine BDM 48 a été adaptée aux besoins du déminage par le CCTD. Après des tests fructueux menés au Canada, elle a été mise à l'essai par les utilisateurs en Thaïlande, où elle occupe maintenant une place importante dans les opérations de déminage. Grâce à la machine BDM 48, on a pu réduire sensiblement les risques et les coûts du déminage. Elle peut être utilisée à partir d'un terrain non miné situé près d'un champ de mines. L'opérateur est protégé par une cabine blindée et les essais effectués au CCTD montrent que cette cabine résiste à l'explosion d'une mine ou d'autres munitions explosives. La machine élimine plus de 99 % des mines avant que les démineurs manuels aient à entrer dans la zone minée.



Adaptée aux tâches de déminage grâce à un financement fourni par le programme Partenariat technologique Canada, la débroussailleuse/démineuse BDM 48 de PRO MAC est ici mise à l'essai en Thaïlande.

photos par Groupe d'instrumentation de photographie du CRDS

- *Mines-robots*

Les essais et l'évaluation du matériel de déminage mécanique ne peuvent se faire avec des mines réelles dans de vrais champs de mines. La possibilité que des mines soient projetées dans des secteurs déjà déminés ou qu'elles soient enfouies dans le sol par la machine risquerait d'exposer les démineurs à divers risques. Aussi le CCTD a-t-il mis au point des mines-robots non explosives dont la mèche réagit à l'action de la machine mise à l'essai exactement comme le feraient des mines dotées d'un explosif. Il a pu ainsi établir des procédures d'essai pour un certain nombre de machines. Ces mines-robots sont maintenant fabriquées par Amtech Aeronautical Limited, une entreprise de Medicine Hat (Alberta), et ont notamment été vendues à des parties intéressées aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- *Nouveaux explosifs améliorés pour la neutralisation des mines*

Le CCTD a mis à l'essai et évalué un explosif mis au point par MREL Specialty Explosive Products Limited, une firme de Kingston (Ontario). Portant le nom de FIXOR, cet explosif sert à neutraliser les mines et les UXO découverts lors d'opérations de déminage. Il se compose de deux ingrédients mélangés sur place, ce qui permet de réduire les coûts de transport et d'entreposage du FIXOR par rapport aux explosifs classiques et d'assurer un contrôle plus facile de la

distribution et de l'emploi sur le terrain. Après avoir subi des essais fructueux au CCTD, le FIXOR a fait l'objet de démonstrations sur le terrain au Kosovo. Le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a contribué à l'acquisition de ce nouvel explosif par le Centre thaïlandais d'action antimines et à la formation des utilisateurs éventuels. L'emploi de cet explosif pour le déminage se répand rapidement et des organisations comme RONCO et Handicap International, par exemple, utilisent maintenant le FIXOR.

- *Matériel de protection pour les démineurs*

Le CCTD a collaboré avec les États-Unis pour mettre au point des méthodes d'essai et d'évaluation du matériel de protection destiné aux démineurs. On a mené un programme de recherche rigoureux au sujet des caractéristiques de la détonation des mines et des types de blessures qu'elle produit. Les résultats ont permis de développer une méthodologie fiable de mise à l'essai qui a servi à évaluer une combinaison de déminage humanitaire fabriquée par Med-Eng Systems Inc. Les procédures d'essai élaborées par le CCTD remplacent diverses procédures ponctuelles employées par le passé, qui ne produisaient pas de résultats assez précis quant au degré de protection que pouvaient fournir les ensembles vestimentaires de protection.

Mise à l'essai de la combinaison de déminage humanitaire produite par Med-Eng Systems Inc. au moyen de mannequins semblables à ceux qui servent aux essais de collision dans l'industrie automobile.



Groupe d'instrumentation de photographie du CRDS

- *Jambe artificielle améliorée*

Le CCTD a attribué un contrat à la firme Niagara Prosthetic and Orthotics Corporation de St. Catherines (Ontario) pour développer une jambe artificielle moulée par injection, peu coûteuse et très efficace. Le nouveau modèle a pour but de remédier aux lacunes des produits actuellement vendus sur le marché (performance médiocre en terrain accidenté, tendance à la rupture par fatigue, etc.). Le coût de la jambe artificielle sera bien moindre en raison de l'utilisation de matériaux et de techniques de fabrication spécialisés. Le produit doit être expédié au Centre thaïlandais d'action antimines pour une évaluation clinique en novembre 2001.

Recherche et développement

Le programme de recherche et développement du CCTD est axé sur la détection et la neutralisation des mines antipersonnel en vue d'améliorer les opérations de déminage et la protection des démineurs au moyen de technologies habilitantes et d'une automatisation plus poussée. Le programme s'effectue à la fois à l'interne et par contrat.

- *Détection*

Malgré de rapides progrès techniques, la détection des mines reste une entreprise techniquement ardue. La mise en service d'un matériel de détection amélioré pourrait

se traduire par une importante économie de ressources consacrées au déminage. Les exemples qui suivent font état de produits prometteurs mis au point dans le cadre du programme de recherche et développement du CCTD.

- L'imagerie en hyperspace spectral est une technologie prometteuse pour la cartographie aérienne des zones minées. Un prototype d'imageur est en cours de développement.
- La possibilité de détecter les fils-pièges par imagerie en hyperspace spectral a été démontrée et un prototype est en cours de développement.
- Un sonar capable de détecter des mines sous l'eau a été mis au point par Guigné International Limited, une firme de Paradise (Terre-Neuve). Les essais d'évaluation de l'appareil menés par le CCTD se sont révélés fructueux et un modèle pratique est en cours de développement afin de détecter les mines présentes dans les voies d'eau et les zones inondées.
- Une sonde capable de distinguer les roches du métal ou du plastique (matériaux qui servent le plus souvent à la fabrication des mines) est en cours de développement. Cet appareil permettra d'accélérer le déminage en réduisant le temps perdu à cause des fausses alertes.



Groupe d'instrumentation de photographie du CRDS

Essai d'une botte antimines mené à l'aide d'un jambe artificielle friable composée de matériaux réagissant à l'explosion comme un tissu humain.



photos par Groupe d'instrumentation de photographie du CRDS



- Les progrès effectués dans le traitement des signaux et une meilleure connaissance de l'influence exercée par la condition des sols pourraient améliorer le rendement des détecteurs de métaux.
- *Protection*
Pour reconnaître les risques auxquels les mines antipersonnel exposent les démineurs, le CCTD effectue des travaux de recherche scientifique en physique des détonations et étudie comment les explosions causent des blessures. Les données servent à construire et tester des modèles informatiques capables de prédire la nature des blessures selon la position du démineur (debout, à genoux ou couché) et les moyens à prendre pour assurer sa protection dans chaque cas. Les fabricants peuvent se servir des résultats

pour mettre au point des matériels de protection améliorés. Les prototypes sont mis à l'essai au CCTD et les données recueillies servent à perfectionner le design du matériel.

- *Technologies habilitantes*
Le CCTD a entrepris d'élaborer des programmes de démonstration destinés à mettre en valeur les techniques de déminage et à évaluer leur potentiel. Trois systèmes de démonstration sont prévus : un pour le dégagement de la végétation, un pour la neutralisation mécanique et l'autre pour la détection par balayage local. Les systèmes font appel aux technologies existantes dans la mesure du possible, tels les systèmes de télécommande et de navigation mis au point pour des applications militaires. Le premier

programme de démonstration technologique, le scanner robotisé articulé, fait présentement l'objet d'essais et d'évaluations au CCTD.

Transmission de l'information aux organisations de déminage

Les données techniques sont un important produit de tout programme de recherche et développement. On peut citer les exemples suivants de transmission d'information technique aux organisations de déminage au cours de l'exercice 2000-2001.

- Le CCTD a participé à un essai international de détecteurs de métaux vendus commercialement. Grâce à cet essai, on a pu établir un rapport permettant aux démineurs de choisir le matériel qui convient le mieux à des conditions de déminage particulières.
- Des experts du CCTD ont pris part à des essais de détecteurs et à d'autres tests en Afghanistan, au Cambodge, en Colombie, en Croatie et en Thaïlande. Les séjours dans les zones minées offrent un moyen efficace de transformer les résultats des travaux de recherche et développement en une aide concrète aux organisations de déminage.
- Les données sur les conditions des sols seront intégrées à une base de données mondiale, présentement à l'état de projet, qui aidera les démineurs à choisir le meilleur système de détection des mines en fonction des conditions locales.
- Le CCTD fournira des résultats et une méthodologie d'évaluation du matériel de protection et du matériel mécanique en vue de l'élaboration de normes internationales pour le déminage.
- Les recherches scientifiques en physique des détonations ont permis de définir les dangers que posent les mines antipersonnel du point de vue des blessures éventuellement subies par les démineurs; les données seront regroupées par le CCTD dans une base de données sur les effets des mines et sur les matériaux.

Collaboration internationale

Le Canada est un membre fondateur du Programme international d'essai et d'évaluation (PIEE) et du Forum d'information sur les technologies de déminage (FITD). Le PIEE vise à développer des méthodes d'essai et d'évaluation universellement reconnues et à

les utiliser pour mener des évaluations rigoureuses du matériel de déminage avant sa mise en service. L'expérience du Canada dans le développement et la mise en service de produits comme la débroussailleuse/démineuse BDM 48 de PRO MAC a montré que ces tests et analyses sont un volet essentiel de l'acquisition de matériel de déminage efficace. Le CCTD, dont les laboratoires d'essai et d'évaluation comptent parmi les meilleurs au monde, apporte une contribution importante au PIEE et à l'élaboration de méthodes d'essai et de normes reconnues.

Le FITD permet aux concepteurs et aux utilisateurs de la technologie antimines de communiquer au moyen d'ateliers et d'un journal électronique. En juin 2001, le CCTD a organisé à leur intention, dans le cadre du FITD, un atelier qui a remporté un grand succès. La réunion avait pour but de combler le manque d'information entre les deux groupes, cette lacune étant la cause du déploiement sur le terrain de matériel non congru. Les participants ont incité le FITD à créer un site web qui servirait de centre d'échange de données techniques. L'expérience du CCTD lui permet de jouer un rôle de premier plan dans la mise en pratique des recommandations formulées au cours de l'atelier.

Impact sur les objectifs du Canada en matière d'action antimines

Les succès du CCTD ont permis au gouvernement du Canada de prendre diverses initiatives technologiques dans le domaine de l'action antimines. Le Centre appuie le travail du MAECI au sein du Groupe Reay du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, de même que ses efforts en vue d'établir des services régionaux d'essai et d'analyse dans les Balkans. Par ailleurs, la mise en service de nouveaux équipements tels que la débroussailleuse/démineuse BDM 48 de PRO MAC et l'explosif FIXOR en Thaïlande a non seulement favorisé un rapprochement entre le Canada et ce pays, mais elle permet aussi d'entrevoir la possibilité d'initiatives semblables dans d'autres pays de l'Asie-Pacifique.

En rendant possible une technologie qui répond aux besoins des organisations de déminage, les investissements effectués par le Fonds canadien contre les mines terrestres dans les technologies développées par le CCTD représentent un élément critique de l'action du Canada dans la lutte contre les mines à l'échelle internationale.



L'aide aux survivants et à leur milieu communautaire

La quantification du nombre total de survivants des mines terrestres à travers le monde continue de relever de la conjecture plutôt que d'un calcul exact. Ce qui toutefois ne fait pas de doute, c'est que les mines ont grossi de façon significative les rangs des personnes handicapées et que la plupart de ces victimes vivent dans des pays qui n'ont pas de moyens efficaces de leur venir en aide et de leur offrir des services de réadaptation économique et sociale.

Il reste difficile de se conformer aux dispositions de Convention d'Ottawa qui enjoignent aux signataires de prêter assistance aux victimes des mines, mais d'importants développements se sont néanmoins produits à cet égard en l'an 2000. Au niveau international, le Comité permanent d'experts en aide aux victimes et en réintégration sociale et économique a préconisé que les États parties fassent volontairement rapport chaque année des mesures qu'ils ont prises pour s'acquitter de cette obligation. Au cours de l'année écoulée, le Canada était au nombre des 11 États qui ont présenté un tel rapport en ayant recours au « formulaire J », d'ailleurs proposé par le Canada, incorporé au processus prévu à cette fin à l'article 7 de la Convention.

En 2000, le Canada a été corapporteur du Comité permanent. À ce titre, il a aidé les coprésidents (le Japon et le Nicaragua) dans l'établissement du document *Providing assistance to landmine survivors: A collection of guidelines, best practices and methodologies*. En outre, grâce à un nouveau projet (« Raising the Voices of Landmine Survivors »), le Comité a pris des mesures pour accroître la participation des survivants aux dossiers qui les concernent. Le Canada, qui a assumé la coprésidence en septembre, s'est engagé à continuer d'approfondir le rôle des survivants et à définir des moyens concrets que les États parties peuvent prendre pour s'acquitter de leurs obligations envers eux.

Le Canada offre son appui à toutes les formes d'aide requises par les victimes des

mines terrestres, y compris les opérations chirurgicales et les soins hospitaliers, les traitements orthopédiques, le counselling par les pairs, les réseaux de soutien, la formation professionnelle, la réadaptation communautaire, l'amélioration des installations de soins, le perfectionnement du personnel médical et la coordination des systèmes d'aide et des systèmes d'information connexes. Au cours de l'exercice 2000-2001, les programmes mis en place par le Canada reflétaient les besoins dans ces domaines prioritaires.

Afghanistan

Dans le cadre d'une contribution de 708 000 dollars étalée sur trois ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 300 000 dollars pour appuyer le volet orthopédique du programme du PNUD en faveur des Afghans handicapés. Le financement canadien a aidé à payer les salaires des orthopédistes, l'achat des matières premières servant à la fabrication d'appareils orthopédiques, ainsi que la tenue de séances de formation et de séminaires nationaux consacrés à la normalisation de la technologie orthopédique et de la formation en physiothérapie. Grâce à ce programme, des Afghans handicapés ont reçu plus de 4 700 appareils – prothèses, orthèses, aides techniques et fauteuils roulants.

Au titre d'une contribution de 378 000 dollars échelonnée sur trois ans, le Programme de l'ACDI pour l'Afghanistan a versé 133 000 dollars pour soutenir le travail de



Oxfam Québec

l'institut d'orthopédie de Kandahar (Guardians Institute of Orthopaedics). Cette somme a aidé l'institut à offrir des services complets de réadaptation aux survivants, notamment en orthopédie et en physiothérapie. En 2000-2001, l'institut a donné plus de 8 900 séances de physiothérapie et il a produit et distribué plus de 3 500 orthèses et prothèses. En outre, un montant de 10 000 dollars a été versé au centre de réadaptation de l'Hôpital Royal d'Ottawa pour lui permettre d'effectuer une analyse des compétences des employés de la clinique de l'institut et de leur dispenser des cours de formation.

Amérique centrale

Dans le cadre d'une contribution de 3,5 millions de dollars étalée sur quatre ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 750 000 dollars pour appuyer un projet mené conjointement avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le gouvernement du Mexique pour venir en aide aux survivants de mines au Nicaragua, au Honduras et au Salvador. Ce projet a pour but de renforcer les services de prothétique et d'orthostatique, les programmes de formation professionnelle et de placement pour les handicapés, le développement de systèmes

d'information sur la santé et les handicaps, ainsi que de favoriser l'intégration des services de réadaptation communautaires dans les réseaux de services de soins de santé primaires. L'expertise technique canadienne est fournie par le centre de réadaptation de l'Université Queen's (International Centre for the Advancement of Community Based Rehabilitation – ICACBR).

Dans le cadre d'une contribution de 400 000 dollars répartie sur deux ans, le Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens de l'ACDI a versé 200 000 dollars pour appuyer un autre projet de l'ICACBR au Guatemala, qui a permis d'offrir des services de formation aux intervenants locaux et aux professionnels de la santé concernant l'application des principes et des stratégies de réadaptation communautaires.

Dans le cadre d'une contribution de 400 000 dollars étalée sur trois ans, le même programme a également versé 75 000 dollars à un projet du Sierra Club de la Colombie-Britannique au Salvador. Réalisé en collaboration avec le Centre salvadorien des technologies appropriées, le projet a permis de former des victimes des mines à des technologies respectueuses de l'environnement, telle la réparation des bicyclettes, de fournir des prêts aux petites entreprises et de

Victimes cambodgiennes de mines terrestres participant à un programme de formation parrainé par Oxfam Québec dans le but d'acquérir les compétences qui leur permettront de réintégrer la population active.

lancer un système d'échanges économiques locaux.

Bosnie-Herzégovine

La somme de 70 000 dollars a été versée pour appuyer un projet de counselling par les pairs mis sur pied par l'Université Queen's à l'intention des survivants des mines terrestres et d'autres personnes handicapées. Ce financement s'inscrit dans le cadre d'une contribution de 270 000 dollars répartie sur deux ans, qui fait partie du Programme intégré de l'ACDI pour la Bosnie-Herzégovine, lequel porte sur cinq ans et est doté d'un budget de 10 millions. Le projet a facilité le développement et la consolidation d'un réseau de programmes et de services de counselling par les pairs, y compris la prestation de services de formation aux chefs de groupe de counselling ainsi qu'aux professionnels locaux de la santé sur des sujets comme le traitement des amputations, la prothétique et l'orthostatique, les questions psychosociales, l'interaction avec la famille et la communauté, ainsi que la création d'emplois.

Cambodge

Dans le cadre de son programme d'action antimines au service du développement au

Cambodge, doté d'un budget de 4,9 millions de dollars, l'ACDI a versé 170 000 dollars au titre d'un projet d'assistance de 500 000 dollars, étalé sur trois ans, offert par Oxfam Québec aux survivants des mines. Les activités, qui se déroulent dans le Centre de formation professionnelle de Pursat, aident à la réinsertion des survivants dans le marché de travail; elles comprennent notamment des cours de formation en occupations traditionnelles et non traditionnelles offerts aux hommes et aux femmes.

Dans le cadre du Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens de l'ACDI, la somme de 250 000 dollars a été versée à Vision mondiale Canada au titre d'une contribution de 750 000 dollars étalée sur trois ans pour un programme de formation professionnelle des survivants dans plusieurs provinces du Cambodge. Le projet vise à aider les personnes handicapées à réintégrer la société en se trouvant un emploi ou en mettant sur pied une entreprise qui leur permettra d'être autonomes. Les hommes sont formés à des activités comme la réparation (moteurs, radios, téléviseurs), la soudure, l'agriculture et la dactylographie. Les femmes et autres personnes handicapées qui ne peuvent quitter leur domicile pour des périodes prolongées reçoivent une formation axée sur des activités agricoles communautaires et se voient offrir de

Des professionnels de la santé guatémaltèques reçoivent des membres du personnel du centre de réadaptation communautaire de l'Université Queen's (ICACBR) une formation aux stratégies de réadaptation communautaire.



Marie Nelson/ICACBR

petits prêts. Pour assurer la viabilité du projet à long terme, les activités ont été transférées au ministère cambodgien des Affaires sociales, du Travail, de la Formation professionnelle et de la Réadaptation des jeunes.

Colombie

Le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a versé 10 000 dollars pour appuyer une conférence destinée à améliorer les soins médicaux et les services de réadaptation offerts aux survivants de mines terrestres en Colombie. La conférence, organisée par la Fondation colombienne pour la reconstruction chirurgicale (CIREC) de Bogotá, réunissait des personnes actives dans le domaine de l'aide aux victimes et de leur réadaptation afin qu'elles puissent procéder à des échanges de vues et de renseignements au sujet du traitement des victimes, en particulier quant aux méthodes chirurgicales de traitement des blessures provoquées par les mines et les types de prothèses nécessaires.

Éthiopie et Érythrée

Le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 200 000 dollars à l'UNMAS pour la mise en marche d'un programme antimines dans la zone de sécurité provisoire

qui sépare l'Éthiopie et l'Érythrée. Le programme comprend un volet d'aide aux victimes des mines.

L'ACDI a également, dans le cadre de ce programme, versé au PNUD la somme de 600 000 dollars, dont 400 000 dollars pour appuyer le développement et le renforcement par le gouvernement éthiopien de son programme d'action antimines, y compris l'aide aux victimes, et 200 000 dollars pour appuyer un programme semblable en Érythrée.

Jordanie

Le PRINIM a versé 40 000 dollars au Landmine Survivors Network afin de renforcer le réseau de soutien aux amputés (Amputee Support Network) en Jordanie. Ce réseau vise à répondre aux besoins des survivants des mines et des personnes qui ont perdu des membres, ainsi qu'à favoriser leur réintégration socio-économique. La contribution du Canada a aidé à financer la prestation de services par le réseau, y compris des visites à l'hôpital et à domicile, le développement de ressources d'information sur la réadaptation et la formation des employés du réseau, dont plus de la moitié sont des survivants de mines ou des amputés.

Pratique de natation de la première équipe jordanienne composée d'amputés, rendue possible grâce à l'appui du Landmine Survivors Network.



Bill Jordan/Landmine Survivors Network

Un jeune Laotien victime d'une UXO (munition non éclatée) avec sa famille.



Chunpitt Chuaoon/Garneau International

Laos

Dans le cadre d'une contribution de 503 000 dollars étalée sur trois ans, le Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens de l'ACDI a versé 153 000 dollars à Garneau International au titre d'un projet de réadaptation à l'échelle locale au Laos. Ce projet vise à accroître l'aptitude du gouvernement laotien à répondre aux besoins en réadaptation de base des personnes qui ont survécu à l'explosion d'UXO en adoptant une approche à plusieurs volets, y compris l'amélioration du système de suivi des victimes des UXO, l'accroissement des ressources techniques et de gestion, et le transfert de connaissances et de compétences de base en matière de réadaptation.

Mozambique

Au titre d'une contribution de 1,3 million de dollars échelonnée sur plusieurs années, le Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens de l'ACDI a versé 400 000 dollars au programme antimines intégré du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile au Mozambique. L'apport financier de l'ACDI est égal à celui des TCA. Mené conjointement avec l'ONG canadienne Coopération Canada-Mozambique (COCAMO) et Handicap International, le programme comprend un volet d'aide aux survivants

visant à faciliter l'accès aux prothèses et à des traitements adéquats offerts par les centres médicaux provinciaux, notamment en améliorant la sécurité et les conditions de vie dans les centres, en les faisant mieux connaître et en fournissant des services de transport.

Yémen

Dans le cadre d'une contribution de 400 000 dollars étalée sur trois ans, le Programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens de l'ACDI a versé 100 000 dollars à ADRA Canada (Adventist Development and Relief Agency) pour un projet d'aide aux survivants au Yémen. Ce projet vise à intégrer des survivants adultes et d'autres adultes gravement accidentés dans leur milieu communautaire et leur famille grâce à une approche qui comprend des volets axés sur la réadaptation communautaire, le développement de la petite entreprise et la formation professionnelle.

Au titre d'une contribution de 150 000 dollars répartie sur deux ans, le même programme de l'ACDI a versé 59 000 dollars au PNUD pour son plan stratégique d'action antimines au Yémen. Ce plan, qui fait suite à une étude de niveau un achevée en 2000 (en faveur de laquelle le Canada avait versé 1,5 million de dollars dans le passé), vise à renforcer les



Victimes de mines terrestres dans un centre de prothétique du CICR à Kaboul, Afghanistan.

Franco Pagetti/CICR

capacités au Yémen dans les domaines de la sensibilisation aux dangers des mines, du marquage des mines, du déminage et de l'aide aux victimes; il cible les localités les plus durement touchées qui ont été recensées au cours de l'étude.

Comité international de la Croix-Rouge

Dans le cadre d'une contribution de 600 000 dollars étalée sur deux ans, le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé la somme de 300 000 dollars au Comité international de la Croix-Rouge au

titre de son appel pour 1998-2003 en faveur de l'aide aux victimes et de la sensibilisation aux dangers des mines. Le financement du Canada a servi à appuyer la prestation d'aide médicale et de services de rééducation physique aux victimes ainsi que la collecte et l'analyse de données sur les incidents causés par des mines afin d'aider à élaborer des programmes appropriés. Au total, 37 centres de prothétique et d'orthostatique dans 14 pays ont reçu de l'aide. Pour la quatrième année consécutive, on a assisté à une augmentation du nombre d'handicapés physiques qui ont reçu de l'aide sous forme de prothèses (16 442) ou d'orthèses (11 005).



Pour améliorer l'information et la coordination

Pour mieux cerner l'ampleur du problème mondial des mines terrestres et établir des priorités cohérentes pour le déploiement des ressources, l'acquisition de données plus abondantes et de meilleure qualité est essentielle. Jusqu'à tout récemment, la définition du problème reposait sur la quantification approximative du nombre de mines enfouies dans le monde. Nous savons aujourd'hui que cette approche n'a qu'une utilité très marginale car elle ne nous renseigne guère quant à l'impact social et économique de la menace posée par les mines. Les données approximatives sur le nombre de victimes à l'échelle mondiale ne nous apprennent rien quant aux endroits où les besoins sont les plus pressants, à la nature des besoins particuliers des victimes ou au niveau des services disponibles pour répondre à ces besoins.

En 2000, on a fait un pas important dans l'acquisition de données plus abondantes et de meilleure qualité sur le problème mondial des mines. En août, on a transmis au gouvernement du Yémen les résultats de la première étude complète et certifiée d'impact socio-économique de niveau un, qui a servi à repérer et cartographier toutes les zones qu'on soupçonne d'être minées, tandis que les données recueillies au sujet des effets socio-économiques, des victimes et des comportements servent à déterminer l'importance socio-économique relative de ces zones. Le Canada était le principal bailleur de fonds de l'étude menée au Yémen, et il reste au premier rang des pays qui s'intéressent à cette question.

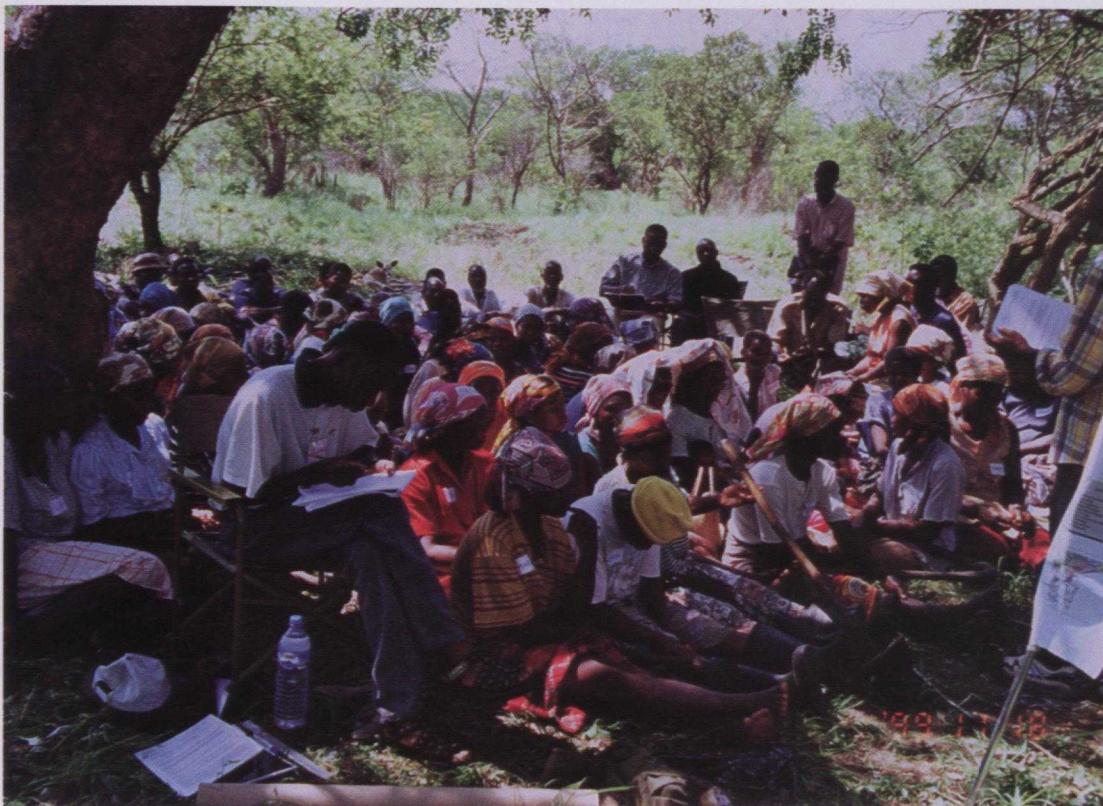
Environ le quart du financement de toutes les études d'impact socio-économique effectuées à travers le monde est venu du Canada. Après l'étude menée au Yémen, des projets semblables ont été complétés au Mozambique, au Tchad et en Thaïlande, et une étude est en cours au Cambodge. Des travaux préliminaires ont été lancés ou sont envisagés en Afghanistan, en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Éthiopie et en Érythrée, au Kosovo, au

Liban, en Somalie (région du nord-ouest), au Sahara occidental et au Vietnam.

Les missions techniques et missions d'évaluation interagences des Nations Unies sont aussi des outils importants pour l'acquisition de données sur le problème mondial des mines terrestres. En 2000, le Service d'action antimines des Nations Unies a coordonné des missions d'évaluation au Bélarus, en Égypte, en Érythrée et en Éthiopie, en Géorgie, au Liban, au Mozambique, en Namibie, au Nicaragua, en Sierra Leone, en Zambie et au Zimbabwe. Depuis 1998, 21 missions d'évaluation ont été effectuées.

Des mécanismes de coordination efficaces sont essentiels pour transformer ces renseignements plus abondants en un ensemble cohérent de priorités pour l'action antimines. Ces dernières années, on a réalisé des progrès considérables en ce qui a trait à la création de centres d'action antimines et d'autres organismes de coordination. Aujourd'hui, on trouve des organes chargés de coordonner et d'appliquer l'action antimines dans 35 pays ou régions.

Le Canada sait que les initiatives d'informa-



Sondages auprès des populations locales au Mozambique (ci-haut) et au Cambodge (ci-contre) pour recueillir des renseignements sur l'emplacement et l'impact des mines dans le cadre d'une étude de niveau un.

Paul E. Wilkinson and Associates

tion et de coordination sont des éléments importants de la campagne mondiale pour apporter des solutions au problème des mines terrestres. À cette fin, il a appuyé divers projets durant l'exercice 2000-2001.

Études

Dans le cadre de son programme d'action antimines au service du développement au Cambodge, doté d'un budget de 4,9 millions de dollars, l'ACDI a déboursé 1,7 million pour financer une étude d'impact de niveau un effectuée par la firme GeoSpatial International Inc. de Burlington (Ontario). Au 31 mars 2001, 28 % de tous les villages cambodgiens avaient été inspectés et les entrées intégrées dans la base de données avaient fait l'objet d'un contrôle de la qualité. L'étude est menée en fonction des normes internationales et la base de données est conforme à la norme internationale de l'IMSMA.

Dans le cadre du Programme intégré de l'ACDI pour le Mozambique, financé à hauteur de 2,8 millions de dollars durant l'exercice 2000-2001, la somme de 600 000 dollars a été versée au Canadian International Demining Corps pour l'achèvement d'une étude d'impact de niveau un. Les données recueillies ont été transférées dans la base de données IMSMA de l'Institut national de déminage. Ces données sont activement utilisées par les intervenants dans l'action antimines et dans le secteur du



GeoSpatial International Inc.

développement.

Le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a versé 156 000 dollars à la Vietnam Veterans of America Foundation pour l'achèvement d'une étude d'impact de niveau un en Thaïlande. Les étapes initiales de l'étude, effectuée par l'ONG Norwegian People's Aid sous les auspices du Survey Action Center (un organisme de Washington), ont révélé que la contamination était plus grande qu'on ne le croyait auparavant. La contribution du Canada a appuyé le prolongement de l'étude et l'achèvement de sa phase finale. Les résultats ont permis au Centre thaïlandais d'action antimines, récemment mis sur pied, d'établir un programme de déminage concret.

Le Canada a également appuyé d'autres études au cours de l'exercice 2000-2001 :

Membres du Centre d'action antimines de Bosnie-Herzégovine, dont relève la coordination et la mise à exécution des programmes antimines dans ce pays.



photos par Damir Atkovic/NPA

- 200 000 dollars versés à l'UNMAS par l'ACDI dans le cadre de son Programme des institutions multilatérales pour lancer un programme d'action antimines dans la zone de sécurité provisoire qui sépare l'Éthiopie et l'Érythrée, y compris des relevés d'urgence;
- 50 000 dollars versés par le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI à l'ONG britannique HALO Trust pour son programme antimines intégré en Abkhazie, une région de la Géorgie, y compris des relevés d'urgence;
- 44 000 dollars versés par le PRINIM à la Vietnam Veterans of America Foundation, qui a fourni le matériel et le logiciel IMSMA que la Force de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre devait utiliser dans le cadre de ses travaux de relevé dans la zone tampon de l'ONU.

Missions d'évaluation

Le PRINIM a versé 22 000 dollars au Mines Advisory Group (MAG) afin qu'il effectue une mission d'évaluation destinée à étudier les besoins d'action humanitaire dans le nord de l'Ouganda. En collaboration avec des ONG ougandaises, la mission a évalué l'ampleur du problème et déterminé l'emplacement des mines; elle a également analysé les mesures prises pour apporter des solutions. Cette étude a permis au MAG d'établir une stratégie d'action antimines.



Centres d'action antimines

Au cours de l'exercice 2000-2001, le Programme intégré pour la Bosnie-Herzégovine de l'ACDI a versé au PNUD la somme de 120 000 dollars dans le cadre d'une contribution pluriannuelle de 1,7 million, lui permettant de fournir un soutien institutionnel au Centre d'action antimines de la Bosnie-Herzégovine et aux centres équivalents des Entités constituantes. La contribution du Canada a accru les ressources et la viabilité de ces centres en développant des normes techniques et des normes pour la sécurité et la formation, en préparant le personnel local à prendre en mains les fonctions des conseillers internationaux et en améliorant l'infrastructure



Un chef d'équipe du projet UXO LAO montre au personnel chargé du déminage la zone qui a été nettoyée et le type de munitions non explosées qui ont été enlevées.

Jim Holmes/Handicap International

de communications des centres.

Dans le cadre de la contribution de 600 000 dollars versée par le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI au PNUD pour l'action antimines en Érythrée et en Éthiopie, des investissements ont été faits pour développer et renforcer les capacités nationales de planification, de coordination, de gestion et d'exécution de toutes les activités liées à l'action antimines.

Dans le cadre d'une contribution de 505 000 dollars étalée sur trois ans, ce même programme de l'ACDI a versé 150 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour le projet UXO LAO. En plus de financer l'enlèvement des UXO au Laos, cette contribution a servi à appuyer les activités de l'organisme national de coordination, y compris la mise en application des conclusions de l'enquête nationale sur les UXO, l'évaluation de la collecte de données en cours afin de prioriser les zones à nettoyer, ainsi que le développement des capacités de gestion.

Le Programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a versé 200 000 dollars à l'UNMAS pour mettre sur pied et administrer la cellule de coordination de l'action antimines au Sud-Liban, qui contrôle et organise toutes les activités liées à l'action antimines dans cette région, y compris la création d'une base de données complète sur l'action antimines, une évaluation détaillée du problème des mines terrestres et des UXO dans

la région, ainsi que des relevés et des opérations de déminage d'urgence.

Au titre du Programme intégré de l'ACDI pour le Mozambique (doté de 2,8 millions de dollars durant l'exercice 2000-2001), on a versé 1 million de dollars à l'Institut national de déminage afin de l'aider à élaborer son plan stratégique et une proposition portant sur plusieurs années en vue de renforcer son aptitude à planifier, coordonner et gérer l'action antimines dans le pays. Le système IMSMA a été traduit en portugais afin que le personnel de l'IND puisse mieux le comprendre et s'en servir plus efficacement.

Le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 59 000 dollars au titre de sa contribution de 150 000 dollars, étalée sur deux ans, au Plan stratégique d'action antimines du PNUD pour le Yémen, qui a été mis en place à la suite de l'étude d'impact de niveau un effectuée en 2000. Le plan vise à renforcer l'aptitude du Yémen à prioriser l'action antimines en ciblant les localités les plus durement touchées identifiées par l'étude d'impact.

Information sur l'aide aux victimes

Le Programme des institutions multilatérales de l'ACDI a versé 250 000 dollars à l'Organisation mondiale de la santé en faveur des initiatives de suivi des blessures causées par les mines en Afrique. Ce montant, déboursé au titre d'une

contribution de 500 000 dollars étalée sur deux ans, aide au financement d'un projet visant à améliorer les secours d'urgence, les services post-urgence et les services de réadaptation à l'intention des victimes de mines en améliorant la collecte et l'analyse des données. Au cours de l'exercice 2000-2001, le projet a produit un outil pour le suivi des blessures (intitulé *Guidance for surveillance of injuries due to landmines and unexploded ordnance*) qui a fait l'objet d'essais en Azerbaïdjan et au Kosovo et qui a été distribué aux bureaux de l'OMS, aux gouvernements, aux ONG et aux Nations Unies. Les premières consultations sur l'utilisation de ces directives ont eu lieu auprès de pays africains, y compris l'Éthiopie, l'Ouganda et le Mozambique.

Le PRINIM a versé 9 000 dollars à l'organisme Nonviolence International Southeast Asia pour la collecte, l'analyse et la diffusion de renseignements sur l'utilisation des mines terrestres et sur l'état de l'aide aux survivants en Birmanie. Les données recueillies grâce à un réseau d'individus et d'organisations dans ce pays ont été utilisées dans le *Rapport 2001 de l'Observatoire des mines*.

Recherches et recommandations

Le Programme de recherches et d'élaboration de politiques du MAECI a versé 80 000 dollars à l'ONG International Peace Research Institute d'Oslo pour des études effectuées dans le cadre d'un projet consacré à l'aide aux populations touchées par les mines (« Assistance to Mine-Affected Communities »). Cette contribution a permis de financer des études de terrain sur divers aspects de la question – l'impact des mines terrestres et de l'action humanitaire sur les populations locales, le rôle de la communauté dans l'action antimines –

ainsi qu'une série d'études de cas. Les recherches sont destinées à jeter les fondements analytiques de nouveaux projets qui ont pour but de développer l'aptitude des populations touchées à faire face au problème et à participer à l'action antimines.

Le PRINIM a également versé 59 000 dollars au Centre de recherches pour le développement international pour la première phase de son projet consacré à une stratégie intégrée d'action antimines et de développement. Le projet vise à fournir aux États touchés par les mines des outils qui serviront à planifier l'intégration de l'action antimines dans les structures et plans de développement. À long terme, au fur et à mesure que ces pays pourront mettre la Convention d'Ottawa en pratique, bon nombre d'entre eux passeront de la catégorie « gravement touchés » à une catégorie moins élevée, et d'une situation d'urgence et de relèvement post-conflit à une évolution davantage apparentée au développement à long terme. Grâce à des consultations étroites avec l'Institut national de déminage du Mozambique, à des études sur les liens entre l'action antimines et les secteurs nationaux, et à des ateliers consacrés au perfectionnement de la méthodologie, le projet a mis au point un outil de mise à l'essai qui a pour objet de faciliter cette transition.

De plus, la somme de 109 000 dollars a été fournie au Centre for International and Security Studies de l'Université York pour appuyer la deuxième année de son programme de recherches sur l'action antimines. Cette initiative comportait un concours de rédaction d'essais à l'intention des étudiants, visant à favoriser des travaux de recherche consacrés à la formulation des politiques dans ce domaine et à développer l'aptitude des universités canadiennes à contribuer à une meilleure compréhension de l'action antimines à l'échelle mondiale.

La poursuite des efforts

Il importe que les Canadiens et les citoyens des autres pays comprennent que nos efforts doivent être soutenus si nous voulons vraiment que la Convention d'Ottawa remplisse ses promesses. Pour mieux faire connaître au public les problèmes que posent les mines et les actions prises par le Canada pour y apporter des solutions, le MAECI a mis en place son Programme de sensibilisation et de viabilité en association avec des ONG canadiennes.

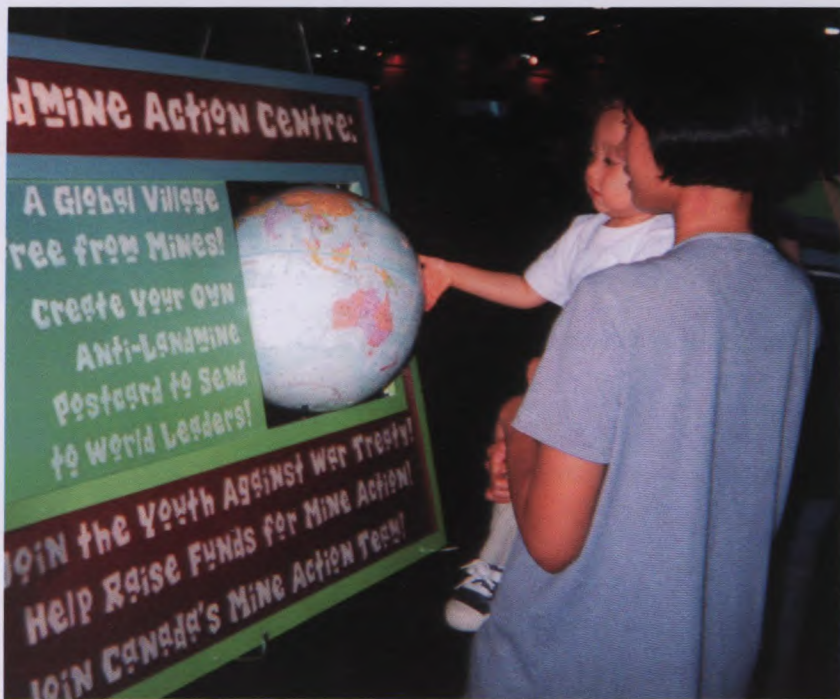
Le programme a déboursé environ 1,3 million de dollars au cours de l'exercice 2000-2001 pour financer des outils d'information et des projets innovateurs qui ont contribué à la réalisation des objectifs poursuivis. Au nombre de ces outils se trouvent le rapport annuel sur le Fonds canadien contre les mines terrestres, présenté au Parlement par le MAECI, ainsi que le magazine *Passage – Rapport du Canada sur l'interdiction des*

mines terrestres. Le programme comprend également un vidéoclip de 17 minutes, intitulé *À pas mesurés : Le mouvement mondial pour interdire les mines terrestres*, dont la production et la diffusion ont coûté 93 000 dollars. En outre, le programme gère le site *Passage – Le Guide du Canada sur l'interdiction complète des mines terrestres* (www.mines.gc.ca). En 2000-2001, 38 000 dollars ont été dépensés pour



Inauguration de la Semaine canadienne de sensibilisation aux mines terrestres 2001 : le député manitobain Doug Martindale et la Jeune Ambassadeur pour l'action contre les mines Meredith Daun montrent le texte de la proclamation près d'un amoncellement symbolique de chaussures dans une centre commercial de Winnipeg.

Meredith Daun/PIAAM



Jessamyn Waldman/PIAAAM



Mercedith Daun/PIAAAM

Visite de l'exposition sur l'action antimines à l'Exposition nationale canadienne à Toronto (en haut).

À Winnipeg, une étudiante s'amuse au jeu d'action antimines *World in Jeopardy!* de la Croix-Rouge canadienne (en bas).

actualiser et améliorer le site.

Pour la troisième année consécutive, le programme a assuré un soutien au Programme des Jeunes Ambassadeurs pour l'action contre les mines, une initiative qui vise à mieux faire connaître le problème des mines et à susciter une action communautaire favorable au mouvement en faveur de l'interdiction des mines. Coordonné avec Action Mines Canada et la Croix-Rouge canadienne, et jouissant également du soutien du Programme de stages internationaux pour les jeunes du Canada et de la Fondation des mines terrestres du Canada, le programme a permis à 12 jeunes diplômés

universitaires de séjourner auprès d'ONG à Vancouver, Calgary, Regina, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal, Québec, Halifax, Sydney et St John's.

Depuis ses débuts en 1998, le Programme des Jeunes Ambassadeurs a facilité la tenue de milliers de sessions d'information sur l'action antimines, d'initiatives de formation de bénévoles et d'activités communautaires, dont la portée a été accrue grâce à la couverture de médias locaux, régionaux et nationaux. La contribution du Programme de sensibilisation et de viabilité du MAECI s'est élevée à 494 000 dollars en 2000-2001.

Les Jeunes Ambassadeurs ont, au cours de l'été 2000, fait des présentations consacrées à l'information sur les mines lors de grandes manifestations qui se sont déroulées d'un bout à l'autre du pays, y compris Expo Québec (Québec), la Canadian National Exhibition (Toronto), la Central Canada Exhibition (Ottawa) et les Klondike Days (Edmonton). On estime à 200 000 le nombre de personnes qui ont visité les stands interactifs, développés et produits grâce à une contribution de 95 000 dollars, et dépeignant la vie dans un village touché par les mines.

Les expositions et activités axées sur le dialogue avec le public ont également occupé une place importante lors des conférences sur les enfants touchés par la guerre qui ont eu lieu à Accra (Ghana) et à Winnipeg en 2000, et lors de la Foire culturelle des Amériques qui s'est tenue parallèlement à l'Assemblée générale de l'OEA à Windsor, en juin 2000.

Durant la Semaine canadienne de sensibilisation aux mines antipersonnel, en mars 2001, des étudiants du secondaire de l'Alberta, de l'Ontario, du Québec et de Terre-Neuve ont participé à une classe virtuelle sur les mines pour promouvoir une connaissance plus approfondie du problème. Produite avec le concours du Centre canadien de recherches sur les communications, cette activité comprenait notamment une discussion de groupe par vidéoconférence, à laquelle participaient, en plus des étudiants, John Manley, le ministre des Affaires étrangères, et Song Kosal, une jeune Cambodgienne qui a survécu à l'explosion d'une mine.

D'autres initiatives de coopération destinées à faire mieux connaître le problème des mines terrestres ont également été financées par le MAECI :

- 80 000 dollars versés à la Croix-Rouge canadienne pour le développement de sa campagne de sensibilisation « Survivre à la paix »; cette somme a servi à la conception



Denis Dreaver



Derek Baldwin/The Belleville Intelligencer

(À gauche) Le ministre Manley remet à Song Kosal, une survivante cambodgienne, une copie de la Convention d'Ottawa à la Rideau High School d'Ottawa.

(À droite) Steve Elston, de la Eastminster United Church de Belleville (Ontario), a lancé une campagne communautaire pour le compte de Adopt-A-Minefield (Canada) par l'intermédiaire de la Fondation des mines terrestres du Canada. Les fonds recueillis ont aidé aux opérations de déminage dans la province de Battambang, au Cambodge.

de supports, y compris un site web interactif, lancés à l'occasion d'une série d'activités publiques durant la Semaine canadienne de sensibilisation aux mines antipersonnel; la campagne vise à créer des outils multimédias que pourront utiliser le personnel et les bénévoles de la Croix-Rouge au Canada dans leurs activités de sensibilisation au problème des mines terrestres;

- 10 000 dollars à la chorale caritative Consort Caritatis pour l'aider à organiser des spectacles à Toronto et à Kitchener, et à lancer un troisième cédérom en vue de recueillir des fonds; une partie des recettes va aux programmes antimines de Vision Mondiale Canada et du Comité central mennonite;
- 10 000 dollars au Club 2/3, une ONG de Montréal, pour l'aider à inclure des activités de sensibilisation à l'action antimines dans sa marche annuelle des jeunes en mai 2000; cette somme a contribué à la production et à la distribution d'une trousse éducative à l'intention des écoles québécoises;
- 8 000 dollars à I Choose Me Productions pour la conception de « Living Bombs », un site

web éducatif qui encourage les jeunes à se renseigner sur l'action antimines à travers le monde grâce à des jeux de rôle interactifs.

Le Canada a continué d'encourager l'émergence de sources privées de financement pour l'action antimines. En 2000-2001, il a versé 236 000 dollars pour appuyer le travail de la Fondation des mines terrestres du Canada, une organisation caritative privée établie pour recueillir des fonds pour les programmes d'action antimines et favoriser leur viabilité à long terme. Ce soutien a aidé la Fondation à lancer « Night of 1,000 Dinners », une initiative qui vise à organiser des dîners de financement partout dans le monde autour du 30 novembre 2001.

En 2000-2001, la Fondation a également réalisé, de concert avec l'association américaine pour les Nations-Unies (United Nations Association of the USA), un programme « Adoptez un champ de mines » et conclu avec le Club Rotary du Canada un partenariat pour la collecte de fonds. De plus, elle a poursuivi l'exploitation de son site web, également axé sur la collecte de fonds (www.clearlandmines.com).

Tableaux des dépenses, 2000-2001

Fonds canadien contre les mines terrestres



Dépenses des ministères selon le programme

TABLEAU 1	Total des dépenses, 2000-2001
Programme	
MAECI	
Partenariat pour l'action contre les mines	814 232 \$
Initiatives d'interdiction des mines	1 816 743 \$
Surveillance des mines	252 701 \$
Recherches et élaboration de politiques sur l'action contre les mines	429 635 \$
Communications et viabilité	1 307 392 \$
Destruction des stocks	852 544 \$
Service de soutien des politiques	843 723 \$
Total partiel	6 316 970 \$
ACDI	
Programme intégré – Mozambique	2 797 000 \$
Programme intégré – Bosnie-Herzégovine	1 787 000 \$
Mise en valeur de la créativité des Canadiens	1 428 000 \$
Initiatives par pays – Asie	2 107 000 \$
Programme intégré – Amériques	1 250 000 \$
Programmes des institutions multilatérales	2 392 000 \$
Service de soutien	300 000 \$
Total partiel	12 061 000 \$
MDN	
Centre canadien des technologies de déminage	3 967 000 \$
Total partiel	3 967 000 \$
Industrie Canada	
Centre canadien des technologies de déminage	319 000 \$
Total partiel	319 000 \$
Dépenses totales	22 663 970 \$

Dépenses consacrées à l'interdiction des mines

TABLEAU 2

Ce tableau présente le détail des dépenses engagées dans le cadre du Fonds canadien contre les mines terrestres au cours de l'exercice 2000-2001 pour appuyer l'universalisation de l'interdiction des mines et veiller à ce que les pays respectent leurs engagements et détruisent tous leurs stocks.

A Promotion et prévention	
Afrique	15 800 \$
Amérique du Nord	115 941 \$
Asie du Sud	39 000 \$
B Démarches en vue d'interdire les mines à l'échelle mondiale	
Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres	346 355 \$
Action Mines Canada	467 877 \$
C Rencontres consacrées à la mise en application de la Convention et à son adoption universelle	
Afrique	229 030 \$
Asie du Sud-Est	2 380 \$
Colombie	6 758 \$
Europe du Sud-Est	17 310 \$
D Surveillance en vue d'assurer le respect de la Convention	
Observatoire des mines 2001	250 000 \$
E Destruction des stocks	
	852 544 \$
Dépenses totales	2 342 995 \$

Dépenses par secteur thématique

Interdiction des mines : promotion de l'adoption universelle et de la mise en application concrète de l'interdiction complète des mines, y compris de leur destruction

Information sur l'action antimines : mise au point d'une information plus complète et de meilleure qualité sur le problème des mines dans le but de mieux cibler l'action antimines (missions d'évaluation, enquêtes, outils d'information, recherches pour la création de capacités et la mise au point de pratiques efficaces)

Recherche et développement : recherche scientifique et mise au point de produits ou procédés nouveaux ou améliorés contribuant à la solution de problèmes soulevés par les mines

Coordination de l'action antimines : structures et organisations favorisant une approche cohérente en vue d'apporter des solutions aux problèmes soulevés par les mines

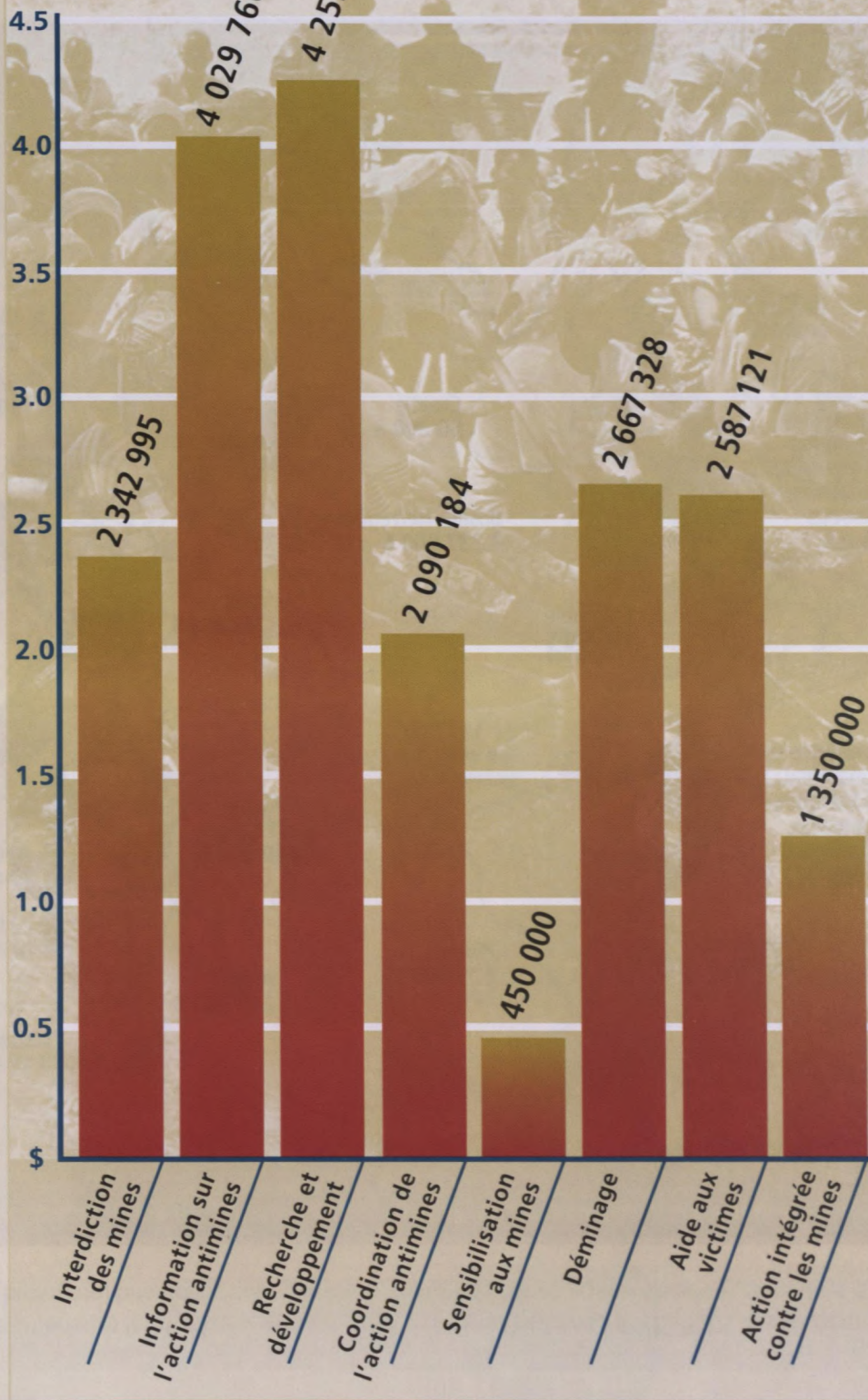
Sensibilisation aux mines : programmes d'information et de formation visant à réduire les activités à risque élevé et, par là, le nombre de victimes des mines

Déminage : ensemble des activités liées au déminage (relevés et marquage des champs de mines, formation, appui aux équipes canines de détection, matériel et combinaisons de protection, assurance de la qualité, etc.)

Aide aux victimes : services aux victimes (services médicaux, prothèses et aides orthostatiques et autres, réadaptation physique, professionnelle, sociale et psychologique)

Action intégrée contre les mines : programmes incorporant plus d'une activité de base

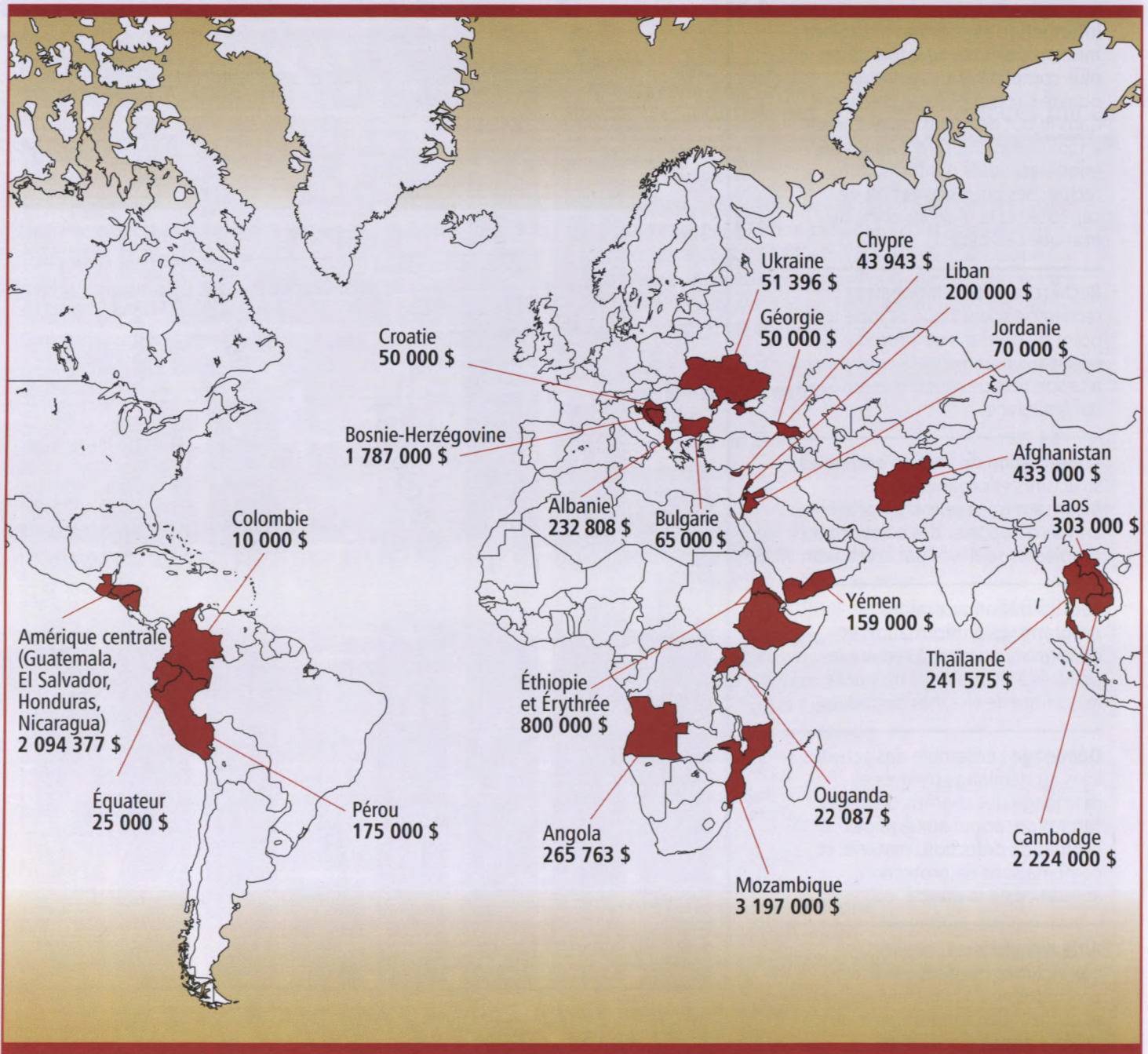
Millions de \$



2000-2001

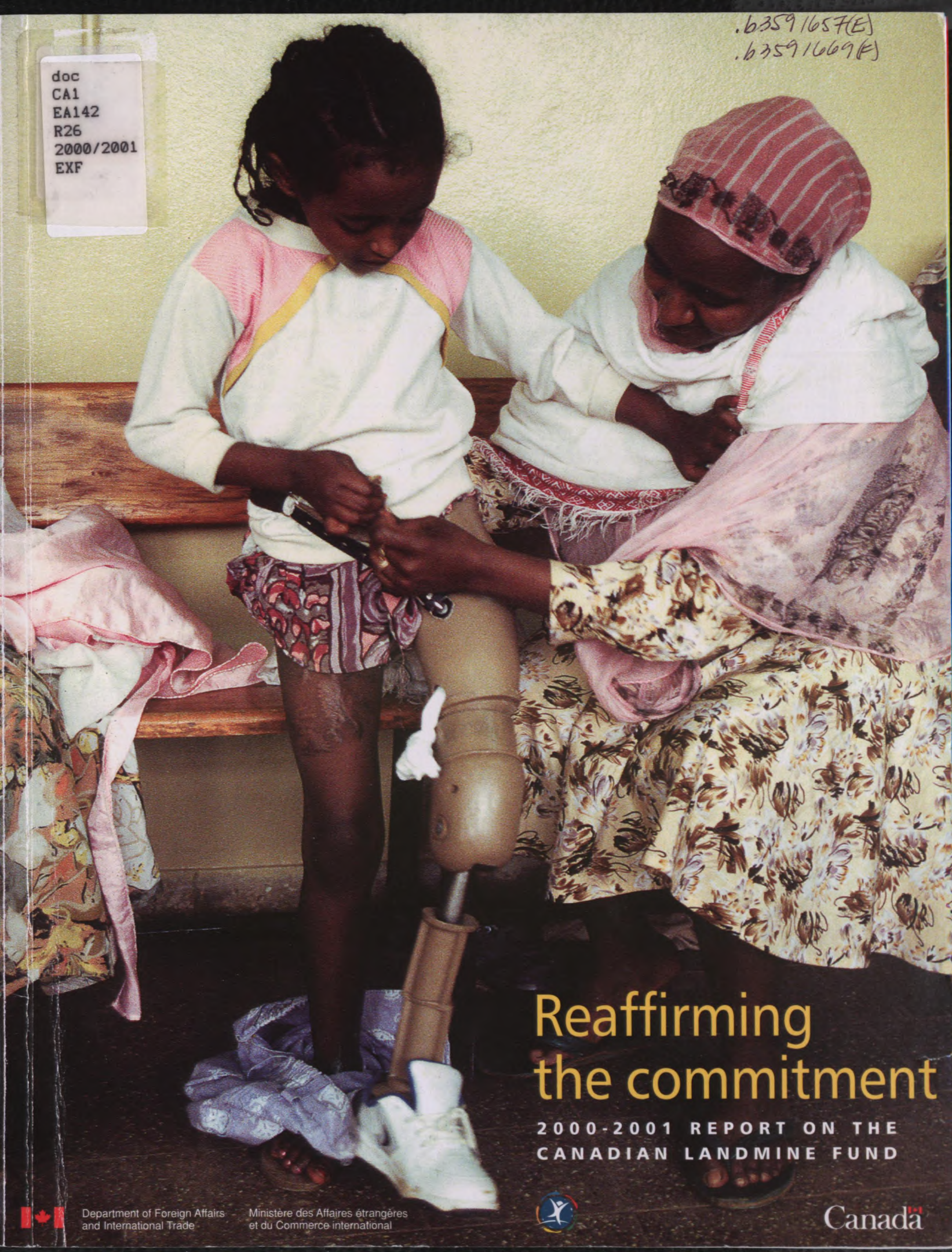
Fonds affectés à l'action antimines selon le pays

La carte indique, pour chaque pays ou région, les dépenses effectuées par le gouvernement du Canada au cours de l'exercice 2000-2001, au titre de l'information sur l'action antimines et sur les mines elles-mêmes, du déminage, de l'aide aux victimes, de la destruction des stocks et des programmes intégrés.



.63591657(E)
.63591669(F)

doc
CA1
EA142
R26
2000/2001
EXF



Reaffirming the commitment

2000-2001 REPORT ON THE
CANADIAN LANDMINE FUND



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Canada



Max Deneu/CRC

A young landmine survivor receives care at an International Committee of the Red Cross orthopaedic centre in Addis Ababa, Ethiopia.



Reaffirming the commitment: 2000-2001 Report on the Canadian Landmine Fund

National Library of Canada cataloguing in publication data

Canada. Dept. of Foreign Affairs and International Trade

Reaffirming the commitment: 2000-2001 Report on the Canadian Landmine Fund

Annual.

Text in English and French on inverted pages.

Title on added t.p.: Un engagement renouvelé.

ISBN 0-662-66200-8

Cat. No. E2-193/2001

1. Land mines.
 2. Land mines – Government policy – Canada.
 3. Land mines (International law)
- I. Title: Un engagement renouvelé.

JZ5645.M42 2001 355.8'25'115



Reaffirming the commitment

2000-2001 Report on the Canadian Landmine Fund

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

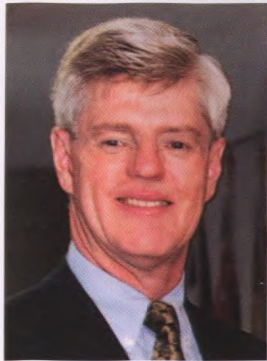
DEC 17 2002

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Messages from ministers	2
Introduction: Reaffirming the commitment	5
Ending the use, production, export and stockpiling of AP mines	10
Reducing mine casualties and delivering mine awareness education	17
Clearing mined land	20
The Canadian Centre for Mine Action Technologies	26
Assisting landmine survivors and their communities	32
Improving mine action information and coordination	38
Sustaining the effort	43
Spending summaries	
Departmental expenditures by program	46
Investments in banning landmines	46
Investments by thematic area of mine action	47
Mine action spending by country	48

63967677(CF)

63967675(CF)



Earlier this year, I travelled to South Eastern Europe where I witnessed firsthand the terror caused by anti-personnel mines. In places like Sarajevo, where conflict ceased years ago, civilians are still being victimized by these insidious weapons and those previously injured are adjusting to life as landmine survivors.

In this, the most mine-affected region in Europe, I also saw evidence of the difference that the global community is making in addressing the landmine problem. In Bosnia and Herzegovina alone, over 7.1 million square metres of land were cleared in 2000. Similar progress is being made in almost every other severely mine-affected country in the world.

This progress is testimony to the success of the Ottawa Convention. Through its comprehensive ban on anti-personnel mines and its meaningful provisions on cooperation and assistance, the Convention provides the world with a framework for addressing the global landmine problem.

I am proud of the leadership that Canada is providing to help implement this framework for action. The Canadian Landmine Fund supplies important support for this leadership, disbursing approximately \$23 million in fiscal year 2000 to support every facet of mine action in a total of more than 25 countries.

While the progress we have made is impressive, much work remains. I encourage states to reaffirm the commitment they made when they ratified or acceded to the Convention. For its part, Canada will indeed remain active in ensuring the Convention's success. I look forward to continued, vibrant engagement of all states, as well as non-governmental and international organizations, in ensuring that our efforts do not diminish until we reach our common goal of a world free of the terror of anti-personnel mines.

John Manley
Minister of Foreign Affairs



We at the Department of National Defence are conscious that anti-personnel mines continue to kill, maim and threaten the lives of countless innocent people each day. We are also conscious that the terror of landmines prevents individuals from reclaiming their lives – whether by preventing people displaced by war from returning home, or by rendering fields, roads, bridges, and farm land unusable.

The Department of National Defence continues to support the broader Canadian effort to rid the world of landmines and their consequences. Obviously, the work of the Canadian Forces – in clearing landmines and training personnel from other militaries to do the same – provides just one more illustration of how our men and women in uniform promote peace and the well-being of others in far-flung regions of the world.

The Centre for Mine Action Technologies in Suffield, Alberta represents another key part of our work in this area. Over the years, the Centre has established an international reputation for its ability to develop and field successful products. The Centre has also been able to play a leading role in assisting international organizations such as the International Test and Evaluation Program and the Demining Technology Information Forum.

I am very proud of how the Department and the Forces have supported Canada's goals with respect to the Ottawa Convention. Together, they are leading the way on practical measures to deal with the global problem of landmines.

Art Eggleton
Minister of National Defence

Anyone who has ever seen a child who has had a limb blown off by a mine would never doubt how important the Canadian Landmine Fund is. This annual report shows how Canada continues to help the people of mine-affected countries deal with the devastating legacy of landmines. In countries where the problem seemed overwhelming only a few years ago, progress has been made in identifying the scope of the problem, building national capacity to remove mines and helping landmine victims. The results of Canada's efforts are clear: as mines are cleared, families and communities are able to get back to the business of everyday living, which is a vital step toward ensuring safety for all and supporting sustainable development.

In many other countries, however, the effects of landmine use have yet to be over-

come. These countries, which are usually still ridden by conflict, are among the most seriously affected by landmines. As we look ahead to helping these societies rebuild, it is clear that we face difficult challenges that will require our long-term attention. We will follow through on our program of making strategic investments to help build the capacity of these nations to implement educational and mine clearance programs and to provide rehabilitation for victims.

Our mine action program is a direct investment in the future of children, families, and communities — we are helping them rebuild their lives by overcoming the impact of conflict and we are continuing to provide development assistance.

Maria Minna
Minister for International Cooperation



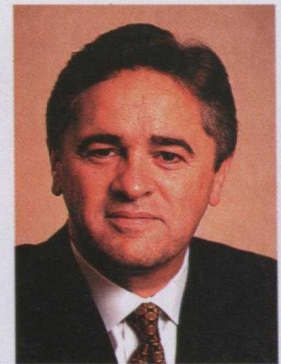
Each year, thousands of innocent men, women and children are killed or disfigured by anti-personnel mines. For these people, who have often already suffered through years of war, this means burying one more loved one, a life lived in even greater poverty or living with a crippling injury.


Canada continues to play a leadership role in the global campaign to eradicate landmines. Industry Canada is proud to contribute to this effort. It has partnered with the Department of National Defence to form the Canadian Centre for Mine Action Technologies, which promotes research, development and commercialization of demining and victim assistance technologies.

One example of the kind of technologies being funded by this venture is PRO MAC Manufacturing Ltd.'s Brushcutter/Deminer BDM 48 machine adapted from brush cutters used in the forestry industry. The company received funding from Technology Partnerships Canada, an Industry Canada program, to build this tool designed to remove foliage as well as to destroy anti-personnel mines.

Canada has a global reputation for promoting the ways of peace. All too often, this also means destroying the remnants of war. Industry Canada is proud to have a part to play in this endeavour.

Brian Tobin
Minister of Industry





A landmine survivor carries her child in Kuito, central Angola.



Reaffirming the commitment

Significant progress has been made over the past few years in fighting the terror of anti-personnel mines. While these insidious and indiscriminate weapons continue to be a source of human suffering in dozens of countries, the response of Canada and the global community is having a significant impact. The Ottawa Convention has been embraced by the vast majority of the world's states as a comprehensive framework for addressing the global landmine problem. Work to implement the Convention is proceeding apace.

However, to ensure that the Convention lives up to its promise, the commitment of states, non-governmental organizations and multilateral bodies must be sustained. Through the Canadian Landmine Fund, Canada continues to play a leadership role, making significant contributions to universalizing and implementing the Convention, ensuring compliance with it and consolidating its work.

Anti-personnel mines

Anti-personnel (AP) mines are mines designed to be exploded by the presence, proximity or contact of a person, and that will incapacitate, injure or kill one or more persons. Cheap and easy to produce, AP mines are indiscriminate – they cannot tell the difference between soldiers and civilians. Most of the people injured or killed by

AP mines are civilians, many of whom live in countries ill-equipped to provide the care they need.

The impact of AP mines is severe. Many landmine victims die from their injuries; many never make it to a hospital. Those who survive often lose a limb or limbs, their sight or hearing.

Years after conflicts have ended,



photos by Chamrong Lo/CRC

Anti-personnel mines, like the PMD-6M wooden blast mine (left) and the POMZ-2 fragmentation stake mine (right), continue to injure and kill indiscriminately years after being laid.



Robert Semenuk



Adrian Brooks/CRC

(Left) A Cambodian boy near a known mined area.

(Right) A landmine survivor in Mazar-e-Sharif, Afghanistan learns to walk on her new prosthesis.

AP mines continue to injure and kill indiscriminately. Mines, and the fear of mines, prevent the safe and productive use of land, roads and other infrastructure, posing a serious obstacle to the delivery of humanitarian aid, the safe return of refugees, post-conflict reconstruction and sustainable development.

The stark humanitarian impact of AP mines outweighs their marginal military utility. AP mines have been proven to be of limited use to militaries, yet their impact on millions of civilian lives and the broader socio-economic well-being of entire countries is far-reaching.

The Ottawa Convention

Revulsion at this human-made problem, and the view that there was an achievable solution, sparked an international movement to ban AP mines in the early 1990s. Non-governmental organizations (NGOs) carrying out development assistance in countries such as Cambodia, Afghanistan and Mozambique saw their efforts and those of local people being thwarted by

the persistent mine threat. Reconstruction and development were being stymied by wide-spread critical injuries and mine-infested land and infrastructure.

In 1992, a coalition of NGOs formed the International Campaign to Ban Landmines (ICBL), and a more coordinated movement to ban AP mines, clear mined land and assist landmine victims was launched. This movement was later joined by states, including Canada. The resulting state-civil society partnership, and a unique form of fast-track diplomacy initiated by Canada in 1996, became known as the Ottawa Process. The result was the successful negotiation in 1997 of the *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction*, the Ottawa Convention.

The Ottawa Convention is unique in that it sets out both a comprehensive ban on a weapon that has been in common use for generations and a set of steps that must be undertaken to address the human suffering it causes.

States that agree to be bound by the Convention commit themselves to:

- immediately end the use, production and transfer of AP mines;
- destroy existing stockpiles of AP mines within four years;
- clear mined land within 10 years;
- provide assistance for the care and rehabilitation of mine victims;
- assist other states in meeting their obligations under the Convention; and
- cooperate to ensure full compliance with the Convention.

The Convention signing ceremony, held on December 3, 1997, was a proud moment for Canada. One hundred and twenty-two states gathered in Ottawa to sign the humanitarian instrument which Canada's efforts had helped to achieve. A few months earlier, the ICBL and its coordinator, Jody Williams, had been awarded the Nobel Peace Prize for their work in support of a ban, focussing the world's attention on the landmine issue and the Convention. But Canada, the ICBL and the global community knew that even greater tasks lay ahead.

Canada's commitment

During the period when it was open for signature, 133 states signed the Convention, signalling their intention to adhere formally at a later date and, under international law, accepting that they must not do anything that undermines the Convention's purpose. On March 1, 1999, with unprecedented speed, the Convention had been ratified by enough states to allow for its entry into force, and support for the Convention continues to grow. As of November 1, 2001, 122 states had formally accepted its terms. To ensure the Convention's universal acceptance, work must continue, and Canada is at the forefront of these efforts.

Canada also leads in efforts to facilitate the implementation of the Convention. Domestically, Canada did not have to contend with clearing mined areas. However, Canada ensured the expedient and effective implementation of other elements of the Convention by destroying remaining



DEFAIT

stocks of AP mines and establishing implementing legislation even before the Convention had entered into force.

The tasks associated with clearing mined land and destroying stockpiled AP mines are much more challenging for states that have emerged from conflict or which possess stockpiled mines from the Cold War period. Impressive strides have been made in clearing mined land, assisting landmine survivors and destroying mine stockpiles, but more must be done to ensure that the world abides by its commitment to assist landmine survivors and to eradicate AP mines. Canada is providing vital leadership in promoting the reaffirmation of these commitments.

Canada also promotes a renewed commitment to compliance with the Convention and the new international norm suggested by it. In 2000, Canada facilitated a comprehensive discussion on the Ottawa Convention's compliance provisions. These discussions have been useful in reinforcing the Convention's spirit of cooperation and in ensuring that questions regarding compliance concerns are effectively

Prime Minister Jean Chrétien addresses the 1997 Ottawa Convention signing conference.

Canada's Ambassador for Mine Action Daniel Livermore (right) speaks with mine action activists in Calgary.



Nancy Ingram

addressed. In addition, Canada has been a leader in underscoring the need for states that have not yet accepted the Convention to comply with its non-use provisions. Canada is one of few states that continues to express its concern about new cases of AP mine use.

This year has seen a further consolidation in the Convention's general operations. At the First Meeting of the States Parties to the Convention in 1999, an intersessional work program was established to advance the international community's mine action efforts. At the Second Meeting of the States Parties in 2000, the intersessional work program's Standing Committees were enhanced, in part through a Canadian-led initiative to ensure greater participation from mine-affected and developing countries. More recently, at the Convention's third annual meeting in September 2001, States Parties seized the opportunity to consolidate the work of the Convention by establishing a cost-effective implementation support unit, which will be housed at the Geneva International Centre for Humanitarian Demining.

The Canadian Landmine Fund

Canada provided financial support for the goals of the Ottawa Convention when, in December 1997, Prime Minister Jean Chrétien announced the establishment

of the five-year, \$100 million Canadian Landmine Fund to continue efforts to universalize the Convention and achieve its objectives. This report is intended to inform Canada's Parliament and citizens on activities undertaken through the Canadian Landmine Fund in fiscal year 2000 (April 1, 2000 to March 31, 2001).

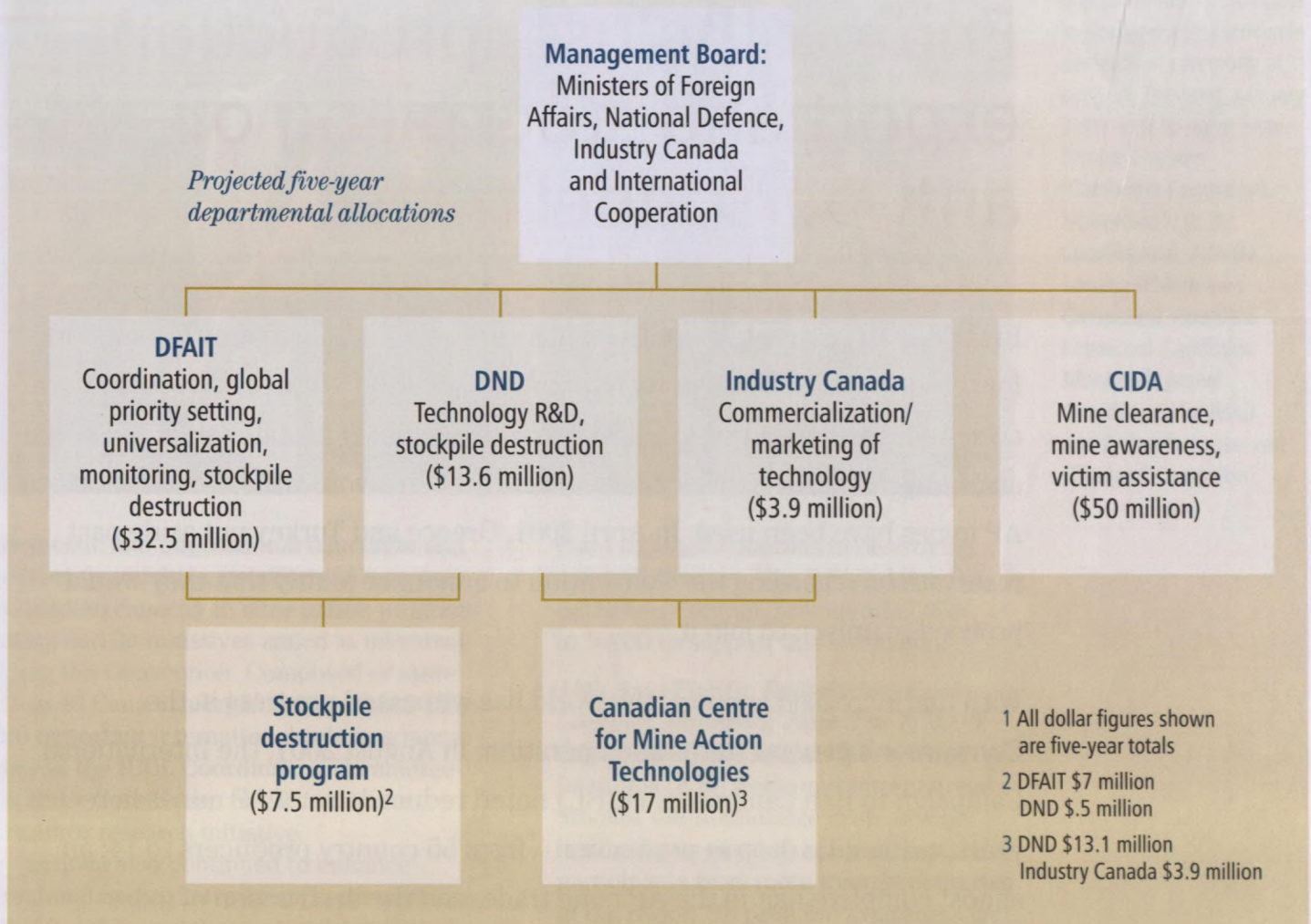
The Fund is governed by an innovative collaboration among four government departments: the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT), the Canadian International Development Agency (CIDA), Industry Canada (IC) and the Department of National Defence (DND).

To coordinate this effort and signal the priority it is given, Canada appointed a special ambassador to serve as its international focal point on all matters pertaining to Convention universalization and implementation. Since 1999, Daniel Livermore has served as Canada's Ambassador for Mine Action. In addition, a special DFAIT unit focusses on the landmine issue and the Convention.

Among the departments, DFAIT takes the lead on initiatives involving Convention universalization, small-scale mine action initiatives designed to build and reinforce Convention support, international coordination and policy leadership, monitoring compliance with the Convention and outreach to Canadians on the landmine issue. DFAIT also works with DND in a program

The Canadian Landmine Fund

\$100 million¹



that assists other states in destroying their stockpiles of AP mines.

CIDA leads in the areas of mine clearance, mine awareness and victim assistance. CIDA's mine action support helps to advance reconciliation and reconstruction in countries seriously affected by landmines and assist in resuming sustainable development in the wake of serious conflicts. CIDA's approach is to strengthen the capacity of key institutions, working through Canadian NGOs, the private sector and multilateral organizations, including United Nations agencies, the International Committee of the Red Cross (ICRC) and the World Health Organization (WHO). CIDA also supports mine action in a number of countries through its ongoing development assistance program.

DND has joined Industry Canada in

establishing the Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT). The CCMAT's mission is to carry out research and development of low cost, sustainable technologies for mine detection, mine neutralization, personnel protection and victim assistance and to investigate alternatives to AP mines. The Centre evaluates technologies developed through on-site research as well as those produced by Canadian industry. This is done using the facilities available through the Centre's association with Defence Research Establishment Suffield (DRES). Industry Canada takes the lead in commercializing and marketing technologies which show the most promise. DND also contributes to mine action by providing technical advisors to mine action centres in affected regions.



Ending the use, production, export and stockpiling of anti-personnel mines

In 2000-2001, extremely positive signs emerged pointing to growing support for the Ottawa Convention. By November 1, 2001, 122 states had formally accepted the Convention's obligations. Among them are states such as Eritrea and Congo-Brazzaville which have recently been involved in conflicts in which AP mines have been used. In April 2001, Greece and Turkey put aside past reservations regarding the Convention to announce jointly that they would proceed in unison to join it.

With this increased support, the world has witnessed progress in the Convention's general status and operation. In August 2001, the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) noted reduced use of AP mines in recent years; a dramatic drop in production – from 55 country producers to 14; an almost complete halt in the AP mine trade; and the destruction of more than 27 million AP mines by over 50 countries.

Success rests in partnerships

In all tasks related to the universalization, implementation, operation of and compliance with the Convention, success rests in reaffirming a commitment to the partnerships that were at the root of the movement to ban AP mines. Ensuring the sustainability of the coalition between states and key organizations like the ICBL, Mines Action Canada (the ICBL's Canadian component) and the International Committee of the Red Cross (ICRC) continues to be a high priority for Canada.

Comprised of more than 1,300 NGOs, the Nobel Laureate ICBL is widely recognized as the driving civil society force behind the Ottawa Convention. In fiscal year 2000, the DFAIT Mine Action Partnership Program

provided \$346,000 to support the ICBL's continued work toward the universalization and implementation of the Convention. Canada's contribution supported the staffing and operation of the ICBL coordination office in Washington, its resource centre in Yemen and its government relations work. Canadian funding also facilitated ICBL participation at the Second Meeting of the States Parties and the Meetings of the Ottawa Convention's Standing Committees.

To foster continued Canadian NGO leadership in the global effort to eradicate landmines, the DFAIT Mine Action Partnership Program provided \$468,000 to the Canadian NGO coalition Mines Action Canada (MAC). Canada's funding supported MAC's



Representatives of the International Campaign to Ban Landmines participate in Thailand's first stockpile destruction ceremony at Lopburi, Thailand, January 2001. Left to right: Sister Denise Coghlan (Cambodia Campaign), Liz Bernstein (ICBL Coordinator), Alfredo Lubang (Philippines Campaign), Annalisa Formiconi (Landmine Monitor Regional Coordinator for Asia) and Anitra Puangsuwan (Thailand Campaign).

TMAC

domestic and international education and outreach activities, its efforts to increase Canadian capacity in mine action programming and its initiatives aimed at universalizing the Convention. Composed of more than 40 Canadian organizations, MAC plays an important international role as a member of the ICBL Coordinating Committee and the Core Group of the Landmine Monitor research initiative.

Canada also continued to enhance regional and country-specific partnerships, frequently using the successful model of regional conferences as a catalyst for activity. In fiscal year 2000, Canada supported:

- *North Atlantic Treaty Organization Euro-Atlantic Partnership Council South Eastern Europe Initiative Workshop on Regionally Focussed Mine Action, Thessaloniki, Greece, May 4 and 5, 2000*

This workshop provided the framework for North Atlantic Treaty Organization Euro-Atlantic Partnership Council (NATO-EAPC) involvement in humanitarian mine action in South Eastern Europe. Through the plan of action developed in Thessaloniki, NATO-EAPC has begun to act as a clearing house on mine action related information; provided technical expertise for fact finding missions; and, at Canada's initiation, developed a Trust

Fund to assist countries in destroying stockpiled mines. The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$17,000 to NATO to support this workshop.

- *14th Asia-Pacific Roundtable, Kuala Lumpur, Malaysia, June 3 to 7, 2000*
Organized by the ASEAN Network of Institutes of Strategic and International Studies, the Roundtable drew several hundred government, academic and NGO participants from more than 20 countries in the region. To promote awareness and support for mine action, the DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$2,400 to the New Zealand Campaign Against Landmines for the panel "The Landmines Ban Treaty and Humanitarian Mine Action in Southeast Asia." Canadian Forces Colonel Chip Bowness was featured among the panel participants.
- *Horn of Africa/Gulf of Aden States Conference on Landmines, Djibouti, Republic of Djibouti, November 16 to 18, 2000*
This conference focussed regional attention on the AP mine issue and encouraged states in the region to ratify and implement the Ottawa Convention. The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$10,000 to the Institute for Practical Research and Training for the publication and distribution of the conference proceedings.



TRD/1

Ugandan landmine survivor Margaret Arach Orech opens the Seminar on Universalization and Implementation of the Ottawa Convention in Africa.

- *Seminar on Universalization and Implementation of the Ottawa Convention in Africa, Bamako, Mali, February 15 and 16, 2001*
The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$219,000 to support this continent-wide meeting on the universalization and implementation of the Ottawa Convention in Africa. Organized by Mali, with the support of Canada and France, the seminar featured African expertise and experience, and aimed to identify mine action needs and develop relevant action plans. The political momentum generated by the seminar contributed significantly to recent formal acceptance of the Convention by 10 African states.
- *Universidad del Rosario Conference on Colombia's Obligations under the Ottawa Convention, Bogota, Colombia, February 26 and 27, 2001*
The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$6,800 for a conference held at Universidad del Rosario in Bogota, Colombia on Colombia's obligations

under the Ottawa Convention, which entered into force for the country on March 1, 2001. The seminar brought together members of civil society, international organizations and government and military officials to encourage dialogue and to develop a Convention implementation working plan.

Other examples of Canada's country-specific initiatives, funded through the DFAIT Mine Ban Initiatives Program in fiscal year 2000 included:

- \$16,000 to the Mines Advisory Group for a multi-media education program in Angola aimed at sustaining public and diplomatic support for mine action in the country.
- \$30,000 to the Indian Institute for Peace, Disarmament and Environmental Protection for workshops on the Ottawa Convention in the Jammu and Kashmir region of India, and for the Fourth National Conference on Landmines, held in New Delhi in May 2000. This series of grassroots activities raised the profile of the issue in India and strengthened the network of activists in the country.
- \$60,000 to support the work of a Boston, Massachusetts-based "Mine Action Scholar-in-Residence." Dr. Christopher Kirkey carried out a discussion tour and led faculty development workshops at universities and colleges in the United States. He also facilitated the design and creation of college and university courses that feature the Ottawa Convention. An additional \$29,000 was provided to Dr. Kirkey for research on the establishment and implementation of the Ottawa Convention. One output of his efforts was the journal article, *Washington's Response to the Ottawa Landmines Process*, which appeared in the August 2001 edition of *Canadian-American Public Policy*.
- \$18,000 to the San Rafael, California-based organization Roots of Peace for a major awareness-raising event in Palo Alto, California which featured United Nations Secretary-General Kofi Annan, Canada's Consul General in Los Angeles Kim Campbell and representatives from

the American State Department and NGOs.

- \$9,000 to support a Jane Bunnett and the Spirits of Havana concert series in the USA promoting the landmine issue in an effort to sustain public awareness of and support for the AP mine ban.

Lieutenant General Gordon Reay and the Stability Pact for South East Europe

An important element in building support for the Convention has been military-to-military dialogue. Lieutenant General (Retired) Gordon Reay, served as Special Advisor to Canada's Ambassador for Mine Action from 1999 until his death on December 21, 2000 in Zagreb, Croatia after being involved in a car accident. A former commander of the Canadian army, General Reay was Chair of the Stability Pact for South East Europe Regional Support Group for Mine Action and was in Croatia to help establish a mine action coordinate mechanism.

General Reay played a key role in Canada's efforts to universalize and implement the Ottawa Convention, serving as an advocate of stockpile destruction and engaging military officials and civilian leaders in dialogue about alternative military doctrine without the use of AP mines. The Stability Pact for South East Europe Regional Support Group for Mine Action has been renamed The Reay Group in his honour and continues to encourage mine action cooperation in the region.

Monitoring compliance

The DFAIT Mine Monitoring Program provided \$250,000 to the ICBL for the independent, civil society Landmine Monitor research initiative. Landmine Monitor involves a global network of non-governmental researchers who contribute to a 1000+ page annual report on states' efforts to implement the Ottawa Convention and their policies and behaviour with respect to AP mines. Canada's funding supported the initiative's research, training and core administrative expenses as well as the production and distribution of the annual *Landmine Monitor Report*.



Lieutenant General (Retired) Gordon Reay played a key role in Canada's efforts to universalize and implement the Ottawa Convention.

Destroying stockpiles

Canada has been a leader in promoting fulfilment of the obligation, under Article 6 of the Convention, to provide assistance for the destruction of stockpiled AP mines. In an effort to ensure compliance with the Convention's requirement that stockpiled AP mines be destroyed within four years, Canada launched a series of initiatives in fiscal year 2000.

Canada and Hungary co-hosted the Seminar on the Destruction of the PFM-1 Mine, held in Budapest in February 2001. The DFAIT Stockpile Destruction Program provided \$53,000 to support the conference that focussed on the technical challenges of destroying the PFM-1, or butterfly mine. Representatives of states of the former Soviet Union and other states of the region possessing PFM-1 mine stockpiles were brought together with technical experts and donor countries to identify a plan for stockpile destruction. The technical and financial challenges of destroying the PFM-1 are significant due to the mine's chemical make-up and the large numbers of the mine



Melanie Kéjimbala/DFAIT

Officials at the Regional Seminar on Stockpile Destruction of Anti-Personnel Mines in the Americas. Left to right: Canadian Forces Chief Warrant Officer Graham Goodrum, Canada's Ambassador for Mine Action Daniel Livermore, Colonel Hernan Bedon Martinez of Ecuador and International Campaign to Ban Landmines – Mexico representative Claudio Torres Nachon.

stockpiled in former Soviet states. The seminar facilitated discussion of these issues among experts in an international setting, and laid the groundwork for further technical work to be conducted through the Geneva International Centre for Humanitarian Demining and for consultations among donor countries and implementing agencies.

In collaboration with the Organisation of American States (OAS), Canada and Argentina co-hosted the Regional Seminar on Stockpile Destruction of Anti-Personnel Mines in the Americas, held in Buenos Aires in November 2000. The DFAIT Stockpile Destruction Program provided \$86,000 to support the seminar which brought together states of the Americas to exchange information on stockpile destruction methodologies.

Following the seminar, Canada promoted the Managua Challenge, intended to accelerate destruction of AP mines by states in the Americas. In return for technical and financial assistance, states were asked to complete their stockpile destruction in time for the Third Meeting of the States Parties, held in Managua, Nicaragua in September of 2001.

The DFAIT Stockpile Destruction Program provided \$209,000 in fiscal year

2000 to the OAS for the Managua Challenge Fund, created to assist OAS Member States in acquiring appropriate stockpile destruction technologies and accessing destruction monitoring and verification measures. Stockpile destruction assistance was provided to Ecuador, Honduras, Nicaragua and Peru through the Managua Challenge Fund.

Since the launch of the Managua Challenge, more than 600,000 of the 800,000 AP mines stockpiled by OAS Member States have been destroyed, with Honduras, Peru and Ecuador destroying all of their stockpiles within the time-lines of the Managua Challenge.

In Albania, approximately 1.6 million AP mines are being destroyed through a project funded by the DFAIT Stockpile Destruction Program. The NATO Maintenance and Supply Agency (NAMSA) is managing the project on behalf of eight donor countries, through the Euro-Atlantic Partnership Council Partnership for Peace Trust Fund for Anti-personnel Landmine Stockpile Destruction. Canada is the project's lead state and the initiator of the Trust Fund. A total of \$234,000 was contributed to the project in fiscal year 2000: \$23,000 was contributed to NAMSA for the preparation of a stockpile destruction plan; \$10,000 was provided to Jacques Whitford



Stockpiled anti-personnel mines (left) being destroyed by open detonation in Peru (right).

photos by Bjorn Holmberg/UN-LIREC

Environment Ltd. of Ottawa for an environmental assessment; and \$151,000 was allocated to NAMSA for the execution of the project. DND provided additional stockpile destruction technical assistance through the deployment of a Canadian Forces Ammunition Technical Officer. DFAIT provided \$50,000 to support this deployment.

The DFAIT Stockpile Destruction Program contributed \$86,000 to the Canadian International Demining Corps to purchase explosives for the Thailand Mine Action Centre's (TMAC) destruction of landmines. The TMAC was provided with quantities of FIXOR, a two-part liquid and powder explosive produced by the Kingston, Ontario firm MREL Specialty Explosive Products Ltd., to assist with the disposal of mines that had been located, stockpiled and awaiting destruction. Training to use this new explosive safely and efficiently was a component of the contribution.

Canada is committed to assisting Ukraine with the destruction of its approximately 6 million PFM and 400,000 PMN AP mines. A Memorandum of Mutually Beneficial Cooperation on the issue was signed between the countries in 1999. A Framework Arrangement setting out the structure of cooperation on AP mine



Sadic Koci, Director of the ULP Mjekës demilitarization facility, and Gwyneth Kutz, a representative of Canada's mission to Albania, assist in the first demilitarization of Albania's 1.6 million anti-personnel mines.

William Hunt

destruction between Canada, other donors and the Government of Ukraine was subsequently signed in March 2001.

The DFAIT Stockpile Destruction Program provided \$57,000 in fiscal year 2000 to support plans for the destruction. A contribution of \$51,000 facilitated the preparation of technical materials to assist Ukrainian officials to plan destruction

Afghan deminer Mohammad Usman and Canadian Carol Isfeld at the Second Meeting of the States Parties to the Ottawa Convention in Geneva, Switzerland. Usman holds an Izzy doll, named for Isfeld's son Master Corporal Mark Isfeld, who was killed by a landmine explosion in Croatia in 1994. Carol Isfeld still crochets these dolls that Mark would give to children he encountered during his peacekeeping duties. The dolls are now distributed by Mark's fellow soldiers.



Brian Isfeld

operations; and \$6,000 was provided to the Geneva International Centre for Humanitarian Demining for a technical feasibility assessment and project proposal for the destruction of Ukraine's PMN mines.

Responding to requests from the international community for increased availability of stockpile destruction information, DFAIT developed a web site, www.stockpiles.org, as a contribution to the United Nations Mine Action Service (UNMAS). A contribution of \$15,000 from the DFAIT Stockpile Destruction Program was provided to ND Technologies for the project, which has been integrated into the newly created, broader UNMAS mine action site, www.mineaction.org.

Ensuring the effective operation of the Ottawa Convention

Canada provided \$75,000 through the DFAIT Mine Ban Initiatives Program to the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD) Sponsorship Program for Meetings of the Ottawa Convention, to increase participation in Meetings of the States Parties and meetings of the Ottawa Convention's Standing Committees. This program was

established to aid mine-affected states parties and participants from expert organizations that require financial assistance to attend meetings. The program is administered by the GICHD, with a steering group of donors including Canada, Switzerland, Belgium, Norway, the Netherlands and the United Kingdom.

In fiscal year 2000 Canada provided its share of the costs of the Third Meeting of the States Parties, held in Managua, Nicaragua, September 18 to 21, 2001, through a contribution of \$56,000 from the DFAIT Mine Ban Initiatives Program to the United Nations.

In addition, Canada supported the participation of Brian and Carol Isfeld in the Second Meeting of the States Parties to the Ottawa Convention, held in Geneva, Switzerland, September 11 to 15, 2000. The Isfelds are the parents of Canadian soldier Master Corporal Mark Isfeld, who was killed by a landmine explosion while on a peacekeeping mission in Croatia in 1994. The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$6,000 to the Landmine Survivors Network to facilitate the Isfelds' participation in the opening ceremonies of the meeting. The Isfelds were two of 18 landmine survivors from 14 different countries who participated in the ceremonies.

Reducing mine casualties and delivering mine awareness education

In the mid-1990s rough estimates indicated that AP mines claimed approximately 26,000 new victims a year. The International Campaign to Ban Landmines now suggests that the number of new mine victims is 15,000 to 20,000 per year. This is still too many human tragedies, but clearly progress is being made in the global effort to address the suffering cause by AP mines.

In the majority of the most mine-affected countries and areas, casualty rates continue to decline:

- In Afghanistan, one-third fewer new casualties were recorded in 2000 than in 1999.
- In Albania, 25 casualties were recorded in 2000, down from 191 in 1999.
- In Cambodia, where the casualty rate has steadily declined since 1996, there were 20 percent fewer new mine victims in 2000 than in 1999.
- In Kosovo, 95 new casualties were noted in 2000, down from 342 recorded in 1999.
- In Croatia, the casualty rate in 2000 was less than half the rate in 1999.

One of the principal means for reducing mine casualties is the delivery of mine awareness education. Mine awareness education seeks to reduce high risk behaviour in mine-affected areas by increasing knowledge of the dangers of landmines and teaching mine-smart behaviour.

In 2000, advances continued to be made in the field of mine awareness. Building upon the development of its *International Guidelines for Landmine and Unexploded Ordnance Awareness Education*, UNICEF has announced its intention to develop

guidelines for monitoring and evaluating mine awareness programs. Handicap International, a pioneer in the development of mine awareness education, published the highly useful *Mine Risk Education Implementation Guide*. And, the Geneva International Centre for Humanitarian Demining undertook an in-depth multi-country study examining the effectiveness of high-cost media and materials used in mine awareness education programs.

Mine awareness programming took place in more than 45 countries in 2000. This indicates that states are responding to their obligation under Article 6 of the Ottawa Convention to provide assistance for mine awareness programs. Canada continued to do its part through assistance to the mine awareness education programs of NGOs and international and multilateral organizations.

Angola

The CIDA Tapping Canadian Creativity Program provided \$250,000 to UNICEF Canada for mine awareness education in Angola as part of a three-year, \$750,000 contribution. The project delivered mine awareness education aimed at reducing mine injuries in Angola's most mine-



UNICEF Angola

A UNICEF mine awareness education presentation in Angola.

affected provinces and allowing displaced communities to return to their places of origin, aware of the dangers posed by landmines. A range of education techniques was used including group discussions, door-to-door interviews, child-to-child activities, theatre and puppetry. In addition to teaching appropriate avoidance behaviour to children and their families, the project helped to improve the capacity of local organizations and the Angolan Ministry of Education to disseminate appropriate mine awareness information.

Ethiopia and Eritrea

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$200,000 to the United Nations Mine Action Service for the establishment of a mine action program in the Ethiopia/Eritrea Temporary Security Zone. Canada's contribution supported the area's mine awareness program, aimed at the local population, government and UN officials, peacekeepers and relief workers. The funding also contributed to the development of

a community-based network to continue mine awareness education once displaced people returned to their homes.

Through the same program, \$600,000 was provided to the United Nations Development Programme (UNDP): \$400,000 to support the Government of Ethiopia in developing and strengthening Ethiopia's mine action program, including community level mine awareness campaigns; and \$200,000 to support a mine action program in Eritrea which includes the promotion of mine awareness education.

Georgia

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$50,000 to the British NGO HALO Trust for its integrated mine action program in Abkhazia, Georgia, which included mine awareness education. Canada's contribution was used to support the operation of three mine awareness teams and the production and broad distribution of school supplies bearing mine awareness messages.



Giovanni DiFidenti/CRC

With the assistance of the International Committee of the Red Cross, a theatre troupe in Republika Srpska, Bosnia and Herzegovina presents a version of *Little Red Riding Hood* adapted to deliver mine awareness messages.

Laos

As part of a three-year, \$505,000 contribution, the CIDA Multilateral Institutions Program provided \$150,000 to the UNDP Trust Fund for UXO LAO in support of Laos' national mine action program, which includes mine awareness education. UXO LAO's mine awareness program raises awareness among rural communities of the continued dangers of unexploded ordnance (UXO) and educates villagers on ways to minimize the hazard. With the support of Canada's \$205,000 contribution made during the previous fiscal year, community awareness teams brought their message to 746 villages and briefed more than 175,000 people.

Lebanon

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$200,000 to the United Nations Mine Action Service to set-up and administer the Southern Lebanon Mine Action Coordination Cell. The Coordination Cell monitors and organizes all mine related activities in Southern Lebanon, including a detailed assessment of the landmine/UXO problem in the area, the establishment of a comprehensive mine action database and the delivery of mine awareness education.

Yemen

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$59,000, as part of a two-year \$150,000 contribution to the UNDP for its strategic mine action plan for Yemen. Following up on the Level One Socio-Economic Survey completed in 2000 (which Canada supported with 1.5 million in previous fiscal years), the plan is aimed at building capacity in Yemen for mine awareness, mine marking, mine clearance and victim assistance, targeting the most seriously affected communities identified through the survey.

International Committee of the Red Cross

As part of a two-year, \$600,000 contribution from the CIDA Multilateral Institutions Program, \$300,000 was provided to the International Committee of the Red Cross (ICRC) Mine Action Appeal 1998-2003 for Victim Assistance and Mine Awareness. The ICRC assisted 30 mine-affected countries in 2000. Mine awareness programs were carried out in 18 countries, including Afghanistan, Lebanon and Bosnia and Herzegovina.



Clearing mined land

The global landmine problem is no longer considered insurmountable. Widespread acceptance that the nature of the problem is better explained by the human impact of landmines than by the number of mines in the ground has led to mine clearance proceeding in areas that have the greatest socio-economic value to affected communities.

Mine detection dog teams have helped to clear substantial areas of mined land in the Balkans.



More sophisticated priority-setting combined with the Ottawa Convention's impetus to clear mined areas within a 10-year time-frame means that the terror of landmines can be eliminated in years, not decades. However, given the painfully slow pace of mine clearance activities, concerted efforts will be required to achieve this goal. Approximately 60 states are mine-affected and require outside assistance in addressing their landmine problems. Mine clearance operations continued in most of these states in 2000, and some notable progress has been made:

- In Afghanistan, 24 million square metres of mined land or land suspected of being mined were cleared.
- In Cambodia, 32 million square metres of contaminated land were cleared, opening valuable terrain for cultivation.
- In the Balkans, 7.1 million square metres of land were cleared in Bosnia and Herzegovina, 9.8 million square metres were cleared in Croatia and 19.4 million square metres were cleared in Kosovo.
- In Mozambique, 5 million square metres of land were cleared along with 317 kilometres of road.

Efforts to clear mined areas were assisted by a 10 percent increase in funding from 17 key donors in 2000. Other important developments that occurred in 2000 included the completion of the UN's



Damir Alkovic/NPA

A Norwegian People's Aid deminer clearing land near Sarajevo, Bosnia and Herzegovina.

International Standards for Mine Action and major studies by the United Nations Development Programme (UNDP) and Oslo's International Peace Research Institute (PRIO) on the socio-economics of mine clearance.

Canada's contributions to the global effort to clear mined areas in 2000 continued to support a range of activities.

Bosnia and Herzegovina

The CIDA five-year, \$10 million Integrated Country Program for Bosnia and Herzegovina provided:

- \$120,000, as part of a multi-year, \$1.7 million contribution to the UNDP for institutional support to the Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre and Entity Mine Action Centres. Canada's contribution will enhance the capacity and sustainability of the mine action centres by developing technical, safety and training standards, preparing local staff to take over the duties of international advisors and upgrading the centres' communication infrastructure.
- \$680,000, as part of a multi-year, \$1.3 million contribution to the Canadian International Demining Corps for the training and deployment of mine detection dogs and their handlers. The dogs

and their handlers have been successfully trained and accredited to Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre standards and are now working in the field with the Entity Army, Bosnian mine clearance NGO Akcija Protiv Mina and Civil Protection mine clearance teams.

- \$400,000, as part of a multi-year, \$1.1 million contribution to Norwegian People's Aid (NPA) for the training, equipment and deployment of a 29-person manual demining team in the Sarajevo Canton. As part of the larger NPA demining operation in the region, the team funded by Canada located, cleared and destroyed landmines and unexploded ordnance in and around the heavily mined Sarajevo area.
- \$450,000, as part of a three-year, \$1.9 million contribution, to provide insurance coverage for all 550 Entity Armed Forces and SFOR Engineer Branch deminers in Bosnia and Herzegovina. The contribution also enabled Entity Army mine detection dog teams to purchase their own dedicated vehicles.

\$800,000 of the funding listed above was channeled through the International Trust Fund for Demining and Victim Assistance, releasing matching contributions from the United States and Slovenia.

A HALO Trust deminer clearing a lane in lower Gali, Abkhazia, Georgia.



HALO Trust

Bulgaria

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$65,000 to the Canadian International Demining Corps to procure 15 protective mine clearance suits for the Bulgarian Army and to provide training on their use. The equipment and training, purchased from Med-Eng Systems Inc. of Ottawa, helped the Bulgarian military to field experienced and trained deminers to work in the region.

Cambodia

Through the CIDA \$4.9 million Landmine Development Program for Cambodia, \$1.7 million was provided for the National Level One Socio-Economic Survey being carried out by Burlington, Ontario-based GeoSpatial International Inc. As of March 31, 2001, 28% of all villages in Cambodia had been surveyed, quality assured and entered in the central database. The survey is being conducted to international standards and the database is consistent with the *Information Management System for Mine Action* standard.

Croatia

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$50,000 to the Canadian International Demining Corps to help establish a training program for mine detection dog teams in Croatia. Undertaken with Croatian NGO Pas U Humanitarnom Djelovanju (PHD) and the Croatia Mine

Action Centre, the training program has been integrated into CIDC and CIDA mine detection dog programs already operating in the region.

Ethiopia and Eritrea

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$200,000 to the United Nations Mine Action Service for the establishment of a mine action program in the Ethiopia/Eritrea Temporary Security Zone. The program established a Mine Action Coordination Centre, conducted an emergency survey and did emergency mine clearance work.

Through the same program, \$600,000 was provided to the United Nations Development Programme (UNDP): \$400,000 to support the Government of Ethiopia in developing and strengthening national capacity for planning, co-ordinating, managing and implementing all mine action activities in the country, including area surveys, database development and mine/UXO clearance; and \$200,000 to support a national mine action program in Eritrea, aimed at strengthening national capabilities for planning, coordinating, managing and implementing the full range of mine action activities in Eritrea.

Georgia

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$50,000 to the British NGO HALO Trust for its integrated mine action program in Abkhazia, Georgia, including survey and mine marking activities. Canada's contribution supported ongoing survey work, the operation and deployment of two mine marking teams and the continued operation of the specialist explosive ordnance disposal section.

Honduras

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$190,000 to the OAS for mine clearance in Honduras. Coordinated by the OAS Assistance Program for Demining in Central America, in conjunction with the Inter-American Defense Board and the Honduran Army, the final module of the country's mine clearance program is scheduled to wind up in the department of



Hank Morris

Choluteca in December 2001. Honduras will then become the first state in the Americas to be declared mine-free since the establishment of the Ottawa Convention.

A contribution of \$60,000 was provided to the OAS from the same program to purchase tents and related equipment for Honduras' demining teams. The shelters were intended to improve the deminers' living conditions, making clearance safer and more effective. When mine clearance in Honduras finishes, the tents will be transferred to other mine action programs in the region.

Jordan

The DFAIT Mine Ban Initiatives provided \$30,000 to the Canadian International Demining Corps to procure protective demining gear from Med-Eng Systems Inc. of Ottawa for the Royal Jordanian Corps of Engineers. The equipment will assist mine clearance efforts in the Jordan Valley.



Canadian Embassy, Amman, Jordan

(Top) Canada provided tents like this one to improve the living conditions of Honduran deminers.

(Bottom) Protective demining suits from Med-Eng Systems Inc. were provided to assist the Royal Jordanian Corps of Engineers.

Laos

As part of a three-year, \$505,000 contribution, the CIDA Multilateral Institutions Program provided \$150,000 to the UNDP Trust Fund for UXO LAO. Canada's contribution supported clearance of UXO from nine severely affected provinces, the implementation of national UXO survey findings, assessment of ongoing data collection in order to prioritize areas to be cleared and development of capacity to manage the National UXO Program.

Lebanon

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$200,000 to the United Nations Mine Action Service to help set up and administer the Southern Lebanon Mine Action Coordination Cell. The Cell monitors and organizes all mine action activities in Southern Lebanon including development of a comprehensive mine action database, assessment of the landmine/UXO problem in the area, emergency survey operations and mine clearance.

Mozambique

The CIDA Integrated Country Program for Mozambique provided \$2.8 million, as part of a five-year, \$7.5 million contribution to support mine action in Mozambique. The contribution supported technical assistance, equipment and training for:

- *A National Level One Socio-Economic Impact Survey*
Level One Survey data have been transferred into the National Institute for Demining (IND) *Information Management System for Mine Action* database and are being shared with and used by mine action and development stakeholders in the country.
- *Production of maps and a sustainable toponymic system*
The Canadian International Demining Corps produced a toponymy dataset of more than 10,000 geo-referenced point locations (villages and urban areas) in electronic format. This dataset has formed the basis for the *Information Management System for Mine Action*

databases installed at IND and the UNDP/Accelerated Demining Program, representing a major step in database coordination.

- *Building the capacity of the UNDP/Accelerated Demining Program*
The installation and use of hardware and software to support the new, globally-recognized *Information Management System for Mine Action* database has led to more efficient management of minefield information by ADP staff.
- *Building the capacity of the National Demining Institute (IND)*
Technical assistance was provided to IND for development of its strategic plan and vision statement and development of a multi-year project proposal to strengthen its institutional capacity to plan, coordinate and manage mine action throughout Mozambique. The *Information Management System for Mine Action* has been translated into Portuguese to ensure easy comprehension and manipulation by IND staff.

The CIDA Tapping Canadian Creativity Program provided \$400,000, as part of a multi-year \$1.3 million contribution to the Canadian Auto Workers (CAW) integrated mine action program in Mozambique, matching the CAW's funding of the program. Implemented in partnership with Canadian NGO Cooperation Canada Mozambique (COCAMO) and Handicap International, the program includes proximity demining and post-clearance community development activities. The project's mine clearance has provided local people with safe access to a variety of facilities and social services.

Nicaragua

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$500,000 to the OAS as part of a three-year, \$2 million contribution to mine clearance in Nicaragua. The funding supported the mine clearance program in Nicaragua's northern border region, coordinated by the OAS Assistance Program for Demining in Central America, in conjunction with the Inter-American Defense Board and the Nicaraguan Army. Canada's contri-



Mohammed Ahmed/UNMAS

tribution covered operational expenses in the field, protective clothing, food for the deminers, vehicle maintenance, insurance and administrative costs for field offices in rural areas.

Thailand

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$156,000 to the Vietnam Veterans of America Foundation for the completion of a Level One Socio-Economic Impact Survey of landmine contamination in Thailand. Carried out by Norwegian People's Aid under the auspices of the Survey Action Center, initial stages of the survey found that landmine contamination in Thailand was more extensive than previously expected. Canada's contribution supported extension of the survey and comple-

tion of its final phase. Survey results have allowed the newly-formed Thailand Mine Action Centre to establish an effective mine clearance program.

Yemen

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$59,000, as part of a two-year \$150,000 contribution to the UNDP for its strategic mine action plan for Yemen. Following up on the Level One Socio-Economic Survey completed in 2000 (which Canada supported with \$1.5 million in previous fiscal years), the plan is aimed at building capacity in Yemen in the areas of mine awareness, mine marking, mine clearance and victim assistance, targeting the most seriously affected communities identified through the Level One Survey.

A deminer clearing land in Southern Lebanon, where all mine action activity is coordinated by the Southern Lebanon Mine Action Coordination Cell.



The Canadian Centre for Mine Action Technologies

Mine clearance is carried out by methods which have changed little in the last two decades. With vast areas of mined land in dozens of countries around the world, the introduction of new, more effective technology is one of the best ways to improve productivity and complete the task in a reasonable length of time.

The Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT) was established in 1998 to develop low-cost, sustainable technologies for mine action and to work toward their successful deployment in the field. This goal is accomplished through a comprehensive program of research and development, testing and evaluation, and active communication with the mine clearance community. The CCMAT has now completed three years of its five-year mandate and has established an international reputation for its ability to develop and field successful products that meet the mine clearance community's needs.

Total spending in fiscal year 2000 from the Canadian Landmine Fund for the CCMAT's operations was approximately \$4.2 million. The following are some specific achievements:

Fielding products that meet the needs of the mine clearance community

The CCMAT introduced four products into service in fiscal year 2000, and a fifth is in process. This product development process involves effectively bringing the product from the laboratory into the field. CCMAT staff, with the requisite technical skills and hands-on experience in mine clearance operations, perform trials and demonstrations of the equipment for the actual user

in his or her own workplace. This approach has proven successful in providing a convincing demonstration of the equipment's value to mine clearance organizations in the environment in which it will ultimately be deployed. The CCMAT is now promoting this successful model for technology insertion within the international community. Products the CCMAT has introduced in 2000 include:

- *Mechanical mine clearance assistance equipment*

The PRO MAC Brushcutter/Deminer BDM 48 is a mine clearance assistance machine that combines the capability of clearing brush and trees with the capacity to destroy mines. Manufactured by forestry equipment company PRO MAC Manufacturing Ltd. of Duncan, British Columbia, the BDM 48 was adapted for mine clearance operations by the CCMAT. After undergoing successful trials in Canada, the machine was user-tested in Thailand, where it is now an important part of the mine clearance program. The BDM 48 substantially reduces both the hazard and cost of mine clearance. It can be operated from mine-free ground adjacent to mined areas. The machine's operator is protected by an armoured cab that has been tested by the CCMAT to resist the blast of a mine or ordnance explosion. Use of this equipment eliminates more than 99% of all



Adapted for mine clearance operations with an investment from Technology Partnerships Canada, the PRO MAC Brushcutter/Deminer BDM 48 undergoes trials in Thailand.

photos by DRES Photo Instrumentation Group

mines before manual deminers are required to enter a mined area.

- *Mechanical reproduction mines*

The effective testing and evaluation of mechanical mine clearance equipment cannot be done with real mines in a real minefield. The presence of live mines that may have been thrown into places previously cleared or dug into the ground by the action of the machine can create an unknown hazard. With this in mind, the CCMAT developed a series of non-explosive simulated mines whose fuses react to the action of the machine being tested in the same way a real mine would. This has allowed the CCMAT to develop testing procedures for a number of machines. The simulated mines are now manufactured by Amtech Aeronautical Ltd. of Medicine Hat, Alberta and have been sold to interested parties in the United States and the United Kingdom.

- *New and improved explosives for neutralizing mines*

The CCMAT tested and evaluated FIXOR, an explosive developed by MREL Specialty Explosive Products Ltd. of Kingston, Ontario. FIXOR can be used to neutralize mines and UXO uncovered as

a result of mine clearance operations. It consists of two non-explosive components that are mixed on-site. This two-part composition allows FIXOR to be shipped and stored less expensively than conventional explosives and its distribution and use in the field to be effectively controlled. Following successful testing at the CCMAT, FIXOR was demonstrated to deminers in Kosovo. The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided funding for a supply of the new explosive, and training in its use, for the Thailand Mine Action Centre. Use of FIXOR among mine clearance operations is growing quickly, with organizations such as RONCO and Handicap International among those now using it.

- *Protective equipment for mine clearance*

The CCMAT has collaborated with the United States in the development of test and evaluation methodology for protective demining equipment. A rigorous research program was conducted on the nature of a mine blast and its means of causing injury. This information was used to design a reliable test methodology applied to the evaluation of the Humanitarian Demining Ensemble manufactured by the Canadian company, Med-Eng Systems Inc. of Ottawa. The test

Testing a Humanitarian Demining Ensemble, developed by Med-Eng Systems Inc., using automotive crash test dummies.



DRES Photo Instrumentation Group

procedures developed by the CCMAT replace a collection of ad hoc procedures used in the past that did not provide an accurate indication of the degree of protection that could be expected from protective clothing ensembles.

- *Improved prosthetic foot*

A CCMAT contract, awarded to Niagara Prosthetics and Orthotics Corporation of St. Catharines, Ontario, has resulted in the development of a low cost, high performance, injection molded prosthetic foot. The design is intended to overcome shortcomings of current commercial devices, such as poor performance on rough ground and susceptibility to fatigue failure. The cost of the foot will be greatly reduced by the use of specialized materials and manufacturing methods. The Niagara Foot is scheduled for clinical evaluation at the Thailand Mine Action Centre in November 2001.

Research and development

The CCMAT's research and development program is focussed on detection and neutralization of anti-personnel mines, providing better protection for deminers and improving mine clearance through enabling technologies and greater automation. The

program is carried out in-house and through contracts with industry. Some examples of the research and development program's work include:

- *Detection*

In spite of rapid technological advances, detecting anti-personnel mines remains a difficult technical challenge. Fielding improved detection equipment could result in substantial savings in clearance resources. The following research advances made at the CCMAT show promise of fieldable products:

- Hyperspectral imaging is a promising technology for aerial mapping of mine-affected ground. A prototype imager is in development.
- The feasibility of hyperspectral imaging for tripwire detection has been demonstrated and a prototype is being developed.
- A sonar device that can be used to detect mines under water has been developed by Guigné International Ltd. of Paradise, Newfoundland. The device was successfully evaluated by the CCMAT and a practical instrument is being developed for the detection of mines submerged in waterways and flooded areas.



DRES Photo Instrumentation Group

Testing a standard issue mine boot using the Frangible Surrogate Leg, composed of materials that react to blast in a manner similar to human tissue.



photos by DRES Photo Instrumentation Group



- A prodder that can distinguish between rock and the metal or plastic surfaces characteristic of mines is in development. This device would speed up mine clearance by reducing the time spent investigating false alarms.
- Advances in signal processing and a better understanding of the influence of soil conditions could enhance the performance of metal detectors.
- *Protection*
To define the threat from anti-personnel mines and the hazard they pose to deminers, the CCMAT conducts fundamental research in blast physics and investigates the means by which injuries are caused. The data are used to develop and test computer models that predict injury in

various mine clearance positions (standing, kneeling or prone) and the requirements for protection in each. With this information, companies can design and develop better protective equipment. Prototypes are tested at the CCMAT and the data collected are used to refine and improve the design of protective equipment.

- *Enabling technologies*

The CCMAT is developing a series of demonstrators to showcase mine clearance technologies and to assess their potential performance. Three demonstration systems are planned, one each for vegetation clearance, mechanical neutralization and area detection scanning. Where possible, the systems will use existing technology, such as tele-operation

and navigation systems developed for military applications. The first technology demonstrator, the Articulated Robotic Scanner, has been built and is being evaluated in trials at the CCMAT.

Dissemination of information to the mine clearance community

Technical information is an important product of any research and development program. The CCMAT provided information to the mine clearance community in the following instances during fiscal year 2000:

- The CCMAT participated in an international trial of commercial metal detectors which produced a consumer report allowing deminers to select the equipment best suited to their particular operating conditions.
- Technical experts from the CCMAT participated in detector and other trials in Afghanistan, Cambodia, Colombia, Croatia and Thailand. These visits are an effective means of translating research and development products into practical help for the mine clearance community.
- Information on soil conditions will form part of a proposed World Soil Information Database which will help deminers select the best detector for their operating conditions.
- The CCMAT will contribute results and methodology for the evaluation of protective and mechanical assistance equipment to the development of international mine action standards.
- Fundamental research in blast physics has defined the threat from anti-personnel mines. The data will be collected by the CCMAT in a Mine Effects and Materials Database.

International collaboration

Canada is a founding member of the International Test and Evaluation Program (ITEP) and the Demining Technology Information Forum (DTIF). The mandate of the ITEP is to develop universally accepted methods for test and evaluation and to use

these to rigorously evaluate equipment for mine clearance before it is deployed to the field. Canadian experience in the development and deployment of products such as the PRO MAC Brushcutter/Deminer BDM 48 has shown that rigorous test and evaluation is an essential part of procuring effective mine clearance equipment. As an organization with facilities for test and evaluation that are among the best in the world, the CCMAT makes a significant contribution to the ITEP and to the development of accepted test methods and standards.

The DTIF serves as a means of communication between developers and users of mine action technology through workshops and an electronic journal. In June 2001, the CCMAT organized a successful DTIF workshop for the users and developers of mine action technology. The workshop was aimed at bridging the information gap between the two groups, a gap that is blamed for much of the inappropriate technology deployed to the field. Participants urged the DTIF to create a clearinghouse for technical information in the form of a web site. The CCMAT has experience that enables it to play a leading role in implementing these and other recommendations.

Impact on Canada's objectives in mine action

The success of the CCMAT has enabled the Government of Canada to take on a range of technology-related mine action initiatives. The Centre supports DFAIT's work with the Stability Pact for South East Europe Reay Group and its efforts to establish a regional capability for test and evaluation in the Balkans. Through the successful introduction of new equipment such as the PRO MAC Brushcutter/Deminer BDM 48 and the explosive FIXOR in Thailand, relationships between Canada and Thailand have been strengthened and there is opportunity for similar initiatives in other countries in the region.

By providing technology that meets the needs of the mine clearance community, the Canadian Landmine Fund's investment in technology through the CCMAT is a pivotal component of Canada's global mine action leadership.



Assisting landmine survivors and their communities

Estimating the number of landmine survivors in the world continues to be an inexact science. What is known, however, is that AP mines have significantly added to the number of persons with disabilities and that most of these landmine survivors live in countries that lack the means to effectively provide assistance and social and economic rehabilitation services.

While complying with the Convention's obligation to assist landmine survivors continues to be a daunting task, important developments have taken place in 2000. At the international level, the Standing Committee on Victim Assistance and Socio-Economic Reintegration promoted the use of voluntary annual reporting by States Parties on means taken to meet states' obligations to landmine survivors. Over the past year, Canada was one of 11 states that provided such a voluntary report using the Canadian-initiated "Form J" attachment to the Convention's Article 7 reporting format.

In 2000, Canada served as the Co-Rapporteur of the Standing Committee on Victim Assistance and Socio-Economic Reintegration. In this capacity, it assisted committee Co-Chairs Japan and Nicaragua in the production of *Providing assistance to landmine survivors: A collection of guidelines, best practices and methodologies*. In addition, through the innovative *Raising the Voices of Landmine Survivors* project, the Standing Committee took steps to increase the participation of landmine survivors in matters that affect them. Canada became committee Co-Chair in September 2001, and is committed to continuing to deepen the role of landmine survivors and to identifying practical means for States Parties to meet their

commitments to them.

Canada provides support for the full range of assistance required by those who have fallen victim to landmines, including surgery and hospital care, orthopaedics, peer counseling, support networks, vocational training, community-based rehabilitation, improvement of care facilities, building the expertise of medical practitioners and improving coordination of assistance and assistance-related information systems. During fiscal year 2000, Canada's programming reflected the need to assist in these priority areas.

Afghanistan

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$300,000 to support the orthopaedic component of the United Nations Development Programme (UNDP) Comprehensive Disabled Afghan Program, as part of a three-year, \$708,000 contribution. Canada's funding helped provide salaries for orthopaedic technicians, raw materials for orthopaedic devices and training sessions and national seminars on the standardization of orthopaedic technology and physiotherapy training. Through the program, disabled Afghans received more than 4,700 orthopaedic appliances, including prostheses, orthotics, technical aids and wheel chairs.



Oxfam Quebec

The CIDA Afghanistan Country Program provided \$133,000, as part of a three-year, \$378,000 contribution, to support the work of the Guardians Institute of Orthopaedics in Kandahar. Canada's funding assisted the Institute in providing landmine survivors with comprehensive rehabilitation services, particularly orthopaedics and physiotherapy. In fiscal year 2000, the Institute conducted over 8,900 physiotherapy sessions and produced and distributed over 3,500 orthopaedic and prosthetic devices. In addition, \$10,000 was provided to the Royal Ottawa Hospital Rehabilitation Centre to undertake a skills analysis and training for the staff of the Guardians clinic.

Bosnia and Herzegovina

A contribution of \$70,000 was provided to support a Queen's University peer counseling project for landmine survivors and other disabled persons. This funding was part of a two-year, \$270,000 contribution from the CIDA five-year, \$10 million Integrated Country Program for Bosnia and Herzegovina. The project supported

the development and consolidation of a network of peer counseling programs and services. Training for peer counseling group leaders and local health professionals was provided on issues such as care of amputations, prosthetics and orthotics, psycho-social issues, community and family interaction and job creation.

Cambodia

Through the CIDA \$4.9 million Landmine Development Program for Cambodia, \$170,000 was provided as part of a three-year landmine survivor assistance project implemented by Oxfam Quebec. Operating from the Pursat Vocational Training Centre, the project assists landmine survivors with reintegration into the work force. Skills training is offered to men and women in both traditional and non-traditional occupations.

Through the CIDA Tapping Canadian Creativity Program, \$250,000 was provided to World Vision Canada as part of a three-year, \$750,000 contribution for a survivor assistance vocational training program in

At this Oxfam Quebec-sponsored training program, Cambodian landmine survivors learn skills to help them reintegrate into the work force.

several provinces of Cambodia. The project assists disabled persons to reintegrate into society with employment or an established business that will enable them to be self-sufficient. Disabled men are provided with skills training in engine, radio and TV repair, welding, agriculture and typing skills. Disabled women and others who cannot leave their homes for an extended period to study are taught community-based agriculture skills and provided with small loans. To secure the long-term sustainability of the project, its activities are being handed over to the Royal Government of Cambodia Ministry of Social Affairs, Labour, Vocational Training and Youth Rehabilitation.

Staff from the Queen's University International Centre for the Advancement of Community-Based Rehabilitation train Guatemalan health professionals on community-based rehabilitation strategies.

Central America

As part of a four-year, \$3.5 million contribution, the CIDA Multilateral Institutions program provided \$750,000 to support a Pan American Health Organization (PAHO) survivor assistance project in Nicaragua, Honduras and El Salvador. The joint Canada-Mexico-PAHO project supports the strengthening of prosthetic and orthotic

services, vocational training and placement programs for disabled persons, the development of health and disability information systems and the integration of community-based rehabilitation into the networks of primary health care services. Queen's University's International Centre for the Advancement of Community-Based Rehabilitation is providing Canadian technical expertise for the project.

The CIDA Tapping Canadian Creativity Fund provided \$200,000, as part of a two-year, \$400,000 contribution, to support a Queen's University International Centre for the Advancement of Community-Based Rehabilitation project in Guatemala. The project educated community members and health professionals about community-based rehabilitation principles and strategies.

The same program provided \$75,000 to a Sierra Club of British Columbia project in El Salvador as part of a three-year, \$400,000 contribution. In collaboration with the Salvadoran Centre for Appropriate Technology, the project trained landmine victims in environmentally friendly technologies, such as bicycle repair, provided



Maire Nelson/Queen's University/ICACBR

small enterprise loans and initiated a local alternative economic trading system.

Colombia

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$10,000 to support a conference aimed at improving medical care and rehabilitation for landmine survivors in Colombia. Hosted by the Colombian Foundation for Surgical Reconstruction (CIREC) in Bogota, Colombia, the conference gathered actors involved in mine victim assistance and rehabilitation in Colombia to exchange expertise on the treatment of mine victims. The conference focussed on surgical methods for treating landmine wounds and the types of prosthetics needed.

Ethiopia and Eritrea

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$200,000 to the United Nations Mine Action Service for the establishment of a mine action program including victim support in the Ethiopia/Eritrea Temporary Security Zone.

Through the same program, \$600,000 was provided to the United Nations Development Programme (UNDP): \$400,000 to support the Government of Ethiopia in developing and strengthening Ethiopia's mine action program, including victim assistance and \$200,000 to support a mine action program in Eritrea which also included victim assistance.

Jordan

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program contributed \$40,000 to the Landmine Survivors Network to strengthen their Amputee Support Network in Jordan. The Network aims to address the needs of landmine survivors and people who have lost limbs, and promote their socio-economic reintegration. Canada's contribution helped fund Network services including hospital and home visits, the development of rehabilitation service information resources and training of Network staff, over half of whom are landmine survivors or people who have lost limbs.

Supported by the Landmine Survivors Network, the first Jordanian amputee swim team at practice.



Bill Jordan/Landmine Survivors Network

A UXO-injured child with his family in Laos.



Chunpitt Chuaoon/Garneau International

Laos

As part of a three-year, \$503,000 contribution, the CIDA Tapping Canadian Creativity Program provided \$153,000 to Garneau International for a community-based rehabilitation project in Laos. The project aims to increase the Laotian government's capacity to provide for basic rehabilitation needs of UXO survivors through a broad-based approach including improving its UXO victim monitoring system, increasing technical and management capacity and transferring basic rehabilitation knowledge and skills.

Mozambique

The CIDA Tapping Canadian Creativity Program provided \$400,000 to the Canadian Auto Workers (CAW) Integrated Mine Action Program in Mozambique as part of a multi-year \$1.3 million contribution, matching the CAW's funding of the program. Implemented in partnership with Canadian NGO Cooperation Canada Mozambique (COCAMO) and Handicap International, the program includes a survivor assistance component aimed at increasing accessibility to adequate

treatment and prosthetics offered through provincial medical centres. This is accomplished by improving safety and living conditions at the centres, promoting awareness of them and providing transportation services.

Yemen

As part of a three-year, \$400,000 contribution, the CIDA Tapping Canadian Creativity Program provided \$100,000 to Adventist Development and Relief Agency (ADRA) Canada for a survivor assistance project in Yemen. The project integrates adult landmine survivors and other severely disabled adults into their communities and families using a community-based rehabilitation approach along with small enterprise development and vocational training.

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$59,000, as part of a two-year \$150,000 contribution to the UNDP for its strategic mine action plan for Yemen. Following up on the Level One Socio-Economic Survey completed in 2000 (which Canada had supported with \$1.5 million in previous fiscal years), the



Landmine survivors at an International Committee of the Red Cross prosthetic centre in Kabul, Afghanistan.

Franco Pagetti/ICRC

plan will build capacity in Yemen in the areas of mine awareness, mine marking, mine clearance and victim assistance, targeting the most seriously affected communities identified through the Level One Survey.

International Committee of the Red Cross

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$300,000, as part of a two-year, \$600,000 contribution to the International

Committee of the Red Cross (ICRC) Mine Action Appeal 1998-2003 for Victim Assistance and Mine Awareness. Canada's funding supported medical assistance and physical rehabilitation for mine victims and the collection and analysis of mine incident data to help develop appropriate programs. In total, 37 prosthetic/orthotic centres in 14 countries were assisted. For the fourth consecutive year, the number of physically disabled people assisted increased, with 16,442 receiving prostheses and 11,005 receiving orthotics.



Improving mine action information and coordination

Acquiring more and better information about the global landmine problem is essential to understanding its magnitude and developing coherent priorities for deploying resources. Until recently, the landmine problem was defined according to a rough estimate of the number of mines in the ground around the world. We know now that such a measure is relatively meaningless as it tells us little about the social and economic impact of the threat of mines. Vast approximations of the number of landmine victims worldwide provide little guidance on where the areas of greatest need may be, the nature of particular needs of landmine victims and the level of services available to meet their needs.

The year 2000 was a landmark in acquiring more and better information on the global landmine problem.

In August 2000, the results of the first completed and certified Level One Socio-Economic Impact Survey were delivered to the Government of Yemen. This survey identified and mapped all suspected mined areas in the country. Socio-economic, victim and behavioural data associated with these suspected areas were collected and the information is being used to determine the relative socio-economic importance of mined areas. Canada was the primary donor to the survey effort in Yemen and has continued to provide leadership in this area.

Almost one-quarter of the funding for the global survey effort has come from Canada. In follow-up to the survey in Yemen, similar projects have now been completed in Mozambique, Chad and Thailand and work is proceeding in Cambodia. In addition, Level One Survey work is being done, or is being considered for, Afghanistan, Angola,

Bosnia and Herzegovina, Ethiopia and Eritrea, Kosovo, Lebanon, north-west Somalia, Western Sahara, and Vietnam.

In addition to Level One Socio-Economic Impact Surveys, United Nations inter-agency assessment missions and technical missions are important tools for acquiring more and better information on the global landmine problem. In 2000, the UN Mine Action Service coordinated assessment missions in Belarus, Egypt, Eritrea and Ethiopia, Georgia, Lebanon, Mozambique, Namibia, Nicaragua, Sierra Leone, Zambia and Zimbabwe. Since 1998, 21 assessment missions been completed.

Effective coordination mechanisms are essential to translating more and better landmine information into a coherent set of priorities for mine action. In recent years, major advances have been made in establishing mine action centres or other coordination bodies. Today, bodies responsible for the coordination and implementation of mine action exist in 35 countries or regions.



Gathering information from community members about the location and impact of mines as part of Level One Socio-Economic Impact Surveys in Mozambique (top) and Cambodia (bottom).

Paul F. Wilkinson and Associates

Canada understands that mine action information and coordination initiatives are important components of our global efforts to address the landmine problem. To this end, Canada supported a variety of these projects in fiscal year 2000.

Surveys

Through the CIDA multi-year \$4.9 million Landmine Development Program for Cambodia, \$1.7 million was provided for the Level One Socio-Economic Impact Survey of Cambodia being carried out by Burlington, Ontario-based GeoSpatial International Inc. As of March 31, 2001, 28% of all villages in Cambodia had been surveyed, quality assured and entered in the central database. The survey is being conducted to international standards and the database is consistent with the *Information Management System for Mine Action* (IMSMA) standard.

As part of the CIDA Integrated Country Program for Mozambique (\$2.8 million in fiscal year 2000), \$600,000 was disbursed to the Canadian International Demining Corps for completion of Mozambique's Level One Socio-Economic Impact Survey. Survey data have now been transferred into the National Institute for Demining's IMSMA database and are being shared with and



GeoSpatial International Inc.

used by mine action operators and development stakeholders in the country.

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$156,000 to the Vietnam Veterans of America Foundation for the completion of a Level One Socio-Economic Impact Survey in Thailand. Carried out by Norwegian People's Aid under the auspices of the Washington, D.C.-based Survey Action Center, initial stages of the survey found that landmine contamination in Thailand was more extensive than previously expected. Canada's contribution funded the extension of the survey and the completion of its final phase. Survey results have allowed the newly-formed Thailand Mine Action Centre to establish an effective mine clearance program.

Staff at the Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre, responsible for the coordination and implementation of mine action in the country.



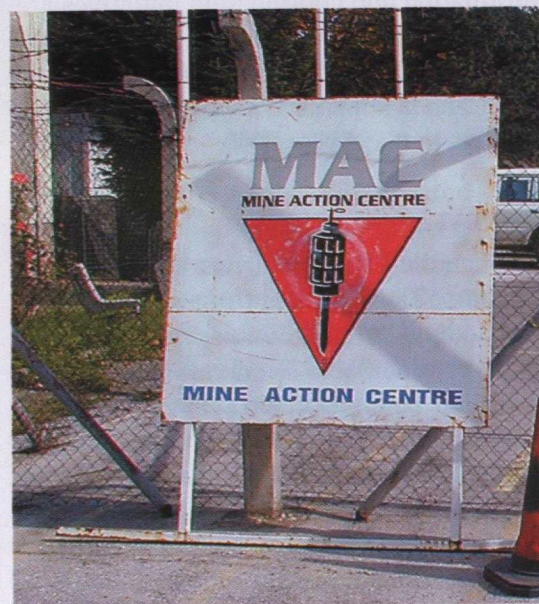
photos by Damir Atkovic/CNRA

Other survey work supported by Canada in fiscal year 2000 included:

- \$200,000 provided by the CIDA Multilateral Institutions Program to the United Nations Mine Action Service to establish a mine action program in the Ethiopia / Eritrea Temporary Security Zone, which included emergency survey work.
- \$50,000 provided by the DFAIT Mine Ban Initiatives Program to the British NGO HALO Trust for its integrated mine action program in Abkhazia, Georgia, which included ongoing survey work.
- \$44,000 provided by the DFAIT Mine Ban Initiatives Program to the Vietnam Veterans of America Foundation to supply IMSMA computer hardware and software for use by the United Nations Peacekeeping Force in Cyprus ongoing survey operations in the UN buffer zone.

Assessment missions

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$22,000 to the Mines Advisory Group (MAG) for an assessment mission to evaluate humanitarian mine action needs in northern Uganda. In collaboration with



Ugandan NGOs, the mission assessed the scale and location of the mine problem and mine action efforts being undertaken to address it. This enabled MAG to devise a strategy of mine action intervention.

Mine action centres

The CIDA Integrated Country Program for Bosnia and Herzegovina provided \$120,000, as part of a \$1.7 million, multi-year contribution to the United Nations Development



Jim Holmes/Handicap International

A UXO LAO team leader briefs clearance staff on the area of land cleared and the types of UXO removed.

Programme (UNDP), for institutional support to the Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre and Entity Mine Action Centres. Canada's contribution enhanced the capacity and sustainability of the mine action centres by developing technical, safety and training standards, preparing local staff to take over the duties of international advisors and upgrading the centres' communication infrastructure.

As part of a CIDA Multilateral Institutions Program \$600,000 contribution to the UNDP for mine action in Eritrea and Ethiopia, investments were made in developing and strengthening national capacity for planning, co-ordinating, managing and implementing all mine action activities.

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$150,000 to the UNDP Trust Fund for UXO LAO, as part of a three-year, \$505,000 contribution. In addition to supporting UXO clearance in Laos, Canada's contribution supported the national coordination body's activities including the implementation of National UXO Survey findings, development of management capacity and assessment of ongoing data collection to help prioritize areas to be cleared.

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$200,000 to the United Nations Mine Action Service for the set-up and administration of the Southern Lebanon Mine Action Coordination Cell. The Coordination Cell monitors and organizes

all mine action activities in Southern Lebanon including creating a comprehensive mine action database, assessing the landmine/ UXO problem in the area, clearing mines and doing emergency surveys.

As part of the CIDA Integrated Country Program for Mozambique (\$2.8 million in fiscal year 2000), \$1 million was provided to the National Demining Institute to develop its strategic plan and a multi-year proposal for strengthening the Institute's capacities to plan, coordinate and manage mine action throughout Mozambique. The IMSMA database has been translated into Portuguese to ensure easy comprehension and manipulation by IND staff.

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$59,000 to the UNDP for its strategic mine action plan for Yemen. As part of a two-year, \$150,000 contribution following up on the Level One Impact Survey completed in 2000, the plan will build capacity in Yemen to set priorities for mine action by targeting the most seriously affected communities identified through the impact survey.

Victim assistance information

The CIDA Multilateral Institutions Program provided \$250,000 to the World Health Organization (WHO) for a landmine injury surveillance initiative in Africa. The two-year, \$500,000 project will improve emergency, post-emergency and rehabilitation

services for people with mine injuries through better data collection and assessment. In fiscal year 2000, the project produced an injury surveillance tool entitled *Guidance for surveillance of injuries due to landmines and unexploded ordnance* which was pilot-tested in Azerbaijan and Kosovo and distributed to WHO offices, governments, NGOs and the United Nations. Initial consultation on the use of the guidelines was conducted with African countries, including Ethiopia, Mozambique and Uganda.

The DFAIT Mine Ban Initiatives Program provided \$9,000 to Nonviolence International Southeast Asia for the collection, analysis and dissemination of information on landmine use and the state of landmine survivor assistance in Burma. The information, gathered through a network of individuals and organizations in Burma, was used in *Landmine Monitor Report 2001*.

Policy research

The DFAIT Research and Policy Development Program provided \$80,000 to the International Peace Research Institute, Oslo (PRIO) for studies conducted under the Institute's *Assistance to Mine-Affected Communities* research project. Canada's contribution supported the project's field study into the impact of landmines and humanitarian mine action on communities and the role of the community in mine action. The research will provide the analytical foundation for further projects

geared toward developing the capacity of mine-affected communities for coping with landmines and participating in mine action.

The same program provided \$59,000 to the International Development Research Centre for Phase I of its *Integrated Mine Action Development Strategy* project. The project aims to provide mine-affected states with tools to plan for the integration of mine action into ongoing national development structures and plans. As the Ottawa Convention is implemented in mine-affected states over the long-term, many countries will move from being gravely mine-affected to affectedness of a lower-grade, and will move from emergency and post-conflict situations to contexts more associated with longer-term development. Through close consultation with the National Demining Institute in Mozambique, studies on the relationship between mine action and national sectors and workshops to refine the methodology, the project developed a tool for field-testing that is intended to assist with this transition.

In addition, \$109,000 was provided to the York University Centre for International and Security Studies to support the second program year of the Mine Action Research Program. This initiative involved a student research essay competition aimed at producing policy-relevant mine action research and the development of Canadian academic capacity to contribute to a better understanding of global mine action.

Sustaining the effort

It is important that Canadians and individuals in other countries understand that our efforts must be sustained if we are truly going to ensure that the Ottawa Convention lives up to its promise. To promote public awareness about the landmine problem and what Canada is doing about it, DFAIT implements a comprehensive Outreach and Sustainability Program in partnership with NGOs throughout Canada.

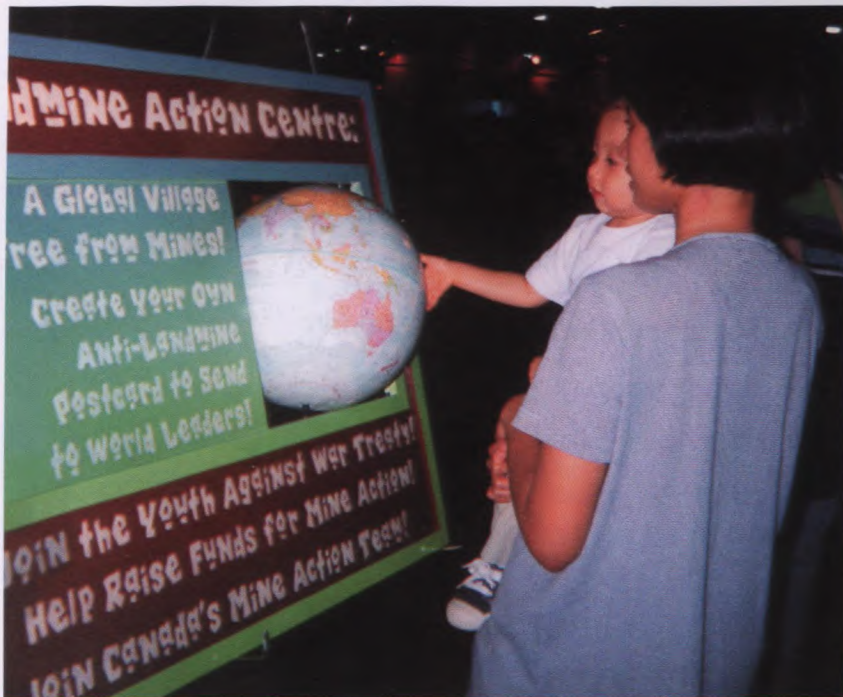
The program disbursed approximately \$1.3 million in fiscal year 2000 to support innovative tools and projects which advanced these goals. Tools produced include the annual report to Parliament on the Canadian Landmine Fund and a newsletter entitled *SafeLane*:

*Canada's Landmine Ban Report. A 17-minute video entitled *Measured Steps: The Global Movement to Ban Landmines* was produced and distributed at a cost of \$93,000. The outreach program also manages the web site *SafeLane: Canada's Guide to the Global Ban on Landmines**



Declaring Canadian Landmine Awareness Week 2001: Manitoba MLA Doug Martindale and Youth Mine Action Ambassador Meredith Daun hold the proclamation near a symbolic shoe pile at a Winnipeg shopping mall.

Meredith Daun/MMAAP



Jesamyn Waldman/YMAAP



Meredith Daun/YMAAP

Cross, and supported by Canada's Youth International Internship Program and the Canadian Landmine Foundation, the program placed 12 recent university graduates with host NGOs in Vancouver, Calgary, Regina, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montreal, Quebec City, Halifax, Sydney and St. John's.

Since its inception in 1998, the YMAAP has facilitated thousands of mine action education sessions, volunteer training initiatives and community events, the reach of which has been extended through coverage by local, regional and national media. The DFAIT Outreach and Sustainability Program provided \$494,000 to support the efforts of the YMAAP in fiscal year 2000.

In the summer of 2000, Youth Mine Action Ambassadors delivered landmine education presentations at major exhibitions across Canada, including Expo Québec in Quebec City, the Canadian National Exhibition in Toronto, the Canadian Central Exhibition in Ottawa and Klondike Days in Edmonton. An estimated 200,000 people toured interactive exhibits depicting life in a mine-affected community, which were developed and produced with a DFAIT contribution of \$95,000.

Exhibits and public engagement activities on the landmine issue also featured prominently in the Conferences on War-Affected Children held in Accra, Ghana and Winnipeg in 2000, and at the Americas Cultural Showcase held during the Organisation of American States General Assembly meeting in Windsor in June 2000.

During Canadian Landmine Awareness Week in March 2001, high school students from Alberta, Ontario, Quebec and Newfoundland participated in a Virtual Classroom on landmines to promote learning about the global landmine problem. Facilitated by the Communications Research Centre Canada, the Virtual Classroom featured Minister of Foreign Affairs John Manley and Cambodian landmine survivor Song Kosal in a video conference panel discussion with students.

Other cooperative initiatives to raise awareness of the landmine issue included:

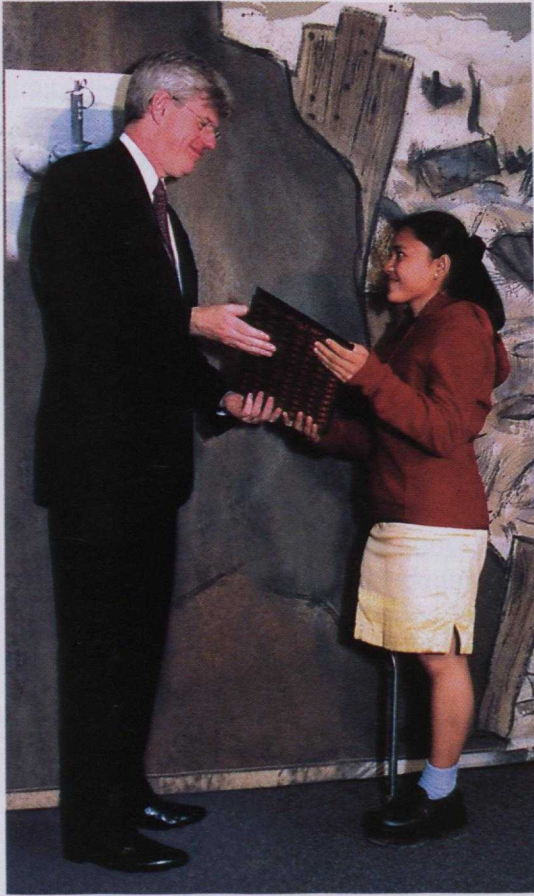
- \$80,000 provided to the Canadian Red Cross for the development of its *Survive*

(Top) A family views the mine action exhibit at the Canadian National Exhibition in Toronto.

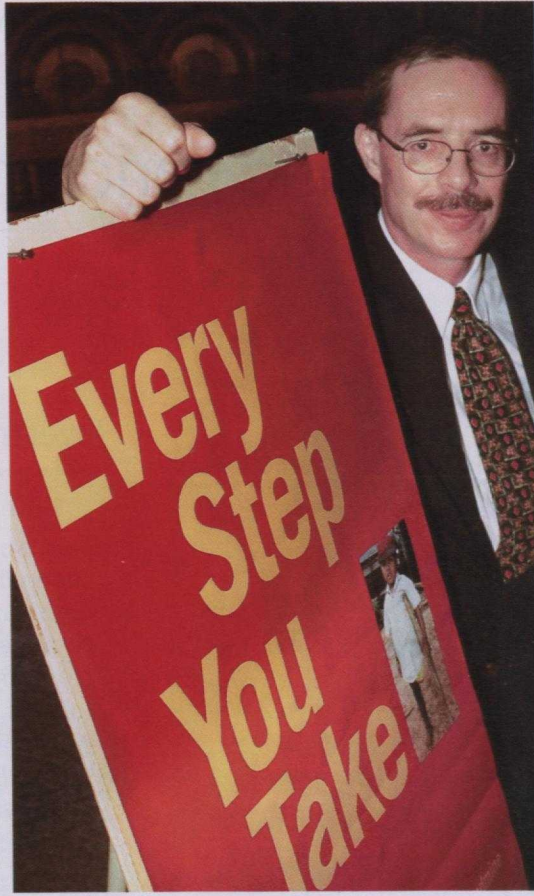
(Bottom) A Winnipeg student plays the Canadian Red Cross *World in Jeopardy!* mine action game.

(www.mines.gc.ca). In fiscal year 2000, \$38,000 was spent to redesign, update and substantially upgrade the site.

For the third year, the DFAIT Outreach and Sustainability Program supported the Youth Mine Action Ambassador Program (YMAAP). This innovative community-based education initiative raises awareness of the landmine issue and helps create sustainable community action to support the landmine ban. Coordinated with Mines Action Canada and the Canadian Red



Denis Drever



Derek Baldwin/The Belleville Intelligencer

(Left) Minister of Foreign Affairs John Manley presents Cambodian landmine survivor Song Kosal with a copy of the Ottawa Convention at Ottawa's Rideau High School.

(Right) Steve Elston of Eastminster United Church in Belleville, Ontario spearheaded a community campaign for Adopt-A-Minefield (Canada) through the Canadian Landmine Foundation. Funds raised helped to clear mined land in Battambang province, Cambodia.

the Peace landmine education campaign. Canada's funding supported the creation of campaign materials including an interactive web site, launched in a series of public events across the country during Canadian Landmine Awareness Week. The campaign is intended to provide multimedia educational tools for use by Canadian Red Cross staff and volunteers in their efforts to deliver education on the landmine issue.

- \$10,000 provided to the charitable choir group Consort Caritatis to support choral performances in Toronto and Kitchener, launching the group's third fundraising CD. A portion of the proceeds are being donated to World Vision Canada and the Mennonite Central Committee mine action programs.
- \$10,000 provided to Montreal-based NGO Club 2/3 to support the inclusion of mine action education in their annual youth march, held in May 2000. Funding assisted the production and distribution of an educational kit for Quebec schools.

- \$8,000 provided to I Choose Me Productions for the creation of *Living Bombs*, an educational web site that encourages youth to learn more about global mine action through interactive role play simulations.

Canada continued to support the promotion of sustainable private sector funding for mine action. In fiscal year 2000, Canada provided \$236,000 to support the work of the Canadian Landmine Foundation, a private charity established to raise funds for mine action and promote the long-term sustainability of mine action programming. Canada's support helped the Foundation launch the international fundraising initiative *Night of 1,000 Dinners* aimed at holding fundraising dinners around the world on or around November 30, 2001. Other Foundation initiatives in 2000-01 included the Adopt-A-Minefield (Canada) program, run in conjunction with the United Nations Association of the USA and a fundraising partnership with Rotary Canada. The Foundation also continued to operate its fundraising web site www.clearlandmines.com.

2000-2001 Canadian Landmine Fund Spending Summaries



Departmental expenditures by program

TABLE 1 Department /program	Spent fiscal year 2000-01
DFAIT	
Mine Action Partnership	\$ 814,232
Mine Ban Initiatives	1,816,743
Mine Monitoring	252,701
Mine Action Research and Policy Development	429,635
Outreach and Sustainability	1,307,392
Stockpile Destruction	852,544
Policy Support Unit	843,723
Total DFAIT	\$ 6,316,970
CIDA	
Integrated Country Program – Mozambique	\$ 2,797,000
Integrated Country Program – Bosnia and Herzegovina	1,787,000
Tapping Canadian Creativity	1,428,000
Country Initiative – Asia	2,107,000
Integrated Country Program – Americas	1,250,000
Multilateral Institutions Program	2,392,000
Support Unit	300,000
Total CIDA	\$ 12,061,000
DND	
Canadian Centre for Mine Action Technologies	\$ 3,967,000
Total DND	\$ 3,967,000
Industry Canada	
Canadian Centre for Mine Action Technologies	\$ 319,000
Total Industry Canada	\$ 319,000
TOTAL	\$ 22,663,970

Investments in banning landmines

TABLE 2	Total spending FY 2000-01
A Investments in support of international advocacy and prevention	
Africa	\$ 15,800
North America	115,941
South Asia	39,000
B Investments in support of global efforts to ban landmines	
International Campaign to Ban Landmines	\$ 346,355
Mines Action Canada	467,877
C Investments in support of Convention implementation and universalization conferences	
Africa	\$ 229,030
Colombia	6,758
South East Asia	2,380
South East Europe	17,310
D Investments in support of monitoring compliance	
Landmine Monitor 2001	\$ 250,000
E Investments in support of stockpile destruction	
	\$ 852,544
Total investments in banning landmines	\$ 2,342,995

2000-01 Investments by thematic area of mine action

Banning Landmines refers to investments in promoting the universalization and effective implementation of the global ban on anti-personnel mines, including stockpile destruction.

Mine Action Information refers to investments in more and better information on the landmine problem for the purpose of more effectively targeting other mine action efforts. Mine action information includes assessment missions, surveys, information tools, and research into building capacity and developing best practices.

Research and Development refers to investments in scientific research and subsequent development into new or improved technologies and processes for addressing the landmine problem.

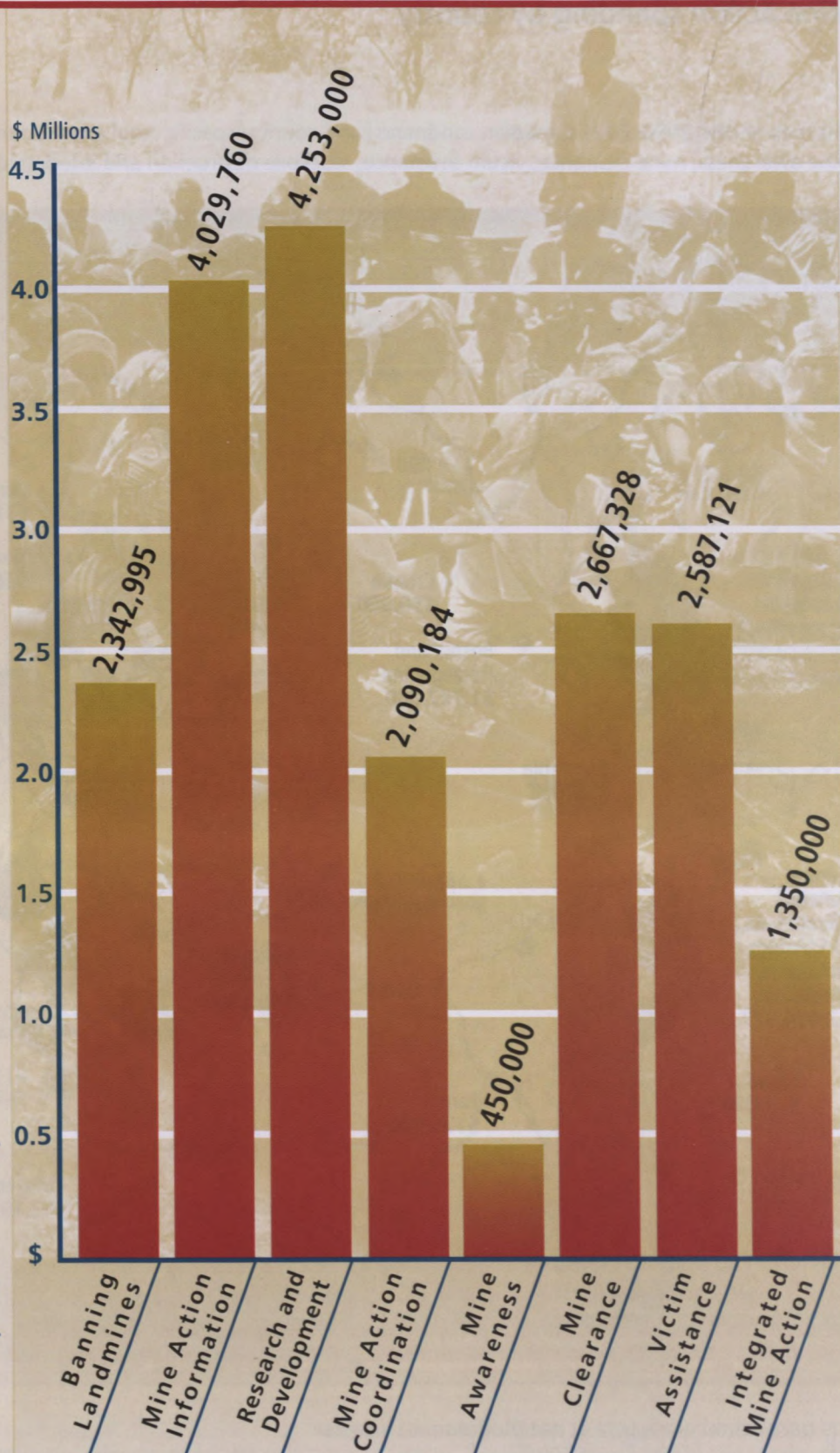
Mine Action Coordination refers to investments in structures and organizations that will support greater coherence in, and progress towards, addressing the landmine problem.

Mine Awareness refers to investments in education and training programs that will reduce high risk, mine-related activities and therefore prevent casualties.

Mine Clearance refers to investments in the full spectrum of activities related to clearing mined land, including mapping and marking minefields, training, supporting mine dog detection teams, providing equipment and protective clothing, demining and quality assurance.

Victim Assistance refers to investments in providing services to victims of mine incidents, including medical services; prosthetics, orthotics and other aids; and physical, vocational, social and psychological rehabilitation.

Integrated Mine Action refers to investments in programs that incorporate more than one core mine action activity into a single program.



2000-2001

Mine action spending by country

This map shows 2000-2001 Canadian Landmine Fund country-specific total expenditures on mine action information, mine awareness, mine clearance, victim assistance, stockpile destruction and integrated programming.

